

# ***La fausse guerre***

(23 août 1939 – 10 mai 1940)

*‘Ce n’est pas à l’Allemagne que vous faites la guerre’*

## **1. Les guerriers malgré eux**

Dès qu’il avait eu fini de digérer la Tchécoslovaquie en mars 1939 Hitler s’était dit que le moment était venu de s’emparer de la Pologne. Il serait pourtant faux de croire qu’il voulait la guerre, car à sa façon Hitler était pacifique : il préférait conquérir sans coup férir, même s’il pensait, comme tant d’autres, que la guerre est une magnifique formation du caractère pour les jeunes-gens, et un ingrédient indispensable de la bonne fiction cinématographique. Ce à quoi il songeait, au printemps de 1939,

c'était à un nouveau Munich. Un Munich un peu différent cependant, puisqu'il aurait fallu intéresser l'Union soviétique, dont les frontières étaient directement concernées. Cela semblait imaginable : car l'Union soviétique avait été bien rossée en Espagne, et se trouvait peut-être, se disait-il, dans le même genre d'état tremblant ou comateux qui caractérisait la France et l'Angleterre depuis quelques années.

Mais cela ne s'était pas produit, et les choses avaient tourné différemment. Au lieu de subir une négociation à quatre, le dictateur soviétique, Staline, avait négocié séparément et parallèlement avec les Franco-Anglais d'une part, et les Allemands de l'autre. Cette duplicité n'était pas affichée, mais elle allait un peu de soi et ses trois interlocuteurs lui rendaient la pareille en s'entendant de leur côté à son insu, deux par deux et à l'insu les uns des autres. En réalité, tout le monde parle toujours à tout le monde, tout le temps et même en se faisant la guerre. *'Les classes gouvernantes communiquent entre elles bien davantage que les populations n'imaginent'*, dit en substance Emmanuel Berl : et cela s'applique évidemment en tout premier lieu aux canaux diplomatiques qui sont construits pour cela.

Avec la France et la Grande-Bretagne, Staline ne s'attendait pas à conclure, et cette négociation là avait surtout pour objet de mettre les Allemands sous pression. Avec les Allemands, il avait fait traîner suffisamment les discussions pour qu'Hitler, pressé par l'avancée de la saison, soit à la fin le demandeur d'une signature rapide : mais pas trop lentement tout de même, pour éviter que l'Allemand ne trouve plutôt un nouvel arrangement avec les occidentaux. Le dispositif avait donné satisfaction, et il avait produit le résultat espéré : il n'y avait donc pas eu de second Munich. La possibilité d'une guerre n'avait pas été écartée, elle avait peut-être même été accrue et rapprochée au contraire par l'existence d'une entente à deux sur le partage de la Pologne, mais l'Union soviétique était, au moins pour un certain temps, tenue en dehors du conflit qui s'annonçait, et ce sont le Président du Conseil français, Daladier, et Chamberlain, l'immuable Premier Ministre britannique, qui avaient dû choisir entre faire la guerre à l'Allemagne ou abandonner leur protégée orientale. En pratique, ils allaient faire les deux successivement, quoique dans un ordre inattendu : d'abord abandonner la Pologne à son sort, et donc le but de guerre affiché, puis ensuite faire la guerre à l'Allemagne, sans autre raison de la faire que la guerre elle-même, et sans but de guerre bien clair, si ce n'est d'y survivre. Ce qui n'allait pas de soi. Les mois à venir allaient démontrer que la petitesse des pensées, la mesquinerie des soucis et des personnes, la mollesse de la pensée, la confusion, la contradiction des actions qui en résultaient ridiculement conçues et à demi-menées n'excluaient pas une issue sanglante et tragique de grande dimension, bien au contraire.

En s'en prenant à la Pologne, Hitler avait su qu'il risquait une guerre à l'Ouest : un peu plus sans doute encore que l'année précédente lorsqu'il s'était fait donner la Tchécoslovaquie, car on l'aimait désormais

tout de même un peu moins en France et en Angleterre, en Angleterre surtout, depuis quelques mois. Son ami personnel Edouard VIII, après une tentative d'assassinat peut-être ourdie par les propres services secrets britanniques, puis le lancement, plus efficace du scandale Simpson par les milieux antifascistes britanniques, venait d'y perdre son trône. On craignait Hitler désormais pour soi-même jusque dans les milieux jusque là les mieux disposés envers le fascisme : ceux auxquels le fascisme dans ses diverses versions avait toujours semblé plus utile que dommageable, comme une défense contre le bolchévisme. Mais il semble que le vent avait tourné après la victoire du fascisme en Espagne et comme le regard prédateur du *Führer* s'était tourné vers le Nord et dangereusement vers les rivages maritimes qui intéressaient Albion. Et l'on avait commencé à sentir jusque dans les classes les plus favorisées et les moins attachées à la démocratie comme une envie de se défendre aussi contre la forme allemande de la dictature des élites, trop agressive pour la France et l'Angleterre puisque Hitler, contrairement à Franco, Mussolini, et les autres dictateurs européens, avait des ambitions territoriales mordant sur les deux grands empires d'occident, et même un peu sur les métropoles.

S'en prendre à l'Empire britannique, pour s'en tailler un bien à soi, et qui soit profitable : il était clair pour Hitler, comme pour tout le monde après 14-18, que c'était un point qui empêcherait à lui tout seul l'accord avec l'Angleterre. La guerre, s'il devait y avoir une guerre, et même s'il était défendu de le dire en ces termes parce que c'était devenu un point de doctrine communiste, serait *impérialiste*. Or la signature du *Pacte* à la fin août 1939, en même temps qu'elle changeait la donne stratégique, faisait disparaître la solution diplomatique des *mains libres à l'Est* sur laquelle reposaient les espoirs de maintenir la paix des gouvernements bourgeois dans les pays nantis. Et donc, c'était la guerre, inévitable, pour les deux pays qui haïssaient la perspective d'une guerre dont ils n'avaient pas besoin, et qui n'était qu'un *coût* et qu'une source de complications en matière de politique intérieure.

Une dernière fois, tout en faisant narquoisement remarquer à l'ambassadeur britannique Neville Henderson, par l'intermédiaire de son ministre Ribbentrop, que '*l'Allemagne n'aura plus à combattre sur deux fronts*', Hitler offrit en contrepartie de la résignation anglaise, de garantir l'intégrité de l'empire britannique. Le sous-entendu était que l'Angleterre devait abandonner la France aussi bien que la Pologne. Il faut accorder cela à l'Angleterre qu'elle refusa d'entrer dans ce jeu. Quant à la France, on ne lui offrait rien, car on savait à Berlin que si on lui imposait la guerre, elle ferait contre mauvaise fortune bon coeur et se résignerait facilement à une défaite.

Ce qui malheureusement était venu faire tout capoter, c'est qu'Hitler, en le ridiculisant publiquement, avait fini par exaspérer jusqu'à Chamberlain qui, le 25 août, confirma les garanties britanniques à la Pologne. Et si l'Angleterre venait à rugir pour de bon, la France risquait de montrer les dents elle aussi.

Cette perspective poussa Hitler à retarder de quelques jours son attaque : mais de quelques jours seulement, car avec ses voisins de l'Ouest, l'espoir n'était pas vain de les voir vaciller au dernier moment et renoncer au combat, comme ils avaient toujours fait jusque là.

Le fait que du côté français le Président du Conseil Daladier ait réagi au raidissement britannique en s'adressant, le surlendemain, au dictateur italien Mussolini pour une ultime tentative de médiation ne pouvait que conforter ce genre d'espérance : mais un peu seulement, car Hitler savait que peu de gouvernants européens lui étaient aussi favorables que Daladier. Malgré tout, Hitler, selon son familier Henri Picker, aurait espéré jusqu'au dernier moment que l'Angleterre, fidèle à son principe d'*équilibre européen*, allait s'abstenir de lancer un ultimatum à propos de la Pologne, et il avait finalement rejeté la responsabilité du désastre sur '*cet ivrogne de Churchill*', l'enfant terrible du conservatisme britannique, et un ennemi instinctif et irréductible de l'idéologie et des pratiques national-socialistes aussi bien que communistes. Un chauvin, un impérialiste et un entêté, malheureusement influent et soutenu par des forces économiques et aussi des cercles intellectuels, mais dont le dictateur allemand espérait bien que ses nombreux amis dans l'aristocratie britannique finiraient par se défaire. Et cela n'avait rien changé à sa résolution. Même après l'entrée de ses armées en Pologne, sans déclaration de guerre, le 1<sup>er</sup> septembre et une déclaration anglaise, qui était finalement venue le 2, et qui sans en être un, car Chamberlain n'avait pas voulu aller jusque là, ressemblait beaucoup à un ultimatum, il n'était pas question pour lui, en dépit de l'avis contraire de Goering qui conseillait un retrait, d'autre chose que de *jouer son va-tout* : "*Als Goering ihn daraufhin mit den Worten ansprach : 'wir wollen doch das Vabanque-Spiel lassen', und ihm riet, in den Polen frage zurückzustecken und Grossbritanniens Ultimatum anzunehmenn, antwortete Hitler ihm jedoch : 'Ich habe in meinem leben immer Vabanque gespielt'*", rapporte Henri Picker. Les dés en étaient donc jetés. S'il le fallait on passerait, afin de s'étendre à l'Est, par la guerre générale : puisque s'étendre à l'Est était l'essentiel du projet Hitlérien, détruire la France un objectif de second rang, et s'entendre avec l'Angleterre un vœu très cher mais dont on se consolait qu'il ne fût pas accessible. Car il s'agissait dans l'esprit des nazis de la survie même du peuple allemand comme groupe humain spécial et indispensable, et ici s'appliquait un des principes d'action hitlériens : *une seule décision courageuse de la part d'un politicien peut sauver la vie de milliers de soldats. Un politicien n'a pas le droit d'être pessimiste. Pour bien faire, il faudrait supprimer tous les pessimistes.*

C'était donc la guerre. Et pour que rien ne soit laissé au hasard en matière de sécurité intérieure, l'entrée en guerre fut l'occasion pour Hitler de réorganiser la police, qui l'avait porté au pouvoir et qui était l'épine dorsale de son régime. Le 27 septembre, l'ensemble des services de police et de

renseignement politique furent regroupés sous la dénomination RSHA, '*Office central de sécurité du Reich*'. Goering étant plus ou moins mis à distance de sa responsabilité dans ce domaine, Heydrich en fut fait maître, sous la haute autorité de Himmler. Ces deux là devaient encore entrer en concurrence avant l'élimination du premier par la résistance tchèque, mais sans que cela nuise vraiment à la pesanteur de l'ensemble. Le seul Bureau 7, branche purement policière communément appelée '*Gestapo*' comptait environ 40.000 agents. Et par la même occasion, un ordre secret du 1er septembre 1939 lança le programme d'euthanasie des malades incurables. Avec la guerre, le **Reich** prenait les traits qui allaient le rendre inoubliable. Il s'agissait d'un régime policier, aimé pour cette raison de toutes les polices d'Europe continentale. Or une fois que la police est au pouvoir, il n'y a pas de recours. Seule l'armée est aussi solidement organisée, et elle dispose d'armes plus puissantes : mais toute sa culture est de soumission irréfléchie aux ordres reçus. Il suffisait donc à Hitler de mettre à sa tête un fidèle comme Keitel, et mieux encore de militariser une branche de la police pour que toute menace disparaisse de ce côté. Cela explique qu'Hitler, contrairement à Staline, échappera à la paranoïa des dictatures civiles et n'aura pas besoin de procéder à des purges périodiques pour garantir sa domination.

Hitler en envahissant la Pologne, avait eu – et tant pis - la guerre à l'Ouest : ou plus précisément une déclaration de guerre, puisque, chose peut-être inédite dans l'histoire, ce fut de ce côté là pendant sept mois une guerre en pointillés, sans opérations militaires d'envergure, sans tentative ni d'un côté ni de l'autre d'emporter la décision et d'atteindre des buts définis. Tel est le sujet et le scénario des lignes qui suivent : un récit que les historiens racontent sans en souligner le caractère presque inexplicable, parce que les détails qu'il faudrait révéler pour le rendre compréhensible demeurent presque un siècle plus tard trop honteux et douloureux à considérer.

A l'Est, tout était plus clair. Il avait été prévu qu'il faudrait passer sur le corps des Polonais, et il n'y eut pas d'autres complications. Le prix de la mansuétude stalinienne avait été consenti : on s'était résigné à un partage de la proie polonaise avec l'adversaire soviétique. Mais cette concession si contraire à l'esprit de tout impérialisme véritable, qui ne peut être que total, ne serait que partie remise. Conquérir le monde, quand le monde est hostile, ne peut se faire que par étapes. Staline aurait pour un temps son glacis défensif en échange de sa passivité. Il aurait aussi, provisoirement, une trêve dont il avait besoin après l'échec espagnol et la rebuffade anglo-française.

De son point de vue, Staline avait bien joué, et redressé une situation compromise par sa longue patience envers Chamberlain et Daladier : et à la fin il leur avait rendu la monnaie de leur pièce de Munich. D'un point de vue plus global et plus large, c'est dans ces termes aussi que Pierre Cot, un des

rare antifacistes français si l'on met à part les communistes, décrivait l'opération stalinienne : « *Cette opération est un Munich à rebours... En abandonnant la Pologne et les démocraties occidentales, Staline essaye de dériver l'orage hitlérien... Tout cela n'est qu'une politique à courte vue, analogue à celle de nos super-Munichois. ... Staline apprécie mal ses propres forces, celles d'Hitler et celles des démocraties. L'avenir nous dira de quelles souffrances la Russie et l'humanité vont payer cette erreur* ». Pierre Cot avait-il raison de pressentir que Staline se repentirait de la ruse qui risquait de le laisser un jour seul face à Hitler ? Peut-être pas. L'erreur était la chose du monde la mieux partagée lorsqu'il s'agissait d'évaluer les forces en présence. On croyait généralement l'armée française la plus forte, et on disait les choses les plus contradictoires sur la solidité de la position soviétique. L'expression du politicien français Pierre Cot, venu du *Front populaire* : '*Munich à rebours*' avait le mérite de rappeler que le *Pacte* répondait à une situation diplomatique qui ne laissait pas de bons choix à l'Union soviétique, mais elle suggérait à tort que tout le bénéfice allait une fois de plus à Hitler : et ce n'était pas le cas. Pierre Cot se trompait probablement sur le calcul stalinien, dont il se faisait une image miroir de la stratégie des '*mains libres à l'Est*' - l'imbécile projet des bourgeoisies occidentales de voir l'Allemagne et l'Union soviétique s'annihiler mutuellement – alors que Staline n'avait jamais espéré voir le *Reich* s'affaiblir dans une guerre à l'Ouest, et particulièrement pas dans le cas où il soumettrait la France. Staline aurait préféré la paix, mais il avait au moins obtenu que l'Union soviétique ne soit pas impliquée dans la guerre, et avait à bon compte acheté un peu de temps et un peu d'espace pour organiser sa défense.

D'un côté, il est certain que le *Pacte* fut politiquement désastreux pour les gouvernements occidentaux, et aussi pour l'Union soviétique dont il assura un isolement diplomatique à long terme. Il courut en janvier la rumeur que le gouvernement Chamberlain préparait la sortie d'un '*livre blanc*' sur les négociations ratées d'août 1939 vues du point de vue occidental. On pouvait y voir à l'oeuvre l'intention du clan Halifax de provoquer une rupture diplomatique formelle avec l'Union soviétique : ce qui serait un net virage dans le sens du pacifisme et de la tolérance des progrès allemands en Europe. Mais tout cela fut rapidement mis de côté, et l'on ne retint en Angleterre comme en France que la *faute* de Staline. Seul Churchill reconnaissait encore en octobre devant l'ambassadeur soviétique **Ivan Maïski** que « *les négociations du pacte anglo-franco-soviétique ont été conduites de manière abjecte* ». Mais Churchill était, comme on l'a dit, un *original*, et la vaste mouvance des anti-soviétiques occidentaux tenaient avec le **Pacte** honni un argument qui leur servirait pendant des dizaines d'années pour discréditer toute tentative d'accord avec la Russie. La situation idéologique n'était pas meilleure en France, où l'on prenait très au sérieux le concept d'une *alliance* indéfectible entre Staline et Hitler,

avec un genre d'argument qui devait survivre même à juin 1941 et l'évidence éclatante que le **Pacte** n'était, de part et d'autre, qu'un expédient : c'était que par nature des dictateurs ne pouvaient qu'être complices, et des *démocraties* leurs ennemies. **Alexis Léger**, secrétaire général du Quai d'Orsay et sans doute meilleur poète que prophète, jugeait *idiot de croire qu'on pourrait détacher les Russes des Allemands*. Inceuvables billevesées : mais c'était le niveau de pensée des *élites démocratiques*, surtout lorsqu'elles étaient nostalgiques de l'Ancien régime.

L'affaire était donc pour la Russie diplomatiquement mauvaise, mais il était dans le caractère de Staline de faire prévaloir les considérations pratiques et immédiates sur les effets moraux, et dans l'urgence du moment le bénéfice stratégique était clair : en traitant avec Hitler - en *apaisant* Hitler - il évitait une invasion prématurée, et en négociant sa part de la Pologne il gagnait de l'espace pour échelonner sa défense. Temps et espace : les deux grands paramètres de la stratégie. Le bénéfice immédiat, rétrospectivement, deviendrait d'autant plus justifié aux yeux de l'historien objectif que la mauvaise manière faite à Chamberlain et Daladier n'empêcherait pas finalement l'alliance de guerre avec Churchill et Roosevelt, deux autres cyniques, enclins à comprendre la logique de Staline et qui voyaient au delà des arguments de la propagande fondée sur une fausse moralité que l'on sert aux peuples.

Et pourtant, dans l'immédiat et jusqu'à la fin du siècle, l'immoralité supposée du **Pacte germano-soviétique** donnerait lieu à des condamnations et des controverses infinies. Du côté des anti-communistes, elle allait de soi : tout ce que faisait Staline était mal par essence, et s'il avait combattu le nazisme, c'était pour de mauvaises raisons, ou par accident, ou bien contre sa volonté. Les communistes de stricte obéissance de l'autre côté ne renoncèrent jamais à plaider que le répit d'un an acheté avec le *Pacte* n'avait pas été trop cher payé, et que l'impossibilité de l'alliance avec les franco-anglais en 1939 était une donnée de fait sur laquelle l'Union soviétique n'avait pas eu de prise. D'autres cependant, dans le camp progressiste, prétendirent que le temps gagné ne fut pas bien utilisé puisque l'Union soviétique eut beaucoup de mal à faire face en juin 41. Le camp progressiste est presque uniformément anti-stalinien, et pour trouver des analyses favorables à certaines décisions de Staline, il faut aller du côté de stratèges réactionnaires et russophobes comme Churchill. Mais à la fin des fins l'Angleterre était restée dans la guerre ; elle s'était alliée à la Russie, puis elle avait entraîné les Etats-Unis dans sa croisade contre le nazisme, et la guerre avait été gagnée. Staline avait eu à la fois l'allié indispensable et le bénéfice du temps pour organiser ses propres forces : et la preuve ultime de la tactique est après tout dans le résultat. L'Armée rouge avait tenu et le nazisme avait été extirpé. Ceci est le verdict de l'Histoire sur la stratégie de Staline. Au total, quoi qu'en disent les critiques

systematiques pour lesquels Staline, parce qu'il était Staline, n'avait pu que toujours mal faire, il est impossible de prouver que le pacte germano-soviétique fut un mauvais calcul, et au total une mauvaise chose pour l'ensemble de l'*humanité*, ou, si l'on hésite à brandir de telles abstractions, du point de vue de ceux qui se félicitent de la défaite de l'Allemagne hitlérienne. Avec un siècle de recul, si l'on adopte le point de vue des victimes désignées du nazisme, on peut parfaitement défendre le *Pacte germano-soviétique* du point de vue d'un certain *bien*, et le mettre au crédit de Staline.

Sur le moment, un homme au moins dans le camp opposé aux *démocraties* trouvait lui aussi que le Pacte était un mauvais coup porté à la cause du fascisme : et c'était le propriétaire du label, Benito Mussolini, qui dans une lettre de janvier 1940 lui en reprochera la signature au nom de la lutte antibolchévique commune, avant de se réconcilier avec lui par la rencontre du Brenner le 18 mars suivant. Mussolini avait tort de s'alarmer : lui aussi avait pris le Pacte excessivement au sérieux. Avec la signature du *Pacte*, les seules perdantes évidentes et immédiates de la partie diplomatique qui s'était jouée au mois d'août étaient les ainsi-dites *démocraties*. Je dis '*les démocraties*', en tant que puissances matérielles particulières, et non *la* démocratie comme abstraction à prétention de validité universelle : le mot '*démocratie*' n'étant clair que comme une étiquette dont l'attribution à telle ou telle puissance est en revanche toujours contestable. Ici, il s'agissait de la France et de l'Angleterre. La France et l'Angleterre, nommément, n'avaient pas invité Staline à Munich : et à leur tour elles avaient été exclues de la vraie négociation et de l'accord qui avait comme écrit à l'avance le scénario de la guerre à venir, ou au moins son début. Elles avaient esquivé, retardé sous des prétextes hypocrites et de nombreux gestes de mépris toutes les propositions d'alliance soviétiques : et c'étaient elles qui se sentaient flouées à la fin. Staline était parvenu, prenant les politiciens français et anglais de vitesse, à exécuter pour son propre compte la manœuvre qu'ils avaient rêvé de réussir contre lui, et se trouvaient désormais confrontés au plus immédiatement dangereux des deux monstres qu'ils redoutaient, avec l'autre en arrière-plan, en position de spectateur. Et l'idéologie étant plus forte encore que la frousse, c'était contre l'Union soviétique que l'animosité était la plus vive à Paris comme à Londres.

Il y avait pourtant des esprits lucides à l'Ouest, ou au moins un, car il serait difficile d'en nommer de nombreux. Churchill, qui pendant des années avait crié *au fou* en voyant Chamberlain conduire sa politique de faiblesse et de désarmement ; qui tout en détestant le régime de Staline avait senti de longue date que l'intérêt national britannique n'était pas de faire l'impasse sur la recherche d'un *modus vivendi* avec l'Union soviétique, à l'orée d'une guerre qu'il aurait voulu éviter mais qu'il savait désormais nécessaire, ne partageait pas l'indignation, parfois feinte, des autres chefs conservateurs parce qu'il avait assez de hauteur de vue pour comprendre les raisons de Staline, ni leur prétendue



surprise, puisqu'il savait depuis le début que la recherche d'un compromis *entre gentlemen* avec Hitler ne pouvait que conduire à une catastrophe diplomatique. Peut-être n'avait-il seulement pas anticipé la forme surprenante qu'elle prendrait d'un nouveau Munich, mais à l'Est. On le sait par ses conversations de l'époque, comme avec l'ambassadeur Maïski, sans rien rabattre de sa condamnation du communisme, ni de son aversion héréditaire de britannique envers l'empire continental qui déjouait la pénétration des puissances maritimes, Churchill, toujours pragmatique, et donc souvent à contre-courant d'une opinion marquée au coin d'une prétention hypocrite d'idéalisme, se montra modéré sur le sujet du *Pacte*, comme on le verrait à l'inverse retenu et plein d'arrière-pensées dans son alliance de guerre avec Staline, au temps bizarre où à Londres les duchesses, saisies comme jamais par une de leurs bouffées d'enthousiasme temporaire, brandiraient le drapeau rouge et chanteraient *l'Internationale* dans des galas de soutien à l'effort de guerre soviétique.

La catastrophe diplomatique étant survenue, prenant presque seul le risque de n'être ni compris ni dans un premier temps suivi, Churchill ne voulut pas s'en tenir à une condamnation facile mais sommaire de l'Union soviétique, qu'il voyait sur le moyen terme, sinon sur le long, comme une puissance d'équilibre, peu recommandable mais potentiellement utile étant donnée la fureur qui avait saisi l'Allemagne. Dans ses mémoires (*'The Second World War', abridged edition, Pimlico, 1959*), Churchill reconnaît la rationalité du *pacte* du point de vue des intérêts soviétiques, et y voit avant tout un échec des diplomatie anglaise et française. Il rappelle la longue série des erreurs de Chamberlain qu'il avait dénoncées en leur temps, et souligne le caractère provisoire d'un traité entre l'Allemagne et la Russie qui n'avait à ses yeux d'*'alliance'* que l'apparence, en dépit de ce qu'en disait la propagande anticommuniste. Un simple expédient en réalité : *«Despite all that has been dispassionately recorded in this chapter, only totalitarian despotism in both countries could have faced the odium of such an unnatural act. It is a question whether Hitler or Stalin loathed it most. Both were aware that it could only be a temporary expedient. The antagonism between the two empires and systems were mortal. Stalin no doubt felt that Hitler would be a less deadly foe to Russia after a year of war with the Western Powers. Hitler followed his method of 'one at a time'. The fact that such an agreement could be made marks the culminating figure of British and French foreign policy and diplomacy over several years.»* Pour résumer : aucun compromis pour l'Angleterre n'était possible avec Hitler, alors qu'une alliance était possible, pour un temps, avec l'Union soviétique, lorsque l'arrangement contre nature qui venait d'être trouvé aurait cessé d'être utile à l'un ou l'autre des compères. Tel était le verdict, cruel mais qui laissait des raisons d'espérer.

C'est à partir de ces quelques idées de base si tôt exprimées, et de leurs déductions, des idées personnellement churchilliennes, que s'explique en très grande partie la figure que prit la seconde guerre mondiale sous l'impulsion de Churchill après son accession au pouvoir. Des idées peu ou prou étrangères au reste des groupes dirigeants britanniques aussi bien que français, des stratèges un peu primaires, pénétrés d'idéologie et par l'idéologie désorientés, tiraillés entre des intérêts contradictoires : et c'est probablement pour cela que se gardant de justifier leurs choix par une analyse raisonnée des intérêts et des forces en présence, ils alléguaient la *morale*, et l'évidente nécessité de défendre cette abstraction : *la démocratie*, abstraction d'autant plus fumeuse si on la confrontait à leurs pratiques gouvernementales concrètes. Pour trouver de la pensée géostratégique il fallait aller du côté des hors-système : que ce soient les communistes, qui par principe pensaient monde et qui dans la lutte comptaient sur une Union soviétique censément irrésistible, ou bien alors tout à fait à l'opposé du côté des propagandistes de droite comme Rebattet et des futurs notables de la '*collaboration*' comme Henriot, de Brinon, ou de Monzie, qui déduisaient à peu près que la France n'étant pas de taille à vaincre l'Allemagne, elle ne pouvait que choisir entre deux maîtres, et que les anglo-américains étaient les plus pénibles à supporter, et les moins constants s'il s'agissait de conclure avec eux un pacte de soumission. Les autres politiciens bourgeois, peu férus de philosophie politique, entraient à l'aveuglette dans une guerre confuse contre des puissances dont le nombre restait à leurs yeux indéfini, autant que le statut d'allié, de neutre ou d'ennemi : l'Allemagne, certes, et agrandie de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, mais peut-être aussi l'Italie et même l'Espagne, deux pays et deux régimes pour lesquels on avait plutôt de la sympathie lorsqu'on était aux prises avec sa propre classe ouvrière, et peut-être même l'Union soviétique, le véritable ennemi idéologique, et le seul que l'on avait vraiment envie de détruire. Alors, une lutte contre le nazisme ? Certainement pas de manière bien claire et résolue dans la tête des classes dirigeantes, en tous cas : et plus encore que les Anglais, les Français surtout entraient dans une guerre non-pensée dans ses buts et ses moyens, puisqu'ils n'avaient jamais voulu la faire, et qu'ils ne renonceraient pas à éviter, même après l'avoir déclarée.

Sur ce point, Staline aussi bien qu'Hitler allaient faciliter la tâche aux attentistes de l'occident bourgeois, car l'un comme l'autre préféraient laisser les Anglais et les Français en dehors de l'affaire polonaise tout aussi complètement qu'ils les avaient exclus des négociations préparatoires. Sur la frontière du Rhin comme en Mer du Nord il n'y eut d'abord aucune provocation de la part ni des uns ni des autres des quatre puissances confrontées. Ni Staline ni Hitler, et encore moins les franco-anglais, ne voulaient de guerre générale en Europe : leçon à méditer pour ceux qui croient qu'il faut vouloir une guerre pour qu'elle se produise, ou que l'on peut vouloir une guerre limitée, prévoir et configurer

son extension, sa durée, ses effets. La guerre est comme un incendie : une fois allumée, elle va là où le vent la porte. Le conflit né à propos du couloir de Dantzig mit si longtemps à enflammer l'Europe que beaucoup de bons esprits crurent qu'il ne le ferait pas.

La retenue générale de l'automne 1939 se voit du côté allemand si l'on considère les instructions qu'Hitler donne à son armée le 31 août, telles que les rapporte Churchill dans ses mémoires (et c'est pourquoi je les rapporte en anglais). Il s'agit de la *'Directive n°1 pour la conduite de la guerre'* : "1. *Now that all the political possibilities for disposing by peaceful means of a situation on the Eastern frontier which is intolerable for Germany are exhausted, I have determined on a solution by force.* 2. *The attack on Poland is to be carried out in accordance with the preparation made.* 3. *In the West it is important that the responsibility for the opening of hostilities should rest unequivocally with England and France. At first purely local action should be taken against insignificant frontier violations.*"

Des violations de la frontière allemande par l'armée française, il y en aurait suffisamment peu pour qu'Hitler ne se sente pas provoqué : Daladier et Gamelin y veillaient. Et du côté de Staline, le même soin prévaudrait de ne pas déclencher une guerre franco-allemande, et cela se verrait dans la guidance du parti communiste français par l'*Internationale* de Dimitrov. La France et l'Angleterre étaient malgré tout formellement entrées en guerre : prenant en compte la division des forces politiques conservatrices, Chamberlain et son groupe s'étaient finalement ralliés à une solution de compromis. On était entré en guerre, mais en laissant à la France une quasi-exclusivité des opérations terrestres éventuelles, si la France voulait les entreprendre : ce à quoi on ne la poussait nullement. L'adoption de cette nouvelle ligne, moins pacifiste, du parti Conservateur britannique allait de pair avec l'entrée de Churchill au Cabinet. C'était un Cabinet Chamberlain, dominé par les apaiseurs, et qui demeurerait essentiellement attentiste, mais l'aversion personnelle de Churchill envers Hitler apportait une touche nouvelle et rendait plus difficile tout accommodement avec l'Allemagne. On demeurerait ouvert à un retour à la paix, et on le resterait même après la destruction de la Pologne, Halifax prenant même l'initiative d'approches encore au début novembre 1939, mais en conditionnant la paix à un retrait d'Adolf Hitler au profit d'Hermann Goering. Il est concevable que le poids personnel de Churchill ait pesé dans cette évolution, qui rendait en pratique la paix impossible, au moins jusqu'à ce que la défaite française rebatte les cartes, et rende de l'influence au clan défaitiste.

On sait comment le 1er septembre 1939, Chamberlain avait convoqué Churchill, jusque là honni, pour lui proposer une place au gouvernement : en partie au moins parce qu'il ne pouvait plus vivre avec une opposition active et bruyante de sa part. Churchill avait donné un accord de principe : ce qui explique en partie sa réserve dans les séances difficiles que Chamberlain devait vivre aux Communes les

premier et deux septembre dans ses derniers efforts pour sauver la paix. A cela s'ajoutait la politesse toujours de mise entre membres du Parlement, et le fait que Churchill avait au fond eu par le passé beaucoup de considération pour l'homme au col cassé, son aîné, presque son mentor en politique, une étoile au firmament de la vie politique britannique. Mais tout cela comptait moins désormais. Un poste ministériel contre un silence qui valait bien des soutiens explicites : tel avait été l'objet, un peu mesquin, de la négociation, mais les conséquences allaient être considérables. Après le 3 septembre et la déclaration de guerre le parti travailliste et le parti libéral déclinèrent dans un premier temps l'offre de former un gouvernement d'union nationale et Chamberlain dut se contenter d'élargir son ministère en direction de quelques anti-munichois venus des rangs conservateurs eux-mêmes. Churchill avait alors été dûment récompensé pour avoir été bien sage en séance aux Communes, et il était entré au *Cabinet* comme **Premier lord de l'Amirauté**, c'est à dire en recevant le commandement de la flotte. Cela le mettait en position de faire la seule guerre qui pendant les premiers mois aurait lieu. C'était un compromis intelligent : à celui qui voulait faire la guerre, on confiait la guerre qui aurait lieu, en espérant qu'il ne ferait pas trop de zèle. Hore-Belisha devint secrétaire à la guerre tandis que trop impétueux sans doute, les jeunes loups churchilliens comme Alfred Duff Cooper, Leo Amery et Harold Macmillan furent laissés de côté. Eden fut confiné au poste subalterne de ministre des dominions, et en restant exclu du cabinet de guerre. Churchill étant neutralisé, Leo Amery serait jusqu'au semi-retrait de Chamberlain avec le déclenchement des opérations à l'ouest le 10 mai 1940 le procureur le plus acharné aux Communes contre l'inertie dont beaucoup accusaient le gouvernement. Cela mettrait un point final à son ancienne amitié avec Chamberlain lui-même, et affecterait également ses relations ultérieures avec Churchill, pour qui l'essentiel était de ménager la chèvre et le chou pour durer dans les cercles du pouvoir. Il s'agissait de tenir une étroite ligne de crête, entre laisser prendre trop d'ascendant aux *apaiseurs*, disons la ligne Halifax, à qui Hitler ne cessera de tendre la main, et se démarquer comme excessivement hostile à tout arrangement qui permettrait un retour à la paix : ce que Churchill était effectivement, mais sans l'assumer. Un pas trop loin : c'était la position du ministre de la guerre **Hore-Belisha**, chassé du gouvernement en janvier 1940 en raison de ses positions anti-munichaises radicales, et aussi de **Stafford Cripps**, l'ex-travailliste, naguère exclu du parti travailliste, et désormais exclu du *Parti conservateur* en raison de son attitude critique à l'égard du gouvernement Chamberlain et de sa passivité. Une fois renforcé et mis aux commandes, en dépit de ses réserves de fond, Churchill trouverait utile et commode d'en faire un ambassadeur à Moscou : "*un cinglé au pays des cinglés*", dira-t-il. Mais sa stature politique grandirait alors au point d'en faire un rival potentiel pour le poste de premier ministre lorsque la situation de l'Empire sera devenue très inquiétante, et que l'alliance

soviétique passera pour décisive. Au retour de Moscou, et désormais sans parti, Stafford Cripps, que tous les partis se renvoyaient comme une patate chaude au temps des indécisions deviendra **Lord Privy Seal**, et concurrent en vue pour le poste de Premier ministre. Un aiguillon de gauche pour un Churchill qui avait jusque là surtout eu à ferrailler contre sa droite.

Une décision au moins était prise et faisait consensus en Grande-Bretagne : si l'on en venait à faire effectivement la guerre à l'Allemagne, ce ne serait pas comme la fois précédente. Sur le continent, la France serait seule, et on affectait de croire que cela ne devrait pas faire de difficulté pour l'allié français, puisque le général Weygand venait de déclarer : «*Je crois que l'armée française a une valeur plus grande qu'à aucun moment de son histoire. Elle possède un matériel de première qualité, des fortifications de premier ordre, un moral excellent et un haut commandement remarquable.*» Y croyait-il lui-même ? Probablement pas. A considérer sa conduite au moment de la crise rhénane aussi bien que par la suite, on doit supposer qu'il ne croyait pas l'armée française en mesure de tenir tête à celle d'Hitler : et c'était probablement une idée majoritaire en France, dans le public aussi bien que dans l'armée. Nul en tous cas ne songeait à une offensive : et en raison du choix fait de ne pas venir en aide à la Pologne, c'est à dire de manquer aux engagements pris, le test ne devait venir que huit mois plus tard, après qu'on aurait oublié l'optimisme de façade de Weygand.

Et l'Allemagne ? Comment, si les choses, en dépit de tout, venaient au pire, frapper l'Allemagne ? C'est là que Churchill encore ferait le choix essentiel, mais déjà inscrit en 1939 dans les programmes d'équipement : la guerre terrestre serait remplacée par la guerre aérienne, sous la forme de bombardements terroristes contre les populations civiles allemandes. Tel était le plan qu'incarnerent Harris et aussi Portal avec son sinistre mémorandum du 3 novembre 1942, qui fut point par point réalisé, jusqu'à ce que l'allié américain, concourant avec les objurgations de Staline, vînt le compléter, sans le négliger, en imposant le débarquement de Normandie. Mais il n'y avait encore rien de cela dans la tête de la majorité des Britanniques en septembre 1939. Dans la vision britannique telle que la figurait le groupe encore dominant de Chamberlain, on entrait en guerre, et cela entraînait la participation de la France : mais bien que l'alliance fût comparable et que les enjeux soient les mêmes, le schéma stratégique ne serait pas celui de 1914. On savait seulement cela et l'on s'était entendu sur un compromis, à mi-chemin entre les churchilliens qui voulaient détruire le nazisme à *tout prix* et les milieux jusque-là dominants mais provisoirement défaits qui pensaient que l'on pouvait s'en accommoder, et que sa destruction ne valait pas une guerre *du tout*. L'essentiel était que l'on ne disposerait pas de troupes sur le continent en quantité importante. Il n'y aurait pas *de second Paschendale* : c'était le cœur de doctrine sur lequel Churchill lui-même était d'avance d'accord, car

c'était aussi une de ses obsessions personnelles. On enverrait en France un corps expéditionnaire symbolique pour ne pas offenser l'allié du Continent qui recevait la mission de verser son sang pour interdire la côte sud du *Channel* à l'ennemi. Mais de combat terrestre de grande ampleur, il n'y aurait que de strictement indispensable, pour défendre l'Empire là où il serait menacé : en Méditerranée, en Afrique, puis en extrême Orient, en raison des Japonais. L'Empire défendrait l'Empire, et en même temps la métropole.

Et les Français, dans tout ça ? Quels étaient leurs plans ? La réponse est qu'ils n'en avaient pas, si ce n'est d'attendre comme le lapin hypnotisé par le serpent l'assaut de l'ennemi, ou, bizarrement, de s'en prendre à la lointaine Russie. Conformément à l'habitude que César décrivait déjà chez les Gaulois, les Français, menacés par l'ennemi, se disputaient entre eux.

## 2. L'état de la France

A la date du 3 septembre, la position diplomatique de la France et de l'Angleterre est aussi claire que sont incertaines les résolutions de leurs dirigeants. Les termes du traité d'alliance avec la Pologne obligent à une intervention militaire contre l'Allemagne dans les quinze jours. Un tel délai devait paraître conforme aux rythmes de la guerre auxquels on était habitués, même si l'on savait déjà qu'à l'âge des chemins de fer il avait fallu une mise en mouvement plus rapide que cela de l'armée russe pour sauver la France en août 1914. En réalité, les plans de mobilisation envisagés semblent bien paresseux si l'on considère que la *Wehrmacht* en aurait fini avec la Pologne au bout d'un mois avec la chute de Varsovie le 28 septembre 1939. Toutefois, l'irréalisme des engagements pris fut sans conséquences pratiques puisqu'en pratique presque rien ne fut fait qui allât dans le sens d'une exécution. D'ailleurs, les Anglais d'un côté n'avaient pas d'armée, et de l'autre l'armée française était entièrement pensée pour la défensive. On se demande comment les Polonais avaient fait pour ne pas le savoir : mais la vérité du moment, peu imaginable avec le recul, c'était que les Polonais étaient convaincus de pouvoir à eux seuls tenir tête aussi bien à l'*Armée rouge* qu'à la *Wehrmacht*, et même aux deux en même temps. Car comme le disent les Russes, d'autant plus abrupts que l'inimitié polonaise leur est de toutes façons définitivement acquise, les Polonais eurent toujours '*un rouble de prétention pour un kopeck de moyens*'.

Cette abstention scandaleuse de participer à une guerre que l'on s'était engagé à faire, et qu'on avait formellement déclarée était bien consciente et même argumentée du côté du gouvernement français. Daladier tenait qu'*il n'y avait rien d'autre à faire qu'à laisser Hitler faire ce qu'il voulait*, arguant que *'la guerre signifierait la fin de la civilisation européenne'*, que *'dans les zones de bataille, dévastées et vidées d'hommes, les hordes cosaques et mongoles se déverseraient, menant l'Europe à une nouvelle 'culture'*", et qu' *'il fallait empêcher cela, même si cela entraînait de grands sacrifices'*. Le grand sacrifice du moment auquel pensait Daladier, c'était l'existence même de la Pologne : et son ministre-phare et futur successeur à la tête du gouvernement, Paul Reynaud, trouvait lui aussi ce sacrifice d'autant plus tolérable que son argent était à New-York. Paul Reynaud est habituellement présenté par les historiens consensuels comme un grand républicain, un ferme antinazi, et seulement ensuite comme l'homme de l'alliance américaine : mais Reynaud pensait surtout à l'Amérique comme à un refuge pour lui-même si les choses tournaient mal. D'aide américaine contre le nazisme et pour la sauvegarde de la république, on ne vit sous sa garde aucune organisation effective. Et d'ailleurs, l'idée n'aurait pas été praticable : on ne verrait pas l'Amérique s'engager dans une guerre européenne avant de savoir qui allait la gagner.

Daladier s'adressa donc à Hitler pour lui proposer de rechercher un compromis à propos de la Pologne. Saisi par une sorte d'*esprit de l'escalier* diplomatique, Daladier à son tour pensait, mais un peu tard, à un second Munich ; mais les opérations étant entamées, le Führer répondit qu'*il était trop tard et exprima ses regrets d'avoir à combattre la France*. Daladier aurait pu savoir, et Hitler ne risquait pas d'oublier qu'il avait aussi un compte à régler avec la France, qui remontait à novembre 1918, et que si la France lui avait déclaré la guerre sans la vouloir, lui n'allait pas laisser passer l'occasion de la revanche : simplement l'heure n'était pas venue. Curieusement, une fois la Pologne avalée, Hitler allait revenir vers les franco-anglais pour à son tour leur proposer une paix, mais qui entérinerait sa conquête : et ce furent Chamberlain et Daladier qui refusèrent. Par un sursaut de dignité ? Plus probablement parce qu'ils comprenaient qu'il ne s'agissait que d'une ruse visant à les diviser et à gagner du temps. Or Chamberlain ne pouvait pas, politiquement, pardonner à Hitler l'assassinat de la Pologne, et Daladier, moins contraint par l'ambiance politique française, toute imprégnée de fascisme et d'esprit de trahison, était en revanche handicapé par sa malade irrésolution, qui l'empêchait de faire le saut dans la dictature ouverte au profit de l'ennemi. Et Pétain après lui ne serait pas moins ambigu. Ne pas assumer leur fascisme et leur admiration de l'ordre allemand était la malédiction des élites françaises.

A Londres le gouvernement de Chamberlain n'eut pas le loisir de s'endormir aussi longuement sur sa déclaration de guerre qu'on le fit à Paris, car l'esprit public ne le permettait pas. D'ailleurs, cela peut sembler incroyable, mais Chamberlain lui-même avait fini par trouver Daladier un peu mou par rapport à Hitler, et puisqu'il était de notoriété générale que le Français dans son pays était plaisamment décrit comme *le taureau du Vaucluse*, il avait observé qu'il s'agissait d'un *taureau avec des cornes d'escargot*, qui se rétractent lorsqu'elles rencontrent un obstacle. Chamberlain, lui, n'eut pas vraiment le choix de reculer, et conduisit l'Angleterre jusqu'à juin 1940, une étape plus loin que Daladier dans la lente progression qui finit par conduire à la confrontation effective avec le nazisme. Des antimunichois de provenances partisans diverses formèrent un groupe informel de surveillance fort d'une cinquantaine de parlementaires, visant à dénoncer les éventuelles tergiversations du pouvoir. On y trouvait des gens comme le conservateur Robert Boothby, l'indépendant Clement Davies, la féministe Eleanor Rathborne. Ce groupe dit des '**Vigilantes**' entretenait des contacts avec Harold Nicolson, Leo Amery, Harold Macmillan, et des personnalités de premier plan comme Clement Attlee, Archibald Sinclair et Hugh Dalton. Surtout, il y eut l'action personnelle de Churchill, stratégiquement placé au meilleur endroit du dispositif institutionnel comme *premier Lord de l'Amirauté*.

Si l'on considère que dès le 18 septembre 1939 un sous-marin allemand coula le porte-avions britannique *Courageous*, puis le 14 octobre le cuirassé *Royal Oak* à son mouillage de Scapa Flow, on peut être tenté de trouver curieux qu'Hitler ait eu la curieuse idée de prendre lui-même l'initiative de la guerre navale alors qu'il avait commandé la plus grande réserve sur le front terrestre : mais on comprend probablement mieux ce qui s'était passé s'y l'on prête attention aux critiques qui émergèrent alors en provenance des milieux conservateurs et dont la teneur était de regretter que la Navy se soit montrée trop agressive dans la chasse aux sous-marins allemands. On comprend que sous l'autorité de Churchill les opérations sur mer avaient commencé immédiatement, la Grande-Bretagne ayant mis en place sans attendre le blocus maritime de l'Allemagne.

On imagine que Churchill était derrière ces développements précoces. Hitler au moins n'en douta sûrement pas, qui prit rapidement l'habitude de le traiter de gangster, d'alcoolique, de dégénéré et bien entendu d'enjuivé. Et l'on comprend le calcul de Churchill. Que quelques navires britanniques soient torpillés était désagréable en soi, mais excellent pour commencer à souder la nation dans la haine de l'ennemi, même si le niveau d'hystérie susceptible d'interdire tout retour à une paix blanche ne put être atteint qu'un an plus tard après la défaite de la France, avec menace, largement imaginaire et fabriquée par la propagande, d'une invasion des îles britanniques elles-mêmes, et aussi, bien qu'il soit mal vu de le rappeler, avec la perspective toujours exaltante d'une guerre *aussi* avec la France après



Mers-el-Kébir et la venue au pouvoir à Vichy d'anglophobes patentés comme Darlan et Baudouin. Pour un esprit anglais, cette guerre-là commençait à ressembler à du sport de haut niveau et l'envie de participer devenait irrésistible.

Dans le même ordre d'idée, Churchill aurait bien voulu que l'on lançât dès ce moment des raids de bombardement sur l'Allemagne, mais Chamberlain et les siens s'y étaient, pour le coup, opposés. On n'avait pas encore oublié que la destruction délibérée de biens civils, éventuellement avec les civils eux-mêmes, avait étourdiment été classée comme *crime de guerre* dès les débuts de l'aviation, ce qui avait créé un risque de retenue dans l'usage de l'arme. Il faudrait attendre pour lancer la guerre terroriste aérienne que s'enclenchât un engrenage du même genre dans le cadre de la dite '*bataille d'Angleterre*' d'août-septembre 1940. Sur mer, en revanche, la guerre chaude était commencée. Dans la première quinzaine de décembre, il y aurait la traque du *Graf Spee*, un épisode qui, après d'autres, nourrirait la presse patriotique et tiendrait le public britannique en haleine, et le ferait échapper à l'atmosphère démoralisante et débilitante de la *drôle de guerre* à la française. Du fait de Churchill et de la flotte, l'Angleterre ne connut pas vraiment la *drôle de guerre*, et il est vraisemblable qu'une invasion des îles britanniques, si elle avait eu lieu comme on en agita la menace pendant tout un été des deux côtés du *Channel* après la défaite de la France, n'aurait pas débouché sur une occupation aussi tranquille que celle du continent.

Dès son arrivée aux affaires, Churchill, outrepassant ses prérogatives de *Lord de l'Amirauté*, se mit à se comporter comme un ministre de la défense, et même comme un premier ministre. On l'apprend après soixante-dix ans de secret-défense, il va bientôt organiser, dans l'éventualité d'un débarquement allemand et de la constitution d'un '*gouvernement Quisling*' en Angleterre, une résistance clandestine toute prête à le combattre : tuer – lâchement diraient les journaux acquis à l'ennemi - des officiers allemands en leur tirant dans le dos, faire dérailler des trains de *permissionnaires innocents*, comme diraient à coup sûr les mêmes, liquider sans jugement des collaborateurs séduits par le *nouvel ordre européen* : tout ce que feraient, en résumé, quelques Français de façon improvisée à partir de 1941 et que l'on présenterait comme de l'aventurisme, y compris dans beaucoup de milieux anti-hitlériens. Cela, l'Angleterre pour sa part l'avait préparé à l'avance, et au niveau des moyens de l'État : ce qui démontre, si cela était nécessaire, que lorsque les hommes de l'État dénoncent un *terrorisme*, cela ne signifie pas qu'ils en répudient absolument les méthodes pour leur propre usage. L'autre leçon à tirer de ce moment, c'est que Churchill, dès son entrée au Cabinet de guerre se comporta en premier ministre occulte et parallèle, avec une doctrine de la guerre qui ne s'interdisait aucun moyen. Churchill, si l'ennemi posait le pied sur le sol britannique, était prêt à se battre comme un Russe ou un Espagnol

contre Napoléon. Les Allemands, qui trouvent déraisonnable et même immoral de ne pas céder devant une force évidemment supérieure furent choqués, et Hitler ne divaguait pas absolument, mais exprimait bien l'opinion consensuelle de son peuple lorsqu'il représentait Churchill en gangster armé de la mitraillette habituellement associée à l'image d'Al Capone : cet homme, tout comme le feraient les Russes, et à la différence des Français de Vichy, ne respectait pas les lois implicites de la guerre.

C'était un choc de civilisations, car Churchill en cela au moins n'avait lui non plus rien d'exceptionnel parmi ceux de sa nation et de sa classe. Après Dunkerque, s'attendant à des parachutages hostiles, tous les aristocrates d'Angleterre redescendirent des greniers les vieux pistolets hérités de leurs aïeux corsaires ou coureurs de brousse et les remirent en état : car si des petits Hitler revêtus d'uniformes pittoresques et créatifs en matière de méthodes répressives étaient à leurs yeux des solutions convenables pour les pays d'Europe pris individuellement, un seul grand Hitler menaçant de conquérir toute l'Europe devenait une menace pour l'Angleterre elle-même. Et les théoriciens de l'Internationale comme Dimitrov, ou les officiels du régime comme Molotov avaient peut-être tort de mettre la France et l'Angleterre dans le même panier de l'idéologie *démocratiste* abstraite, mensongère et hypocrite : car il y avait quelque chose d'authentique dans l'antnazisme britannique : et même s'il arrivait aux Anglais de parler d'un *monde libre* à défendre, ce n'était pas pour eux, comme en France, une abstraction, mais une façon de désigner l'Angleterre elle-même, ses champs ses villes, ses villages et le *sunday roast* dans ses pubs, c'est-à-dire tout un mode de vie collectif et bien réel auquel tous tenaient : ce que George Orwell avait décrit comme *England, your Engand*, et il existait donc à ce niveau là un certain degré de sincérité dans les professions d'un idéal unanimement partagé que faisaient même les plus sots, snobs et égoïstes des aristocrates britanniques. A ce sentiment de solidarité insulaire entre individus correspondait une certaine bénignité dans la lutte politique. Pour un aristocrate aussi conservateur soit-il, tout britannique, même communiste, était un britannique quand même : d'autant que la réciproque était vraie, et que du coup il n'y avait guère de communistes dignes de ce nom dans les îles britanniques. Autant valait pour les philonazis : et on le vit lorsque Churchill prit la défense de son ami Edouard VIII, attaqué ouvertement pour ses projets de mésalliance, et en réalité pour ses opinions incompatibles avec le patriotisme du moment. L'Angleterre en guerre est unie comme le poing pour mettre sur la figure de l'étranger. A la mi-décembre 1939, la guerre étant engagée avec la destruction du *Royal Oak* d'un côté, et du *Graf Spee* de l'autre, et l'antnazisme de fait porté par un conservateur endurci, George Orwell quitte l' ***Independant Labour Party***, achève son essai ***Inside the Whale***, où il fait la critique du refus de l'engagement qu'incarne Henry Miller, et redevient, mentalement, un soldat de l'Empire au service duquel il met son talent.

En France, la position des classes était différente. On était habitué depuis 1870 à l'idée que la France était dominée en tant que nation, et qu'après la saignée de 1914-1918 le courage français avait jeté ses derniers feux. Le pacifisme de droite se fondait sur la certitude que, pour des raisons démographiques et culturelles, la domination allemande en Europe était inéluctable et qu'il était inutile autant que suicidaire de vouloir s'y opposer : d'autant que le choix était seulement entre cela et la submersion par le bolchévisme venu de l'Est. En France, l'obsession de la lutte des classes l'emportait de beaucoup sur la préoccupation de la lutte des nations : et d'ailleurs quand Staline, avec son *discours des marrons* et le lancement de la ligne idéologique nouvelle de la *guerre impérialiste* avait rompu les ponts avec ses potentiels alliés à l'Ouest, il l'avait fait avec les mots de la lutte des classes, et ainsi confirmé le point de vue de la bourgeoisie française. Il avait rappelé à toutes les bourgeoisies d'Europe continentale, qui n'en étaient que trop convaincues, que la menace pour leurs intérêts n'était pas tant l'étranger en tant que tel, que l'ennemi de classe qu'elles avaient à l'intérieur.

S'agissant de la bourgeoisie française, ce rappel n'était pas nécessaire, tant en France, à l'inverse de l'Angleterre, la solidarité nationale est un faible ciment par rapport aux solidarités d'intérêt. La France résignée à sa décadence était ainsi munie d'un fascisme de résignation qui se distinguait à peine de l'opinion majoritaire dans la population : personne en réalité ne supportait la perspective d'une nouvelle guerre contre l'Allemagne, et cela explique la facilité avec laquelle, à l'approche de la guerre, les gouvernements radicaux et socialistes de Blum, Chautemps, Daladier, puis le gouvernement plus droitier de Reynaud, répudiaient toute planification d'une résistance réelle au fascisme étranger, que ce soit par le moyen d'une armée régulière ou d'une guérilla des villes ou des champs. Daladier, typique en cela du personnel politique de la Troisième république décadente, était avant tout un politicien bourgeois : une identité qui laisse peu de place au patriotisme. Aussi, quoique ayant déclaré la guerre, il ne faisait pas la guerre, et ne la préparait pas non plus : il faisait la politique de sa classe, et répondait aux développements récents de la grande politique européenne, où le conflit principal n'était pas entre nazisme et démocratie, mais entre l'idéologie socialiste et sa révolution d'une part et d'autre part une bourgeoisie dont le nazisme n'était qu'une forme de résistance extrême : la bourgeoisie en état de guerre sociale, dont Hitler était le grand homme. Et donc Daladier admirait Hitler, qui de son côté trouvait Daladier utile et intéressant. On dit qu'il était l'homme politique préféré du chancelier, qui le préférait même à Laval, regrettant seulement que ni l'un ni l'autre n'eussent le courage d'instaurer la dictature qui eût convenu à la France et qui eût ouvert la voie à une paix sous hégémonie allemande, ouverte ou pudiquement habillée en *coopération* et *amitié* éternelle, comme il arriva sous égide américaine après 1945. C'était donc un bon début du point de vue d'Hitler si, quelques fussent ses

prétextes et ses motivations, Daladier s'affairait pendant cette guerre sans guerre à mettre en place des lois et des structures mettant sous surveillance la classe ouvrière : ce qui serait le frein le plus puissant à l'organisation d'une résistance antifasciste contre l'occupation étrangère.

Hitler connaissait bien la situation politique et sociale intérieure de la France. Il avait un jour expliqué à son entourage pourquoi en cas d'occupation il savait pouvoir compter sur la police française. '*La police en France est particulièrement détestée, et c'est pourquoi elle recherche toujours un tuteur. Ce tuteur, ce sera nous.*' Le raisonnement qui valait pour la police valait aussi pour ceux que servait la police : l'ensemble des possédants, qui avaient déjà dans l'histoire du pays pu apprécier l'appui qu'un vainqueur étranger, tout en pillant le pays, apportait au principe de la propriété, et comment il était possible d'obtenir qu'il protégeât l'essentiel des biens des plus riches. Hitler savait donc que, faute de paix fondée sur l'écrasement du judéo-bolchévisme en France, le *Pacte* présentait pour lui cet avantage collatéral que, tout en l'assurant de la bienveillance au moins temporaire de Staline, il affaiblissait l'ennemi français de l'intérieur en activant encore davantage une guerre civile qui était allumée depuis la guerre d'Espagne et la rupture du Front populaire. Une guerre civile qui couvait en réalité depuis 1917 entre des milieux populaires qui regardaient avec faveur la révolution qui s'était faite à l'Est et les élites bourgeoises enclines à se targuer de la réaction fasciste contre leur *ennemi de l'intérieur* communiste.

Molotov avait à sa façon attisé la réaction des bourgeoisies possédantes en mettant lui-même le débat sur le terrain de la lutte des classes. Il avait rappelé que le mouvement communiste ne donnait aucune créance aux pays de l'Ouest capitaliste au titre de la défense de valeurs humaines universelles. Si l'Ouest capitaliste se déchirait, cela ne l'empêchait pas de demeurer solidairement l'ennemi des travailleurs. Il avait répété le 24 août en commentaire de son annonce du pacte avec Hitler la dénonciation communiste de l'hypocrisie franco-anglaise : « *En Angleterre de même qu'en France, les partisans de la guerre ont déclaré à l'Allemagne quelque chose comme une guerre idéologique qui rappelle les vieilles guerres de religion. Il est insensé voire criminel, de mener semblable guerre pour l'anéantissement de l'hitlérisme en le couvrant du faux drapeau de la lutte pour la démocratie.* » Et donc, les dirigeants franco-anglais étaient prévenus : leur opposition à Hitler ne leur vaudrait pas la sympathie des partis communistes. Ils avaient bien lieu de continuer à croire à la lutte des classes, car dans toute la mesure où Staline, Molotov, Dimitrov y pouvaient quelque chose, c'est la guerre que l'on continuerait à leur faire.

De fait, c'était doublement que les bourgeoisies européennes pouvaient se sentir flouées par un *pacte* qui établissait une connivence entre ce qu'elles voulaient continuer à présenter comme un allié

potentiel : l'Union soviétique, et leur allié secret : l'Allemagne nazie. Deux puissances désormais associées contre elles. Mais on n'imagine pas que les dirigeants bourgeois aient pu songer à renoncer à leur ligne de propagande : celle qui leur donnait un ascendant moral, et donc, persistant dans l'hypocrisie, ce fut, comme elles le font toujours, leur amour supposé de la *démocratie*, un amour dont l'expression tonitruante est inmanquablement suivie d'une attaque contre les libertés publiques, que les classes bourgeoises et aristocratiques mirent en avant pour justifier leur scandale dès les premiers jours qui suivirent l'annonce du *Pacte germano-soviétique*. Elles n'allaient certes pas évoquer leur sympathie bien réelle pour le fascisme, qui leur donnait le sentiment d'avoir été flouées par Hitler autant que par Staline. Tout cela était bien décevant, et les classes ouvrières qu'elles avaient sous la main allaient servir d'exutoire à leur colère.

Molotov avait peut-être eu tort, on l'a vu, de mettre la France et l'Angleterre dans le même panier : car même s'il arrive aux Anglais, peu adonnés aux abstractions, de parler d'un *monde libre* à défendre, ce n'était pas comme en France une abstraction mensongère désignant globalement les privilèges des plus fortunés. La critique de Molotov valait surtout pour la France, où les abstractions de la science politique telles que la '*démocratie*' sont prises au sérieux en tant que telles et valent que l'on s'entre-égorge comme on s'est entre-égorgé à propos de la *présence réelle* ou de l'antisémitisme, dès lors que des clans se sont constitués sous ces enseignes : mais où l'on reconnaît inmanquablement dans ces clans les défenseurs d'intérêts matériels plus ou moins sordides. Et il est de fait que le prétexte de la lutte pour la *démocratie*, faisant oublier et Hitler et la guerre, avait permis en France de remplacer la guerre étrangère contre Hitler par une guerre civile contre la classe ouvrière. Autre signe de ce retournement à prétexte idéologique, un anticommuniste obsessionnel, le général Héring était nommé gouverneur militaire de Paris le 7 septembre : et tout au long de la *campagne de France* de mai-juin 1940 il insistera pour obtenir des forces de maintien de l'ordre supplémentaires autour de la capitale au détriment des opérations sur le front, justifiant une fois de plus l'apostrophe célèbre de Raymond Guyot et Fernand Grenier : "*Ce n'est pas à l'Allemagne que vous faites la guerre, mais au peuple français*". Il est impossible de comprendre tout-à-fait le comportement des élites gouvernementales en cette conjoncture si l'on ne prend pas en compte à quel point elles étaient obsédées par le souvenir de la *Commune* de 1971. Car il s'agissait d'une obsession collective et non pas individuelle : ironiquement, au moment suprême de l'arrivée de la Wehrmacht sur Paris, Héring, probablement pris par ce vertige ou ce remords auquel d'autres céderont en juin 1940 en voyant ce qu'ils avaient fait, parlera de *résister jusqu'au bout dans Paris*, et il sera aussitôt remplacé par Dentz, un pro-allemand résolu celui-là, à l'heure de déclarer Paris ville ouverte. Car il y avait au sommet de l'État, placés là par

Paul Reynaud, un Pétain, un Weygand, un Huntziger, qui gardèrent toujours la tête froide et entrèrent sans ciller dans la collaboration avec l'occupant contre le désordre intérieur et les menaces contre les dividendes.

Hitler, qui n'aurait sans doute pas pu sans cela acheter ou convaincre absolument tous les banquiers, tous les industriels, tous les généraux, tous les politiciens bourgeois de se mettre entre ses mains, avait beaucoup tiré avantage de leur peur du peuple et, paradoxalement, de cet esprit révolutionnaire et libertaire français qui avait au fil des années fait grossir un parti communiste solidement organisé et docile aux instructions données par l'Union soviétique. C'est paradoxalement un Anglais qui avait prodigué une des expressions les plus claires de cet état d'esprit commun aux élites françaises et anglaises : l'anticommunisme viscéral, mais qui aurait surtout des conséquences en France, où le parti communiste était une réalité politique puissante, alors que la totalité du parti communiste anglais, que Churchill envisagea il est vrai à un certain moment d'interner, aurait pu tenir dans un tout petit camp de concentration. Je veux parler de l'Air-Marshal Charles Burnett, un membre de la délégation rappelée le 25 août de Moscou où elle avait vainement négocié sous l'amiral Drax. Celui-ci en effet exprima sa satisfaction devant l'échec diplomatique auquel il avait participé, puisque, disait-il, «*la collusion stupéfiante d'Hitler avec Staline permettra à nos gouvernements de ne plus ménager le communisme*». Je dis *paradoxalement*, car la question se posait peu en Angleterre où le parti communiste était insignifiant, mais elle était devenue capitale en France, où l'exclusion de la gauche à potentialité révolutionnaire par les partis du consensus républicain n'allait pas de soi : c'était l'enjeu même de la lutte politique depuis 1917. Mais dès septembre 1939, et donc bien avant l'occupation allemande du territoire, la bourgeoisie de centre-gauche qu'incarnait Daladier, et qui s'était naguère laissée enrôler dans le *Front populaire*, n'avait plus eu d'ennemis qu'à gauche : et c'était un événement.

En France, l'interdit lancé contre l'Union soviétique après le pacte germano-soviétique, et contre le parti communiste qui lui faisait allégeance, changeait tout, et avait eu des conséquences politiques, réglementaires et policières immédiates. La bourgeoisie s'était unifiée contre la classe ouvrière et l'ensemble des milieux modestes dans une configuration conflictuelle à laquelle le régime de Vichy n'aurait rien à changer. Pendant tout le temps qui précéda l'occupation allemande, et donc presque une année entière, l'ennemi bolchévique allait remplacer en tant que Croquemitaine, l'ennemi nazi tout proche et qui affûtait ses couteaux : et en réaction contre cela, Daladier, qui avait préparé une succession droitière en introduisant Paul Reynaud dans le ministère, laissa aussi Paul Reynaud préparer sa propre succession en truffant la haute administration et la banque de tout un personnel

encore plus droitier parmi lequel Pétain puiserait ses ministres : comme par exemple l'ami personnel d'Emmanuel Berl, Paul Bouthilier, qui deviendrait le grand argentier de Vichy, nommé le 31 août dans les organes dirigeants de la Banque de France, mais aussi avec lui toute une kyrielle de hauts-fonctionnaires, banquiers, commis de haut vol qui passeraient sans transition de la république à Pétain, suscitant cet aphorisme d'Annie Lacroix-Riz : '*le cabinet Paul Reynaud, c'est le bottin mondain de Vichy*'. Si bien qu'en arrivant à Paris, le pillage allemand de la France trouverait tout constitué un appareil administratif prêt à collaborer, et la *Sécurité* allemande trouverait des services policiers bien organisés, bien renseignés sur les sources potentielles de désordre, et décidés eux aussi à collaborer avec l'ennemi. Typiquement, lorsque le 13 septembre 1939, juste après la déclaration de guerre à l'Allemagne, Daladier créa un *ministère de l'armement*, c'est au synarque Raoul Dautry qu'il le confia. Raoul Dautry venu de la société Schneider et chef du côté français du *Comité France-Allemagne* d'Otto Abetz. Et celui-ci s'entoura immédiatement d'une kyrielle de technocrates qui allaient après juin 1940 s'épanouir dans les allées du pouvoir vichyste comme Jean Bichelonne, François Lehideux, Jacques Barnaud, de la banque Worms, Henri Du Moulin de Labarthète, Jacques Guérard et, pour ce qui est du monde universitaire, Alexis Carrel. Loué pour son efficacité républicaine par certains historiens, mais bien exemplaire de la haute administration secrètement pro-fasciste, Dautry était en réalité partie prenante du complot qui organisait la défaite pour favoriser la venue au pouvoir de Pétain, chargé de gérer les bons rapports avec Hitler. C'est ainsi que la lutte contre l'Allemagne nazie serait censée justifier non pas des mesures de défense nationale et de mobilisation des énergies françaises en vue de la liberté française, mais d'autres qui firent avant l'heure ressembler la France à l'Allemagne elle-même.

### **3. L'état du parti communiste**

Le grand danger présent et les grandes turbulences à venir étaient comprises du côté du Parti communiste, qui se mit plus ou moins en état de défense. Daladier n'avait pas attendu la guerre pour exploiter l'événement du *Pacte germano-soviétique* contre le parti communiste. Que le *Pacte* en réalité signifiât la guerre, et même plusieurs guerres dans la guerre, et donc aussi le prochain déchaînement d'une persécution anticommuniste, était, en dépit du déni, bien compris au sommet du Parti, puisque

dès leur première réunion retour de vacances du 25 août, les membres du Bureau politique réunis à Paris avaient jeté les bases des structures adaptées à la clandestinité qui allaient durer jusqu'en 1945, dont, dans la première période, l'homme clé fut Fried, représentant en France de l'Internationale communiste. Dès le 12 septembre, Jacques Duclos demandera à Charles Tillon, revenu à Paris, de mettre sur pied des structures militaires clandestines, puis le 9 octobre, après l'interdiction du Parti et l'internement des députés communistes, il lui donnera l'ordre de plonger personnellement dans la clandestinité : ce qu'il fera avec davantage de savoir-faire et de réussite que la moyenne des militants, dont beaucoup semblent avoir manifesté du laisser-aller, jusques et y compris les débuts de la période d'occupation allemande, qui correspondit d'ailleurs plutôt à un allègement de la pression policière. Beaucoup, qui ne furent pas aussi prudents et rigoureux furent alors pris, victimes de leur inexpérience et de leur incompréhension du sérieux de la situation, mais la Direction, pour sa part, changea de braquet dans ses formes de lutte et de contrôle, et un début d'épuration eut lieu dans le Parti, avant même les grands reclassements qui découlèrent des réactions à l'annonce du *Pacte* et de la nouvelle ligne de la *guerre impérialiste*.

Devant le péril ressenti pour la France et pour le Parti, auquel la politique de Staline ne semblait pas répondre, les remises en cause furent importantes dès la première annonce du *Pacte*. Maurice Thorez, rentré à Paris dans la soirée du 24 août, put le constater au sommet même du monde militant. A ceux des membres du groupe parlementaire communiste qui s'insurgeaient, il répondit que « *nous n'avons pas à nous immiscer dans les affaires extérieures de l'Union soviétique* ». La réplique était d'une grande brutalité, qui s'explique sans doute par l'embarras davantage que par une volonté d'être cassant. Le plus probable est que, contraint de dire quelque chose au moins devant les principaux cadres du Parti, son entourage le plus proche, et ne pouvant dire ce qu'il pensait, il improvisait : car Thorez ne disposait pas plus que quiconque dans le parti français d'une explication bien claire de ce que Staline entendait faire, ni de ce qu'il entendait que l'on expliquât. Il n'avait été averti de rien avant et il n'avait pas reçu de directives après, mais il avait compris l'essentiel de l'intention stalinienne : '*Je ne savais pas plus que quiconque que le Pacte allait être signé, mais cela n'a pas d'importance. L'essentiel est que la guerre soit maintenant engagée, mais que l'URSS ne soit pas dedans*', confiera-t-il à des proches : mais cela ne pouvait être proclamé tel quel, car cela signifiait tout de même la pleine conscience que les intérêts français étaient atteints en même temps que la lutte antifasciste, et le consentement à ce triste état de chose. La théorie officielle à l'intérieur du Parti, qui ne put être maintenue plus d'une semaine, était que *le pacte germano-soviétique renforçait les chances de la paix*.



Une fois bien chapitré, le groupe parlementaire communiste à l'Assemblée nationale donna le même jour, 25 août, un communiqué dans lequel il rendait platement compte de l'exposé fait par Maurice Thorez. Celui-ci dénonçait l'hitlérisme comme un facteur de guerre, mais approuvait le *Pacte* en tant que garantie de paix et le déclarait compatible avec un accord tripartite franco-anglo-soviétique que l'on affectait de croire encore en cours de négociation : ce qui était se leurrer, car contrairement aux espoirs que Dimitrov avait cherché à nourrir pour consoler les Français, le pacte signé avec l'Allemagne interdisait à l'Union soviétique des accords séparés avec d'autres parties. En réalité, tout le monde sentait ce qu'il en était : on allait à la guerre, et seuls les communistes faisaient semblant de croire le contraire, tout en prônant l'antifascisme, ce qui était en soi contradictoire, puisqu'il était patent depuis 1936 que le fascisme était guerrier et ne serait arrêté que par la défaite militaire. Au total, dans le rapport de Thorez laissé à ses propres moyens par un Staline qui avait d'autres chats à fouetter, et parmi les idées qui lui étaient venues, il n'y avait rien qui pût atténuer le choc de voir la patrie du socialisme renoncer à la lutte contre le fascisme pour laquelle tant de communistes venaient de donner leur vie en Espagne et ailleurs. Le fait d'adhérer à une défense nationale sous l'égide d'un gouvernement plus actif contre le communisme international que contre les puissances fascistes ne compensait pas cette déception, et n'avait rien de rassurant.

Des tentatives d'explication et de justification du *Pacte* furent faites dans la presse du Parti, qui étaient répercutées et discutées dans les cellules. Elles reposaient en partie sur le mensonge, et un mensonge qui supposait bien du toupet, puisqu'on déniait que le *Pacte* signifiât la guerre, et pour la France une guerre sans appui anglais significatif et sans allié de revers, comme pourtant seuls les plus naïfs pouvaient encore l'ignorer. La chronologie est une fois de plus sans appel, puisqu'il ne devait s'écouler qu'une petite semaine entre le moment où Ribbentrop et Molotov burent ensemble le champagne du succès et l'entrée de l'armée allemande en Pologne. Et encore ce délai n'était-il dû qu'à la nécessité de faire passer la décision par le *Soviet suprême*, puisque le mensonge et le faux-semblant ne pouvant être l'apanage du monde capitaliste il existait malgré tout une *démocratie* et un *état de droit* soviétiques, à peu près aussi substantiels que ceux de la France et de l'Angleterre. Mais enfin, quand les orateurs ont fini de pérorer, il faut bien que les décisions des décideurs s'appliquent, et l'incontournable ratification étant acquise le 31 août, et la légalité socialiste pleinement respectée, l'invasion allemande de la Pologne allait avoir lieu le lendemain premier septembre.

A la date du 26 août, la guerre, en dépit du *pacte* selon les uns, et en raison du *pacte* selon les autres, était donc de plus en plus menaçante, et Aragon, dédaignant dans *Ce Soir* de cacher l'effrayante réalité, avait assumé la nécessité de soutenir en dépit de tout la Pologne. En appelant implicitement à la guerre

antifasciste dans le cadre d'une union nationale, il agissait de façon passablement hérétique par rapport à la ligne du Parti : mais cela n'avait pas retenu le gouvernement de procéder sans attendre à la saisie de *Ce Soir* et de *l'Humanité*, déclarés « *dangereux pour l'ordre public et pour la défense du pays* ». Car ce même jour, Daladier avait pris un décret interdisant tout écrit '*dont la publication est de nature à nuire à la défense nationale*' : ce qui recouvrait l'ensemble de la presse communiste, quoique à peu près rien d'autre. Le dernier numéro, saisi par la police, de *l'Humanité* légale, celui du 26 août 1939, titrait sur '*L'union de la nation française contre l'agresseur hitlérien*', et affirmait, en un étrange vocabulaire par rapport aux thèses de Molotov : « *les communistes français... Seront au premier rang des défenseurs de l'indépendance des peuples, de la démocratie et de la France républicaine menacée* ». Mais on ne peut pas s'étonner que des professions de foi patriotiques et antinazies n'aient pas arrêté le bras d'un gouvernement qui avait cessé d'être national et qui n'avait pas le nazisme pour hantise principale. Après ce jour, *l'Humanité* ne reparut plus légalement et comme un journal imprimé avec les grands moyens avec une pagination normale qu'après la libération de Paris d'août 1945.

Le 28 août fut instaurée la censure de la presse, puis le 29 Daladier s'en prit au droit de réunion en interdisant pour la première fois un meeting du Parti communiste à la Mutualité. Une perquisition policière eut lieu au siège du Parti le 31, inaugurant une campagne de persécution arbitraire et illimitée de toutes les activités militantes. Le Parti était toujours légal, mais on allait ajuster le droit au fait, plutôt que l'inverse comme il est assez habituel avec la structure politico-administrative de la France, et rendre les armes à l'extrême-droite qui demandait depuis un bon moment sa dissolution.

Du côté des ennemis traditionnels et des plus récents, Doriot et les autres renégats communistes devenus super-Munichois étaient les plus acharnés contre leur ancien parti, réclamant sa destruction radicale : mais ce pas ne serait franchi que le 26 septembre, avec l'entrée de l'Armée rouge en Pologne. Cependant, la répression et l'opprobre jeté sur les communistes n'avait aucun effet sur les positions politiques affirmées. Le 28 août, faisant miroiter une suspension des mesures policières anti-communistes, la préfecture de la Seine avait convoqué quelques notables du Parti, dont Georges Marrane, pour les inciter à se désolidariser de Staline, mais cet appel, et toutes les autres manœuvres de séduction, resteraient inefficaces car la répression policière avait provoqué une réaction de défi dans la profondeur du Parti, même si la Direction avait des difficultés à y faire accepter la ligne de *la guerre impérialiste*.

Par la suite, le Parti allait continuer à se marginaliser en s'alignant sur la critique que Staline et Molotov faisaient des motifs franco-anglais d'entrer en guerre, et la répression supposée *républicaine* s'ensuivit, qui faisait progressivement sortir du régime républicain. Le 1er septembre Daladier allait

prendre un nouveau décret-loi « réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations », avec cette fois des peines de dix ans de prison. Les réunions communistes étaient également interdites. C'était la fin de toute activité de propagande communiste à visage découvert. Puis l'avalanche ne cessa plus des textes répressifs, ciblant le mouvement ouvrier plutôt que les sympathisants de la puissance et de l'idéologie à laquelle la France supposément *démocratique* était en principe en butte. Le 9 septembre, un nouveau texte définissait quiconque aurait fui à l'étranger comme *ressortissant étranger*, et prévoyait la déchéance de nationalité : une disposition qui menaçait immédiatement les responsables du Parti qui passaient leur temps entre Paris, Bruxelles et Stockholm, où Fried représentait l'*Internationale*.

Ces développements répressifs, qui faisaient déjà sortir du régime républicain, n'étaient pas une surprise pour les intéressés à qui Daladier avait enseigné tout au long des dix-huit mois précédents ce qui était possible dans la *démocratie* à la française. Comme le Parti avait quadruplé ses effectifs entre 1935 et 1937, la masse militante demeurait considérable, aux alentours de 280.000 adhérents, soit dix fois plus qu'en 1934, mais sans alliés et sans programme autre que la défense de l'URSS et le maintien de la paix, le Parti n'exerçait plus aucune influence sur la politique du gouvernement et il était désigné pour les coups. Par ailleurs, en approuvant le *Pacte*, le Parti se coupait aussi des forces sociales moins éloignées et qui avaient pu dans d'autres circonstances se comporter en alliées : à commencer par le mouvement syndical où il avait tant travaillé à prendre de l'influence. Et ce fut pour lui un grave revers lorsque, le 24 août, sur la proposition de Jouhaux, la commission administrative de la CGT vota la condamnation du *Pacte*. Seule *La Vie Ouvrière* de Benoit Frachon s'aligna sur la position communiste.

Le 18 septembre la rupture est consommée entre pro et anti-communistes les militants communistes composant un syndicat *Unitaire*, opposé aux partisans de Jouhaux et Belin, proches du pouvoir. Par la suite, ceux-là formeront la CGT *confédérée*, qui encouragera le gouvernement à traiter la CGT *unitaire* de Benoît Frachon avec la même rigueur qu'il traitait le parti communiste : et en effet, le dernier numéro de *La vie ouvrière* paraîtra le 21 septembre, avant l'interdiction le 26, en même temps que celle du Parti. Les *Confédérés* de leur côté, ayant échappé à l'interdiction grâce à une scission formelle de dernière minute le 25, refuseront de condamner l'interdiction de la presse communiste puis approuveront toutes les mesures prises à l'encontre des communistes. Jouhaux sera longtemps une des têtes de Turc favorites de l'*Humanité* clandestine et ils travaillera avec le gouvernement jusqu'à la défaite, mais il se mettra finalement en congé du Pétainisme tandis que Belin, l'arbre tombant du côté où il penchait, allait finir ministre à Vichy : mais l'harmonisation du syndicalisme français sur un mode autoritaire, et même totalitaire, puisque inspiré des pratiques fascistes au sens littéral du terme, telles

qu'inventées en Italie par Mussolini, n'allait pas attendre l'invasion et l'avènement du maréchal cacochyme. Dès le 7 octobre 1939, les accords du *Majestic* entre le gouvernement encore supposé 'républicain' de Daladier et la CGT confédérée instaurent la *collaboration patronale, ouvrière et gouvernementale*, signifiant qu'en pratique les représentants du personnel, au lieu d'être élus, seraient désormais nommés par le gouvernement parmi les candidats proposés par les organisations *représentatives*, c'est-à-dire approuvées par le gouvernement. Les premiers représentants ainsi choisis sur la base de leur engagement pro-gouvernemental, pro-patronal et anti-communiste devaient ensuite, sans aucune solution de continuité résultant de la défaite et de l'occupation allemande, faire carrière sous Pétain, puis après la 'libération', sans davantage d'anicroche, dans le syndicalisme sponsorisé par les Etats-Unis pour contrer l'influence communiste et soviétique dans le monde du travail. La France dans la décennie 1938-1948 fut sous plus d'un rapport un havre de continuité : exactement comme si aucune guerre et cinquante millions de morts n'avaient pu suffire à altérer sa tranquille soumission à l'autorité, son respect des hiérarchies et des institutions quelles qu'elles soient et quelles que soient leurs visées.

Dans la lutte civile qui se mettait en place, l'essentiel des agressions venait donc de la bourgeoisie au pouvoir, le parti communiste et les classes travailleuses prenant les coups et hésitant sur la stratégie à adopter pour les esquiver, sans vraiment se croire en mesure de les rendre. Il y eut alors d'étonnants à-coups dans la politique du Parti français. Si la récente approbation du *Pacte* était conforme à la ligne de la *guerre impérialiste*, et était faite pour plaire à Moscou, le vote des crédits de guerre le 2 septembre allait dans l'autre sens. Le Parti sur le moment déclara avoir agi par solidarité avec la Pologne. S'agissait-il en réalité d'échapper à la répression au prix d'une infraction à la discipline internationaliste ? Si c'est le cas, l'effet fut manqué : et il ne pouvait que l'être, étant donné que la répression était en route, qu'elle découlait de l'approbation du *Pacte*, et même plus lointainement, de la participation à la guerre contre Franco et du refus de *Munich*, comme cela devint évident puisque seuls les communistes furent stigmatisés, et dès cette époque, comme insuffisamment patriotiques, alors qu'ils se distinguaient au contraire -et ce n'était pas la première fois- dans le sens de la résistance à Hitler. Cette guerre, si elle avait été menée honnêtement et intelligemment, même par la bourgeoisie la plus conformiste et obtuse, aurait été la leur, et même s'il est avéré que Staline eût dans l'immédiat préféré la paix. C'est le reste de la société française, et avec elle le gouvernement qui la représentait, en un certain sens *démocratiquement*, qui étaient d'un défaitisme écoeurant.

En France, le mouvement communiste était, du fait du *Pacte*, stigmatisé comme un allié d'Hitler : et pourtant, si les communistes faisaient exception à l'atmosphère générale qui régnait dans le pays au

moment de l'entrée en guerre, ce n'était pas dans le sens qui leur était naturel du pacifisme, mais à l'inverse. Ils étaient presque seuls à juger que cette guerre était nécessaire, et si le même enthousiasme avait partout régné ils auraient pu arguer que la société ne faisait que les rejoindre sur des positions qui étaient les leurs depuis un moment : il fallait faire la guerre au fascisme. Mais à la date du 3 septembre une vague de pacifisme, celui-là, face à l'agression hitlérienne effective, abject, déferlait au contraire dans le pays, et alors que le chef syndicaliste Delmas lançait, sans que nul ne parlât de trahison, un *appel pour la paix* largement suivi par le parti socialiste, et le gouvernement lui-même entamait en Suisse des tractations avec Friedrich Grimm, émissaire de Ribbentrop, qui n'avait jugé nécessaire de quitter la France que dix jours plus tôt, tant il se trouvait à l'aise encore, au seuil de la fausse guerre que la France allait déclarer à l'Allemagne, dans le bain tiède et complice de la bonne société parisienne. Par la suite, une fois la guerre déclarée, le 13 septembre, Louis Lecoq lancerait son *'Manifeste pour la paix immédiate'*, qui serait signé par Alain, Giono et Déat, désormais un des accusateurs publics les plus véhéments contre le parti communiste, sans que cela leur cause trop d'ennuis avec la police. De vastes milieux, et la SFIO elle-même, se prononceraient contre la guerre, qui d'ailleurs n'avait pas lieu. Les partis bourgeois qui s'étaient mis dans la main d'Hitler et qui s'y étaient résignés étaient bien résolus à ne pas aller à la guerre chaude au moment même où ils subissaient l'obligation de la déclarer : et c'était une toute autre guerre, moins dangereuse pour eux, la guerre sociale qui les préoccupait et qu'ils entendaient mener. C'est ainsi que, dès le 1<sup>er</sup> septembre, et ce fut son premier acte comme chef de la seconde guerre démocratique, Daladier fit, avant même sa déclaration effective, arrêter, gibier facile pour sa police fascisante et dont il n'est pas certain qu'elle ait totalement cessé de collaborer avec ses homologues italienne et allemande, des dirigeants communistes étrangers réfugiés en France après la guerre d'Espagne comme les italiens **Palmiro Togliatti** et **Luigi Longo**, et l'allemand **Franz Dahlem**. Bonnet, toujours en concertation amicale avec l'ambassadeur d'Italie, venait de lui expliquer que « *les partis socialo-communistes étant pratiquement réduits à l'impuissance, il existait désormais la possibilité de faire en matière de rapports franco-italiens ce qu'il avait toujours en tête mais que la situation intérieure l'avait empêché de faire jusqu'alors* ». Ce n'était pas du bluff, et même l'action avait précédé la promesse : car lorsque Dimitrov, quelques jours plus tôt, avait demandé à Luigi Longo d'établir la liste des brigadistes internés en France, il était apparu que leur nombre était de cinq mille, auxquels il fallait ajouter plusieurs dizaines de milliers de réfugiés espagnols. Tous des antifascistes éprouvés et incontestables que l'on mettait hors de combat en prélude à la supposée guerre des *'démocraties'* contre le *fascisme* (que j'écris pour le coup sans guillemets, puisqu'il s'agit bien de l'objet originel).

Il apparut bientôt avec évidence que le vote des crédits de guerre, s'il ne suffisait pas à réconcilier le Parti avec la société bourgeoise, allait également à l'encontre non seulement de ses positions antimilitaristes habituelles et de tous les instincts qu'il tenait de ses origines mêmes, mais aussi de la ligne du Komintern du moment, et que c'est probablement parce que la liaison avec Moscou avait été défailante, et qu'un grand trouble existait dans le Parti, qu'une telle décision avait pu être prise. Dans un télégramme du 1er septembre 1939, Dimitrov avait proposé une analyse de la situation et une ligne stratégique qui ne correspondait pas à la trajectoire prise inconsidérément à Paris. Il expliquait qu'on avait eu tort de soutenir trop facilement Daladier. Même si l'on était encore loin de tout savoir sur le personnage, il était clair que par sa politique hostile au monde ouvrier, et en suivant aveuglément la politique antisoviétique anglaise, Daladier s'était disqualifié pour mener la lutte du peuple français contre le fascisme : cela, les communistes de direction avaient seulement fait semblant de l'ignorer et ils avaient pu croire que c'était ce que Moscou préférait : mais voilà que Dimitrov, comme un cocher qui fait claquer le fouet pour réveiller les chevaux assoupis, expliquait que le Parti communiste, au lieu de rester dans l'ombre d'un gouvernement de trahison, devait revendiquer ce rôle. Le 7 octobre, dans un long télégramme adressé à la Suisse, aux Pays-Bas et aux pays scandinaves, l'Internationale allait appeler à une guerre de propagande active et sans complexes contre la social-démocratie et son appui à *la guerre pseudo-antifasciste*, qui *'n'est qu'une préparation de la guerre contre l'Union Soviétique'*. Certains plans de guerre ultérieurs de l'État-Major allaient démontrer que l'intuition de Dimitrov – ou bien était-ce d'abord celle de Staline – ne le trompait pas. Depuis 1917, et il en serait encore de même en 2017, la planification militaire française viserait toujours d'abord à contrer la menace des *rouges venus de l'Est*, et il était acquis que, même si vingt ans après Verdun personne dans l'armée n'aimait l'Allemagne, on la détestait beaucoup plus fort et sans arrière pensée depuis qu'elle était l'alliée des Russes. Au-delà de cela, à toute cette politicaillerie, on ne comprenait pas grand-chose.

La réaction du gouvernement Daladier au vote des crédits de guerre par le parti communiste montrait bien que c'était une erreur : les gouvernements bourgeois des pays qui se disaient *démocratiques* de l'Europe occidentale n'avaient l'intention ni de faire la guerre au fascisme, ni de conclure la moindre trêve ou alliance avec les mouvements ouvriers ou l'Union soviétique en vue d'une telle guerre. Quand on était la direction du parti communiste français, il n'aurait fallu à aucun moment laisser croire aux militants que l'on pouvait encore en quoi que ce soit faire confiance à Daladier. Une erreur dont la nature est sans complexité : le Parti s'était laissé entraîner par son antifascisme en oubliant qu'on ne peut pas combattre le fascisme en alliance avec les alliés du fascisme : et il faut croire que la direction française n'avait pas identifié Daladier et le personnel qui l'entourait comme tels.

Il est difficile de donner tort à Dimitrov en ce qui concerne la situation française. La situation anglaise était plus paradoxale et avait fourni une sorte de contre-épreuve pour juger de la validité de la stratégie communiste, et départager les parisiens des moscovites, lorsque le secrétaire général du parti britannique, Harry Pollitt, s'était rebellé contre la ligne très uniforme de refus d'appui aux gouvernements bourgeois. L'Angleterre était devenue une exception dans la mesure où le pouvoir s'y orientait dans un sens authentiquement patriote et, soutenant que la lutte antifasciste restait primordiale, Pollitt s'était aligné sur Chamberlain avec résolution à partir de la constatation que Chamberlain, même si c'était pour de mauvaises raisons – par chauvinisme essentiellement - avait abandonné l'espoir de trouver un terrain d'entente avec Hitler. Le 29 septembre Dimitrov avait protesté : *'La ligne d'appui à Chamberlain conduit le prolétariat anglais au carnage dans le seul intérêt de la bourgeoisie impérialiste. Chaque communiste doit lutter au cours de la guerre contre la réaction dans son propre pays'*. Mais Pollitt s'était entêté. Etre en butte à un gouvernement politiquement hostile, mais tout de même patriote, faisait un monde de différence, et le Parti britannique, qui cultivait un certain isolement par rapport à l'Internationale, devait maintenir sa position jusqu'à ce que Pollitt soit remplacé, le 3 octobre 1939 : il s'aligna alors sur Moscou et échappa pourtant, quoique de peu, aux mesures d'internement un temps envisagées par Churchill.

L'antifascisme de l'aristocratie britannique, plus sincère que celui de la bourgeoisie française, allait jusqu'à tolérer celui de ses communistes : mais en France il n'y avait aucune stratégie qui pouvait garder les communistes hors de prison. Aussi, en cohérence avec les positions qu'il recommandait, et très critique de la décontraction et du manque de rigueur doctrinale des communistes français, Dimitrov recommandait des *mesures urgentes* visant à *préserver les hommes et les liaisons et assurer leur fonctionnement ultérieur*. Puis le 2 septembre, il réagit à l'annonce de ce qui s'était passé à Paris en demandant à être informé sur la situation dans laquelle se trouvait la Direction, et sur sa position par rapport au gouvernement. Les Français étaient restés un long moment sans répondre, et Dimitrov s'était adressé à son agent en Suède pour essayer d'avoir des nouvelles. Le 4 septembre, il fit part de son inquiétude sur le sort des dirigeants de l'Internationale installés à Paris, comme Togliatti, Fried et l'argentin Codovilla, et recommanda de les envoyer dans un pays neutre pour y assurer la continuité du travail politique : mais son intervention arriva un peu tard, puisque plusieurs d'entre eux avaient d'ores et déjà été arrêtés. Le sept septembre, il avait à nouveau perdu la liaison avec la direction parisienne.

Le 9 septembre, Dimitrov, qui avait retrouvé par Pierre Villon le contact avec Thorez, Tréand et Fried, leur avait détaillé la teneur de la doctrine nouvelle du Komintern par un télégramme *'contre la guerre impérialiste'* : la paix étant désormais garantie à l'Est, le conflit ouvert entre l'Allemagne d'une part

et les franco-anglais d'autre part ne pouvait plus être considéré comme *lutte antifasciste*, mais comme le choc de trois impérialismes. '*La guerre actuelle est une guerre impérialiste, injuste, à laquelle la bourgeoisie de tous les états en guerre a une part égale de culpabilité. Dans aucun pays la classe ouvrière, et à plus forte raison le parti communiste, ne doivent soutenir cette guerre. [...] Il est nécessaire de changer de tactique. Les partis communistes doivent se déclarer contre la guerre. Passer à l'offensive contre la politique de trahison de la social-démocratie. Les partis communistes, surtout ceux de France, Angleterre, Etats-Unis, Belgique, dont la ligne politique est en contradiction avec cette ligne doivent redresser leur ligne*'. Aux camarades qui s'étonnaient du changement de ligne, Jacques Duclos rappellera que seule était légitime une guerre qui servait la révolution mondiale. Le concept de *guerre impérialiste* n'aurait pas dû sembler étrange aux camarades, puisque le camarade Staline l'avait introduit dès le mois de mars, et comme le camarade Dimitrov venait de l'expliquer, il s'appliquait clairement à la guerre que Daladier voulait faire entreprendre à la France, dès lors qu'après la signature du *pacte*, la paix était redevenue possible. Dès l'instant où le *Pacte* avait mis un terme à l'agressivité allemande – et le *Pacte* signifiait qu'il n'y avait plus d'agressivité allemande - la guerre qui demeurait possible était celle que promouvaient désormais des Daladier, des Chamberlain, en appui du pouvoir réactionnaire de Pologne, et si elle devait éclater, on devrait en assigner la responsabilité aux gouvernements français, anglais, polonais, et elle aurait un caractère impérialiste. Il fallait donc accepter sans murmures la correction de ligne venue de Moscou, même s'il n'était pas question d'entamer une agitation révolutionnaire contre la politique, que l'on désapprouvait désormais dans tous les domaines, du gouvernement.

Tout de même, le Komintern faisait preuve de réalisme, et lors de sa réunion du 22 septembre, il finit par entériner certains choix prudents des partis frères occidentaux, et en particulier approuver *a posteriori* le choix des communistes français de ne pas se dérober à leurs obligations légales et de répondre aux ordres de mobilisation. Le Komintern se borna donc à interdire toute participation *volontaire* à la guerre impérialiste, dans quelque armée que ce soit. Il prescrivit que les communistes devaient se plier à leurs obligations militaires lorsqu'ils en avaient, mais devaient résister aux autres pressions, et travailler *dans le sens bolchéviste* : formule vague qui recouvrait probablement le devoir de défendre par la discussion les positions communistes, ce qui était déjà beaucoup demander dans une situation d'incorporation dans une armée en guerre. Le Parti vivait encore dans l'armée et au niveau de la ligne, sinon des comportements pratiques, la situation s'était plus ou moins normalisée. Il n'était jamais parlé de sabotage, de désertion ou de refus d'obéissance, comme il en était pourtant arrivé, fameusement, après la première guerre mondiale et l'intervention contre la révolution bolchévique.



Parmi les responsables historiques du mouvement communiste, un homme comme Charles Tillon était bien placé pour parler de désobéissance à l'État bourgeois saisi par une guerre ambiguë : Tillon justement, qui avait appris que la police l'avait mis sous surveillance, et qui n'était pas mobilisable, avait rejoint une planque connue de lui seul : la première d'une longue série jusqu'aux jours enivrants de la libération de Paris. Dans son cas, qui n'était ni pour la première ni pour la dernière fois idiosyncratique, les habitudes et réflexes de la résistance avait commencé à s'installer le premier septembre 1939. Dans son cas comme dans tant d'autres, la *Résistance au nazisme* dont la république de 1945 et depuis ne craint pas de faire l'éloge officiel avait dû passer par la résistance à la supposée *république* de 1939 et 1940, puisque tout cela se passait à une époque où les pétainistes, qui n'avaient que partiellement accédé aux leviers de commande de l'État, ne pouvaient encore qu'occuper des places, et intriguer dans l'ombre.

D'autres traces subsistent du caractère discontinu et imparfait du contrôle de l'Internationale – c'est-à-dire de Moscou – sur les partis communistes occidentaux dans la période agitée du premier mois de la guerre. Ainsi, par exemple, lorsque Montmousseau, ancien secrétaire de la CGTU, avait fait paraître dans *La Vie Ouvrière*, journal de la CGT, du 13 septembre un article conforme à la ligne 'antifasciste', depuis répudiée, et qui semblait approuver la déclaration de guerre consentie par Daladier, il avait été vertement condamné le 27 par le secrétariat du Comité exécutif du Komintern. Le papier avait été décrit comme '*politiquement erroné, nuisible, pénétré de l'esprit social patriote de l'époque guerre de 1914, opposé à la ligne politique de l'Internationale communiste.*'

Le vote des crédits de guerre fut bientôt décrit par la Direction comme une erreur, et donc tout était remis d'équerre, jusqu'aux prochains malentendus et retards de transmission. Pendant ce temps, plus gravement sans doute, et apparemment tout autant en contradiction avec les conseils de Dimitrov, les députés communistes mobilisables, dont certains comme Thorez, Tréand et Clément qui avaient d'abord prévu de se transférer en Belgique, au Danemark ou en Suède et de plonger dans la clandestinité, avaient au contraire résolu de rejoindre leurs unités dans le cadre de la mobilisation décidée par Daladier. Ils furent suivis dans cette folle aventure de la quasi-totalité des élus et militants communistes. Ceci au moment même où ceux d'entre eux qui étaient députés, recevaient et appliquaient la consigne de ne pas voter la guerre dont ils venaient de voter les crédits. Raymond Guyot, qui était à Moscou, fut même rapatrié en France avec André Marty et Arthur Dallidet afin de rejoindre son unité. Tillon, dans son esprit de conséquence était une exception, mais c'était très généralement qu'entrer en résistance au fascisme et au nazisme, pour un communiste de l'automne de 1939, ne signifiait pas aller faire la guerre d'un gouvernement bourgeois de plus en plus sournois et

ambigu dans ses visées réelles. Dans l'armée française de 1939, les communistes ne faisaient pas entièrement confiance à tous leurs officiers, et les officiers ne faisaient pas du tout confiance à leurs communistes.

Comme on le voit, si les analystes hostiles par principe au Parti communiste français lui prêtent, comme il arrive, des qualités aussi bien que des défauts imaginaires, et ont propagé la fable d'un Parti communiste préparant la révolution par le moyen d'un alignement parfait sur les desiderata de Moscou, il semble pourtant que l'harmonie entre Paris et Moscou ait parfois eu des ratés. Dès que les communications deviennent difficiles, le Parti français manifeste des réflexes politiques divergents par rapport aux résolutions élaborées au même moment par l'**Internationale** : d'où la nécessité périodique des corrections, mais aussi sans que cela exclue dans l'autre sens des concessions de la part du Centre. Et il est remarquable de noter que la tendance générale indépendante du parti français va dans le sens de l'internationaliste, de l'antifascisme, de l'universalisme libertaire français. Une hypothèse générale peut être aventurée pour rendre compte de la dérive tendancielle entre le Komintern tenu par Staline et les vues de la direction française : il s'agit de voir que les deux partis, français et soviétique ont des histoires différentes, qui ont tendu à sélectionner des militants et des dirigeants de mentalités différentes.

On peut décrire à première vue le Parti français comme un parti petit-bourgeois, le parti d'une classe ouvrière embourgeoisée, et qui n'a jamais effectué la moindre révolution, ni même pris part au moindre mouvement insurrectionnel. Le parti de Staline, pour sa part, n'est pas étranger, originellement, à toute action révolutionnaire, encore que la vraie révolution russe soit celle de février, à laquelle il avait été étranger, et non celle d'octobre, qui fut plutôt un coup d'État interne au mouvement révolutionnaire : mais en tout état de cause, une fois la guerre civile gagnée et Lénine puis Trotsky sortis du jeu, le parti bolchévique de Staline n'est plus celui d'octobre et du combat effectif contre des forces réactionnaires, mais peut se décrire, et a été décrit comme un parti *thermidorien* : le parti de ceux qui ont mis fin à la période révolutionnaire et entendent consolider leur domination, le parti des survivants, et bientôt des parvenus de la révolution de 1917. Staline, leur chef, qui va s'appliquer à les éliminer progressivement pour faire encore autre chose de la société politique soviétique, est donc l'homme de l'intrigue des factions, et la politique soviétique est définitivement marquée par un esprit de calcul politicien à l'intérieur d'un Etat solidement retranché. Cela déteint sur ses pratiques en matière de politique internationale, et donc dans sa gestion du *Komintern* qui en est l'instrument. Le Komintern de Dimitrov est résolument politicien, même s'il est plus conscient des

exigences de clandestinité que les partis semi-légaux, ou à légalité partielle et périodique, comme le parti français.

La situation des années trente est donc caractérisable comme celle où un parti russe, thermidorien, c'est à dire visant à stabiliser des acquis : un parti du *statu quo*, internationalement aussi bien qu'intérieurement, tient en laisse, mais sans rigueur, un parti français qui accepte sa subordination, mais sans comprendre toujours les intentions, les projets, les priorités du centre directeur. Une sorte de parti godillot de Staline. Et bien entendu, ce parti français a en même temps et contradictoirement sa vision propre, ses traditions héritées, ses réflexes, ses travers, ses paresse. Il n'est ni plus ni moins révolutionnaire que son mentor étranger, mais il est en deçà de la révolution dont il parle, quand le parti russe est au-delà, et toute sa politique spontanée ne vise qu'à maximiser son influence dans le cadre d'une république bourgeoise qu'il ne songe nullement à contester dans son principe, ni à menacer, sinon en paroles.

Cette analyse sommaire, que l'on pourrait définir comme '*caractérielle*' donne à comprendre que le Parti français, au lendemain d'une déclaration de guerre pour lui problématique puisqu'elle allait dans le sens de son antifascisme, mais en même temps à l'encontre de son pacifisme tout aussi fondamental, ne l'aurait pas dénoncée aussi fermement s'il avait été longtemps abandonné à ses propres raisons. Il avait fallu que soit déclarée obsolète une de ses deux dimensions idéologiques en conflit : à savoir l'antifascisme, au profit de l'autre : le pacifisme. Et c'était en soi une difficulté que le pacifisme ait dû être réactivé par l'organisation même, l'**Internationale**, qui avait si puissamment oeuvré dans l'autre sens pendant la période précédente de la guerre d'Espagne. La difficulté principale était là. Elle était de qualité presque *morale*, au sens où il existe une *morale politique*, voulant que le plus utile et opportun dans l'instant soit inacceptable si l'on considère le long terme, la nécessité de rassembler les camarades et de leur insuffler le désir de se battre pour la cause : et c'est pourquoi les éléments les plus intellectuels du Parti, principalement, eurent du mal à avaler la couleuvre. Car sinon, en termes de calcul stratégique, la position soviétique, aussi difficile à admettre fût-elle, était facile à expliquer : Staline ne voulait en aucune façon que l'Union soviétique soit impliquée dans un conflit militaire, et la meilleure assurance de cela, c'était qu'il n'y eût pas du tout de conflit. Il n'acceptait que comme un pis-aller de ne pas avoir à y prendre part s'il devait avoir lieu. Comme premier choix, Staline voulait qu'Hitler soit contenu dans toute la mesure du possible par des moyens diplomatiques, et ses agressions limitées par de la dissuasion. En demandant aux communistes français de désavouer la politique de guerre de leur gouvernement, il faisait tout simplement de l'*apaisement*. Il ne pouvait que

regretter la déclaration de guerre franco-anglaise du 3 septembre et travailler au retour aussi rapide que possible de la paix.

Lorsque vers la fin septembre Raymond Guyot rentrera d'URSS pour se conformer à ses obligations militaires, on aurait pu s'attendre, la guerre s'étant éteinte, à ce que Guyot soit porteur de nouvelles consignes qui auraient pu apaiser la situation intérieure. Mais Moscou se sera alors décidé pour un appui au moins officiel aux offres de paix qu'Hitler allait faire après avoir vaincu la Pologne, et cela suffisait pour faire oublier momentanément aux Français leur propre préférence pour la paix. Rien de ce qu'approuvait Staline ne pouvait être recevable. Personne, après l'abstention dans l'affaire polonaise, ne croyait plus à un *impérialisme* français : mais le discours communiste, désormais réaligné sur la ligne maintenue de la *guerre impérialiste*, confirma une position d'hostilité au gouvernement, et tout en semblant dans une certaine confusion aligner aussi, paradoxalement, le Parti sur un refus de la guerre partagé par l'essentiel de l'opinion, allaient servir de prétexte à la radicalisation de la persécution anticommuniste par un pouvoir lui-même germanophile et nullement décidé à organiser une défense nationale. C'est la dureté même de la répression, en suscitant un réflexe de dignité, qui empêchera alors le Parti de se vider davantage de ses militants.

Comme on le voit, si le contrôle de la ligne avait connu un raté dans les derniers jours de la paix, la correction était intervenue rapidement. On voit aussi que Moscou était tout à fait d'accord avec l'idée que l'essentiel, pour un parti d'opposition, surtout communiste, était de s'opposer. Cela devait être sa position constante : et même la période du *Front populaire* n'avait pas vraiment fait exception. Si bien que le parti communiste, qui avait voté les crédits militaires le premier septembre avait désapprouvé la déclaration de guerre le trois, et devait faire campagne pour une négociation de paix avec Hitler jusqu'au moment ultime du 10 mai 1940. Ironiquement, il devait alors se retrouver sur des positions assez convergentes avec ses ennemis naturels : les milieux pro-allemands de l'entourage de Bonnet, catastrophés de la déclaration de guerre, et dont certains éléments allèrent, dit-on, jusqu'à envisager une alliance politique avec les communistes honnis en vue d'imposer un rapide retour à la paix. Cette situation cocasse ne conduisit jamais à une coopération politique effective, mais préfigurait la situation des premières semaines de l'après-défaite où, continuant sur leur lancée faute de capacité d'analyse et de réaction réfléchie, les uns et les autres se retrouvèrent non pas alliés mais concurrents dans leurs tentatives de compromis mutuellement avantageux avec les vainqueurs.

Au parti communiste, ce vertige paradoxal qui faisait passer la lutte politique intérieure avant la guerre étrangère dura environ deux mois. Pétain, à titre personnel, qui devait à la fin remporter la course à la soumission, considéra d'emblée la déclaration de guerre par le gouvernement républicain comme

inacceptable, et devait rester constant sur cette ligne jusqu'à la fin de ses jours. Dans 'A travers le Désastre', **Jacques Maritain** énonce sans appel le déterminant fondamental de toute sa politique, et celle de sa classe, à savoir la haine de la démocratie : « *Le Maréchal et le général Weygand nourrissaient des préjugés favorables aux dictateurs quels qu'ils fussent. L'instinct profond qui, en septembre, avait dressé le peuple français pour la défense de la liberté leur apparaissait comme idéologie creuse.* » Pétain, au fond, contrairement à d'autres personnalités de la *Collaboration*, n'aimait pas particulièrement l'Allemagne, et il n'aimait pas Hitler en tant que personne, mais il s'accommodait bien de sa politique : et c'était pour lui et sa classe la considération qui emportait toujours la décision. Le problème avec les *démocraties*, c'est qu'elles sont habituellement dirigées par des personnages qui haïssent la démocratie.

On peut tirer quelques leçons générales des cafouillages relatifs à la ligne auxquels l'entrée en guerre de la France donnèrent lieu en septembre 1940 dans la Direction du parti communiste. Car les affaires allaient vite et la ligne changeait en suivant l'événement. Le 10 septembre, Fried convoquait Duclos et Frachon à Lille et leur communiquait les termes de la nouvelle ligne : mais le 17 une nouvelle modification s'imposait avec la non-intervention de la France. Celle-ci représentait en effet une trahison des engagements pris envers la Pologne qui obligeait à affiner le diagnostic porté sur l'*impérialisme* français : non pas que la surprise ait été absolue, car si les garanties de la France et de l'Angleterre avaient été dénoncées comme illusoires, elles l'avaient aussi été comme un simple prétexte à justifier une *guerre impérialiste* : et il apparaissait évident que la France ne voulait pas faire la guerre, impérialiste ou pas. Diagnostic confirmé à Rethondes le 22 juin 1940. Des événements d'une telle ampleur, et aussi inattendus qu'une abolition complète de la volonté française et le démembrement de la France en l'espace de six semaines aurait obligé le plus rigidement doctrinaire des régimes soviétiques à revoir sa propre doctrine en matière de relations internationales : et Staline, s'il ne détestait pas examiner par écrit de nombreux sujets en matière de science, d'art, d'agriculture, et naturellement de stratégie politique et militaire, et parler de tout en *grand savant* et même *génie universel*, n'était pas rigidement doctrinaire. Il se voulait disciple de Marx, et donc pratiquant de la méthode scientifique avant tout : et donc toujours prêt à réviser une théorie que les faits démentaient. Et en l'occurrence, le comportement des élites françaises qui avaient produit et mis en avant des Daladier, Bonnet, Flandin, Reynaud et qui allaient porter Pétain au pouvoir dictatorial prouvaient une chose qui n'avait pas jusque là compté au nombre des prémisses de première probabilité dans les raisonnements géostratégiques soviétiques, mais qu'il fallait désormais bien intégrer : il n'y avait pas d'*impérialisme* strictement français, ni même d'objection française à l'impérialisme allemand.

L'effacement français, perceptible dès le mois de septembre 1939 avec l'entrée en non-guerre et non-défense de la Pologne de l'armée française était un fait et Staline en avait très pragmatiquement tiré les conséquences. Il avait compris qu'en l'absence d'opérations militaires à l'Ouest, l'Allemagne pourrait très vite avaler toute la Pologne et venir sur sa frontière : et c'est ce qui l'avait déterminé à occuper la Galicie orientale polonaise, en conformité avec certaines clauses secrètes du pacte germano-soviétique. Les clauses par lesquelles Staline avait obtenu de ne pas avoir la Wehrmacht trop près de Moscou.

Pragmatisme et propension à voir et saisir les opportunités. De même, Staline allait réagir très vite au plan diplomatique aussi bien qu'au plan doctrinal au coup de tonnerre de Sedan le 10 mai 1940 puisque à l'instant où il devint visible que la France était en grande difficulté face à l'Allemagne il lui avait à nouveau tendu la main au mépris de son pacte avec l'Allemagne, et fait le 15 mai des propositions de rapprochement avec un gouvernement qui avait dans le passé repoussé toutes les autres. Cette fois, Paul Reynaud, ne se contentant pas de les rejeter, en avait communiqué la teneur à l'ambassadeur de Mussolini à Paris, **Gariglia**, pour information des dirigeants de l'Axe. On peut supposer que le but était de semer la zizanie entre Moscou et Berlin : objectif apparemment supérieur, aux yeux de Reynaud, à l'impératif de sauver la France. Mais c'est qu'il ne s'agissait plus, dès le 15 mai 1940, que de s'entendre avec les nazis : et dans la foulée, Reynaud avait envoyé le nouveau cardinal-évêque de Paris, Suhard, à Madrid pour y traiter avec les Allemands des conditions d'une reddition, tout en prévoyant de sacrifier quelques centaines milliers d'hommes dans le simulacre d'une résistance qu'il avait d'emblée déclarée vaine : car il ne s'agissait pas non plus de perdre la face vis-à-vis des Anglais, auxquels Reynaud mentait effrontément sur sa volonté de résistance. Comme on le voit, si la ligne politique de Staline était sinueuse – puisqu'il paraît que dans son seul cas c'était très condamnable - c'est aussi qu'elle devait s'adapter à des comportements parfois obliques et inattendus de la part de ses interlocuteurs.

La ligne recommandée par le Komintern aux partis communistes du monde entier avait donc changé entre 1936 et 1940, en suivant les événements de Madrid, Vienne, Prague, Varsovie et Paris, oscillant entre les deux pôles opposés du *Front populaire* et de la lutte *classe contre classe*, de l'internationalisme antifasciste au pacifisme dénonçant la *guerre impérialiste*, et les transitions pouvaient être brutales. C'est ainsi qu'après la surprise de juin 1940 il avait fallu trouver et édicter dans l'urgence une ligne nouvelle, adaptée au fait que dans la guerre impérialiste il n'y avait plus d'impérialiste que le pays avec lequel le monde communiste avait trouvé une forme d'arrangement un peu clair et un peu stable, à savoir l'Allemagne. On le conçoit : la cohésion de l'*Internationale*

supposait des communications efficaces, et à la vitesse où les événements se succédaient, il était inévitable que des décalages apparussent entre la ligne décidée à Moscou, ce qu'en connaissait la direction communiste parisienne, et de plus loin encore la base militante. En réponse aux exigences parfois inattendues de Staline le Parti français réagissait de façon parfois approximative quoique globalement docile : ce qui ne signifiait pas un manque de résolution des militants, puisqu'ils risquaient de payer cher pour leur communisme quel qu'en soit le contenu de doctrine. Un sympathisant bourgeois, extérieur au Parti mais habituellement compréhensif de ses positions comme Emmanuel d'Astier, devait décrire la politique communiste sous Tréand et Duclos comme « *la réverbération brutale de l'ordre stalinien, de la partie entre Staline et Hitler*. Et il critiquera ces premiers moments de la période d'interdiction et de clandestinité comme '*substituant la palinodie et la virtuosité à l'explication fondamentale*'. Ici la critique avait de la valeur comme ne venant pas d'un observateur systématiquement hostile, et la notation devait rester comme thèse historique : l'interdiction du 26 septembre sauvera le Parti du débat interne sur la question nationale, mais avec cet effet que la ligne du moment, celle de la *guerre impérialiste*, allait demeurer figée à travers une longue période dans la tête des militants les plus disciplinés, jusqu'en juin 1941 en réalité, et les mettre en porte-à-faux dans des moments et des circonstances où elle était devenue inadéquate et même absurde. En tant que la doctrine de l'Internationale déterminait les discours et les attitudes quotidiennes des militants communistes de base, une phrase surtout dans la première formulation de la ligne de la *guerre impérialiste* était sans doute excessive et dangereuse : '*la bourgeoisie de tous les états en guerre a une part égale de culpabilité*'. Car tout de même il était difficile de défendre devant des camarades moins convaincus que la France et l'Angleterre, même si leurs politiques y avaient conduit, avaient voulu cette guerre, ou s'étaient données des buts de guerre aussi féroce-ment agressifs que la partie allemande ! Une phrase que les plus disciplinés, sinon les plus habiles, parmi les militants du Parti, souvent mobilisés à partir de septembre 1939, parfois isolés dans leurs unités, puis après juin 1940 pour beaucoup d'entre eux faits prisonniers et envoyés en Allemagne, allaient pourtant prendre au pied de la lettre, et ainsi s'isoler davantage qu'il n'aurait été utile et nécessaire. Quelles que soient les hésitations et les compromissions de la ligne nouvelle du Parti, et quelles que soient les convergences occasionnelles avec les forces politiques les plus inattendues, le communiste français était résolument devenu un paria promis aux foudres de la justice, et pendant tout le premier mois de la guerre, en dépit du fait que les communistes avaient tous jusqu'au dernier répondu à leur appel sous les drapeaux, la campagne anticommuniste ne fit qu'enfler dans le pays.

Les choses s'aggravèrent surtout pour les communistes français lorsque la guerre germano-polonaise entra dans sa phase finale et que le *Pacte* se fit concret de par ses effets visibles. Dans les premiers jours Staline avait commencé par ne pas l'appliquer, et il s'abstint pendant près de trois semaines d'attaquer la Pologne par l'Est comme il était prévu en soutien de l'agression allemande. On peut supposer que c'était principalement par souci de ne pas se trouver impliqué dans un conflit dont la France et l'Angleterre auraient été parties prenantes de l'autre côté. C'est pourquoi il ne se prévalut des clauses secrètes qui lui réservaient une partie du pays à agresser en commun que lorsqu'il fut bien clair d'une part que la France et l'Angleterre restaient de facto neutres, et que d'autre part - mais c'en était la conséquence - la Pologne était sans aucun doute possible condamnée. Au lieu de s'en tenir au plan entendu avec Hitler, qui prévoyait une attaque simultanée par l'Est aussi bien que par l'Ouest, Staline attendra pour venir constituer son glacis défensif face à la Wehrmacht d'être certain du succès allemand et de la non-intervention des franco-anglais, à laquelle, ne mesurant pas le manque d'envie d'en découdre des *démocraties*, il s'était d'abord un peu attendu puisqu'elle était prévue par les traités. Ne voyant aucune offensive terrestre se produire sur le Rhin, ni aucune gesticulation navale en Baltique ou en Mer du Nord, Staline avait dû se dire qu'il avait bien fait de ne pas compter sur une alliance défensive avec des gouvernements de cet acabit, mais tant de coupable passivité lui rendait en l'occurrence service, et c'est tout-à-fait rassuré de ne pas voir arriver la flotte anglaise à l'assaut de Léninegrad qu'il fit le 17 septembre faire mouvement à l'Armée rouge. Celle-ci entama alors dix jours d'une rapide progression en territoire polonais, à la rencontre des Allemands, mais pratiquement sans opposition de la part d'une armée polonaise qui était à cette date défaite. Puis le 28 septembre 1939 Varsovie était tombée et l'URSS avait formalisé son acquisition en signant avec l'Allemagne un traité '*de délimitation et d'amitié*' qui entérinait la nouvelle situation géostratégique. Atteignant approximativement l'ancienne *ligne Curzon*, elle récupérait les régions de l'ex-Pologne qui faisaient partie de l'empire des tsars à la veille de la révolution de 1917 et qui étaient majoritairement peuplées d'Ukrainiens et de Biélo-russiens.

Les historiens bourgeois aiment faire croire à la fable d'une invasion concertée et conjointe de la Pologne par Staline et Hitler : mais l'histoire militaire, impitoyable dans son chiffrage pour les falsificateurs, retient qu'il y eut dans l'ensemble de l'affaire polonaise 737 tués russes contre 16 000 Allemands et 66 000 Polonais. La grande Histoire doit donc retenir que les deux puissances les plus anticommunistes du continent – l'Allemagne et la Pologne – s'étaient battues entre elles, épargnant à l'armée communiste la peine de *tirer les marrons du feu*. Et à la fin Staline avait pris un gage territorial qui ne lui avait rien coûté, et qu'il n'aurait peut-être jamais osé prendre s'il ne lui avait pas été offert



sur un plat d'argent par ses ennemis géographiques, naturels et ataviques. Le 8 octobre, Béria allait signer la directive sur le contrôle des prisonniers de guerre servant de cadre réglementaire au fonctionnement du camp de Kozielsk, ouvert pour accueillir les officiers et policiers polonais faits prisonniers dans les territoires conquis par l'URSS, ou livrés par Hitler sur la base de leur origine géographique d'avant-guerre. Staline, chez qui la méfiance l'emporte toujours, les considère comme pro-fascistes et anti-soviétiques dans leur grande majorité et comme non utilisables dans un combat à venir contre l'Allemagne, et même éventuellement dangereux, et il les fera exécuter à l'approche de l'invasion nazie au mois de mars 1940.

Très vite après cela Staline et Hitler organisèrent leur coexistence précairement pacifique en Europe centrale par une nouvelle série d'accords qui attribuèrent aussi la Lituanie à l'URSS. Au total, l'Union soviétique s'accroissait de dix millions d'habitants que sa propagande décrivit comme '*libérés du joug capitaliste*', et qui ne perdaient certes rien à ne pas être tout de suite placés sous le joug nazi, comme il allait arriver un an plus tard. Mais leur sort était en réalité un enjeu que tous considéraient comme secondaire. C'était la guerre à venir qui se préparait dans les résultats de ce prélude, et seul importait l'espace et les positions stratégiquement significatives pris en gage par les uns et par les autres. La campagne de France, puis pour contre-épreuve l'échec de la Wehrmacht devant Moscou montreraient l'importance de la profondeur stratégique dans la guerre mécanisée. Pour compléter ses préparatifs de défense contre l'assaut allemand qu'il savait inévitable, Staline conclut le 30 septembre un pacte d'assistance mutuelle avec l'Estonie, qui lui accorda des droits de présence militaire. C'est dans le même esprit que Staline allait s'assurer d'une bande côtière aux abords de Léninegrad au détriment de la Finlande. Il tentera d'abord une approche pacifique avec le gouvernement finlandais, proposant un échange de territoires, mais se heurtera à un mur : les Finlandais avaient choisi l'alliance allemande, ce qui conduira à la guerre soviéto-finlandaise, dite '*guerre d'hiver*' deux mois plus tard.

Au total, la Wehrmacht et l'Armée rouge n'opéreraient jamais de façon concertée contre un même ennemi : elles s'étaient surtout assurées les positions les plus fortes possibles l'une contre l'autre en vue d'un affrontement que chacun savait inévitable mais que Staline au moins comptait retarder le plus possible. A la fin de l'automne 1939 le '*pacte*' germano-soviétique avait porté ses fruits, et ayant cessé d'être utile il était mourant presque aussitôt que venu au monde. Il est exact que Staline allait en faire aussi longtemps que possible faire durer la fiction pour faire durer la paix, et le caractère hypocrite de cette entente germano-soviétique n'empêchait pas que s'élèvent des clameurs qui parlaient d' '*alliance germano-soviétique*' et qui ne se tairaient jamais plus. Il ne changeait rien aux conséquences qu'elle avait en politique intérieure française : avec l'approbation de l'entrée des troupes soviétiques en

Pologne par le parti communiste, la coupe était pleine pour le ministre de l'Intérieur Sérol – un socialiste - qui rendit illégale toute activité communiste.

C'est en vertu du *Décret Sérol* du 26 septembre 1939, *interdisant la propagation des mots d'ordres émanant de la Troisième Internationale* que seront bientôt arrêtés les députés communistes. Le 9 avril 1940, à l'approche de la guerre chaude, et pour satisfaire aux demandes du général Héring, gouverneur militaire de Paris, **Sérol**, désormais Ministre de la justice, aggrava la législation avec un nouveau décret prévoyant la peine de mort pour toute activité communiste, y compris la simple propagande, qui relevait désormais de la *'trahison en temps de guerre'* : c'était désormais la peine de mort pour un simple tract ou un graffiti. De ces deux textes, Vichy devait faire un large usage contre la résistance intérieure, qui était très majoritairement communiste.

Dès le surlendemain de la mise hors-la-loi du Parti, l'Internationale réagissait à cette déclaration de guerre civile – une guerre véritable celle-là – par une proclamation qui était à la fois un défi et une proposition stratégique : *'La lutte contre le fascisme joue désormais un rôle secondaire [...] La question principale, c'est la lutte contre le capitalisme [...] L'unité d'action du prolétariat et des masses travailleuses n'est plus possible que sur la base de la mobilisation indépendante des masses par le parti communiste. Le plus important aujourd'hui, c'est de rester des bolcheviks, ne pas reculer devant la persécution, tenir haut le drapeau de l'internationalisme prolétarien, savoir nager à contre-courant, se regrouper le plus vite possible sur la base du travail illégal, organiser la diffusion des tracts, déclarer ouvertement que le parti est contre la guerre impérialiste.'* Le parti communiste plongeait dans la clandestinité : et c'est de cette date, ni juin 40 ni août 41, mais 28 septembre 1939, que date son entrée en *Résistance*, même s'il est clair que la définition des objectifs allait grandement varier avec les circonstances à venir. L'essentiel était que la défiance envers un pouvoir malveillant et les réflexes de la vie dans l'illégalité allaient peu à peu s'imposer, avec un renforcement de la centralisation et du contrôle de toute chose par le sommet. Le Parti communiste devenait plus que jamais une armée politique. Afin d'avoir un meilleur contrôle sur la direction française, le Komintern ordonna à Duclos, Tréand et Dutilleul de quitter Paris et de se replier à Bruxelles. Seuls de la Direction Frachon et Dallidet demeuraient à Paris pour répercuter les consignes sur le terrain. Thorez, quant à lui, avait répondu à son appel sous les drapeaux et se trouvait dans l'impossibilité de circuler, mais il était en principe protégé de la police par son statut militaire. D'autres n'avaient pas cette chance. Ainsi Odile Arrighi, qui sera la première recruteuse pour l'*Organisation spéciale* à l'été 1941, et qui mettra Gilbert Brustlein en contact avec Pierre Georges en vue de l'attentat de Barbès, arrêtée le 13 avril 1940 par la police de Paul Reynaud pour activité communiste. Paradoxalement elle allait, à l'instar de

quelques autres cadres communistes arrêtés pendant la '*drôle de guerre*', être libérée de prison par l'arrivée des Allemands à Paris le 16 juin 1940, bénéficiant de la courte lune de miel qui eut alors lieu entre Otto Abetz revenu en vainqueur à Paris et un parti communiste en transition de la guerre civile à la guerre étrangère que le rusé hiérarque nazi avait imaginé d'utiliser pour mieux mettre Pétain à sa botte. Comme si cela avait été nécessaire.

Par la suite, les deux guerres faites au parti communiste allaient confluer, comme il était de nature pour le fascisme français désormais marié au fascisme allemand. Le volet policier de la prétendue *collaboration* serait peut-être le plus réel de tous, et de nombreux FTP seraient arrêtés par la police municipale, puis par les sections spécialement créées pour combattre le communisme et le terrorisme, qui étaient pour l'essentiel la même chose, puis remis aux Allemands pour être fusillés ou déportés. Ainsi, parmi beaucoup d'autres, Pierre Daix, arrêté le 7 janvier 1942, sur la base des textes républicains, sans que son implication dans les débuts de la lutte armée ait été détectée, puis déporté à Mauthausen. Cet exemple mis ici en exergue sans qu'il ait rien d'exceptionnel, simplement pour signaler comme la république, en dépit de quelques taquineries et de quelques malentendus occasionnels, avait bien travaillé pour Vichy et Vichy pour l'Allemagne.

Parler d'une *armée politique* pour le parti communiste de septembre 1939 signifie que le Parti demeurait un outil d'action politique : politique et non militaire. L'action militaire devait toujours à ses yeux demeurer secondaire et subordonnée aux considérations de propagande et d'extension de l'influence politique sur les masses. Signe probant de la chose : dans le même temps où il décrétait la plongée dans la clandestinité, la direction parisienne du parti communiste coupait les contacts avec la MOI, composée de militants communistes repliés des pays conquis par le fascisme, les futurs héros sacrificiels de la lutte armée de 42-43, jugée trop belliciste et donc les plus suspects d'avoir des réticences par rapport à la ligne attentiste du moment.

La persécution déclenchée par Daladier et Sérol fut l'occasion pour la Direction de mettre au point une pratique qui allait beaucoup servir pendant les années de persécution et de clandestinité : dénoncer bruyamment les mesures répressives dont il fait l'objet pour rallier ses sympathisants autour de lui, et même si possible des fractions de la population qui n'approuvaient pas sa politique. Dans les débuts de la lutte armée, cette tactique le conduira à nier son implication dans les premiers attentats anti-allemands dont il devait tirer tant de gloire par la suite, *au niveau politique*. En septembre 1939 la guerre civile n'était encore que verbale et il ne s'agissait que de hausser le ton de la protestation et des invectives. On comprend que, pour l'efficacité de la propagande, les cibles des invectives n'étaient pas choisies tant en raison de leur comportement que de leur notoriété : et à ce titre le pauvre Léon Blum,

déjà tête de Turc favorite de la presse fasciste et antisémite se retrouva à nouveau en première ligne. Ainsi, même si au sein du parti socialiste il n'avait pas été le plus fervent partisan des mesures anti-communistes, et si le 27 septembre 1939 il avait désapprouvé dans son journal *Le Populaire* le principe d'une répression générale pour délit d'opinion, il sera définitivement marqué au fer rouge comme *Blum-la-guerre*, agent de l'Angleterre, des trusts et des 200 familles, l'homme de la *pause* et de la *non-intervention*, le véritable instigateur de la fracture du monde ouvrier et populaire en 1920 à Tours, et depuis le meilleur défenseur des privilèges des plus riches : une *hyène* qui a pris la tête de la *meute lancée aux troussees du parti communiste*. Depuis Moscou, Marty l'interpella : « Vous, Blum, *politicaillon de couloirs parlementaires, intime des plus grands financiers cosmopolites, décorés pour leurs pillages ou pour leurs vols...* » Et Aragon chanta : « *Feu sur Léon Blum, feu sur les ours savants de la social-démocratie* ». La verve des attaques vaut d'être notée, mais aussi leur teneur, qui signale comme la doctrine de l'Internationale était désormais bien fixée dans la mentalité des militants : lutter contre la guerre impérialiste, dont la responsable principale était l'Angleterre, bras armé du capitalisme international.

Au niveau de la petite politique, qui ne perdit jamais ses droits pendant la guerre, et certainement pas à l'intérieur du parti communiste français, un bénéfice inattendu résulta pour le Parti de son interdiction et du muselage de sa presse, puisque la transition acrobatique sur la ligne exclusivement pacifiste imposée par Staline à l'exclusion des considérations antifascistes put se faire sans discussion ni fanfare. Pendant le mois d'octobre 1939, l'ensemble du Parti français se rallia progressivement et péniblement à la ligne dite de la '*guerre impérialiste*' : ce qui représentait un tournant important après la surenchère belliciste de la ligne antifasciste qui s'était prolongée jusqu'au vote des crédits de guerre le 2 septembre 1939, puisque désormais le Parti communiste se livrait à une surenchère pacifiste qui, en l'absence de perspective révolutionnaire, n'avait aucun caractère de '*pacifisme révolutionnaire*' au sens de Lénine, mais visait seulement à geler en l'état des relations internationales qui étaient les moins défavorables possibles à la survie de l'Union soviétique. Ce processus se fit sans débat interne, par élimination des récalcitrants, généralement mus par des considérations d'intérêt national français pensées dans un cadre étroit, non internationaliste.

Une déchirure souterraine, des départs silencieux se produisirent. Tantôt par rejet de la nouvelle ligne de fait, perçue comme incompatible à la fois avec les principes patriotiques, antifascistes, et authentiquement pacifistes, et tantôt peut-être aussi par appréhension des conséquences qu'allait entraîner dans un avenir proche l'étiquette communiste, de nombreux militants de base s'éloignèrent à des degrés divers de l'action.

D'autres militants étaient d'une discipline plus absolue. Une discipline de croyant. Dans ses confidences d'après-guerre, Daniel Georges dira n'avoir pour sa part jamais douté de la justesse de la ligne stalinienne. Mais cette fermeté – ou cette foi du charbonnier - n'était pas générale. Quelques députés démissionnèrent immédiatement, et, parmi les notables, Jean-Marie Clamamus, ainsi, avec quelque retard, qu'Albert Vassart et Vital Gayman, ancien adjoint de Marty à Albacete. Plus tard Paul Nizan démissionnera lui aussi, tandis que Gabriel Péri se mettra en retrait.

Certains seulement des lâcheurs et des déçus rejoignirent des organisations anticommunistes vouées à tremper ensuite dans la collaboration, mais le Parti dénoncera très libéralement ses démissionnaires comme des renégats et éventuellement comme des espions policiers. Seules quelques notabilités comme Marcel Cachin ou Gabriel Péri, qui seront sur des positions voisines par rapport à la ligne de la guerre impérialiste seront seulement écartés des affaires. Cachin sera le vieillard indigne du Parti pendant cette guerre, contournant ou tardant à approuver les injonctions les plus problématiques de Moscou, comme plus tard la politique des attentats. En décembre 39, il fut rappelé à Moscou parce que sa position sur l'affaire finnoise avait été jugée '*peu claire*' par le secrétariat de l'Internationale, mais refusa d'obtempérer. Il semble que cette indiscipline ait embarrassé la Direction parisienne de Tréand et Duclos qui n'osa pas le sanctionner ni le critiquer ouvertement, et qui se trouva mis en porte-à-faux par rapport à Moscou, comme en témoigne le fait que ce refus ne fut communiqué au Komintern que plus d'un mois plus tard, le 7 février 1940. Son indépendance d'esprit ne lui valut pas l'indulgence de la police, et en dépit de sa réserve par rapport à la ligne de la *guerre impérialiste*, Cachin finira par se voir déchu de son mandat de sénateur le 29 février 1940, après les députés communistes le 21. Par la suite, il refusera aussi de suivre les consignes relatives à sa propre sécurité, et par chance seulement échappera aux tentatives les plus assassines des collaborateurs. En septembre 1941, début des attentats et des fusillades d'otages, qu'il avait déplorés, il fera l'objet d'un enlèvement organisé par Boemelburg avec l'aide de Gitton et d'un chantage exigeant de lui une condamnation des actions de l'*Organisation spéciale*, puis d'une *mise à l'abri*, qui était aussi une prise de contrôle, par un groupe d'action du Parti.

Certains voulurent quitter le Parti sans quitter le communisme pour entrer dans l'anti-communisme : mais cette voie s'avéra impraticable. Peu après l'interdiction du Parti, une vingtaine de communistes dissidents publièrent un manifeste demandant aux travailleurs français de « *se dresser aux côtés des nations qui mènent le nécessaire combat contre l'hitlérisme* », et certains rejoignirent le parti socialiste – comme si le parti socialiste avait eu la moindre capacité de se dresser contre les ambiguïtés et le pro-nazisme de fait des gouvernements conduits par Daladier et Reynaud. D'autres lancèrent l' '*Union*

*Populaire Française*, organisation éphémère du *communisme national* qui disparaîtra avec la débâcle de juin 1940, et qui ne faisait que maintenir la ligne antifasciste traditionnelle. Au total, les communistes dissidents ne montreront aucune capacité de formuler une alternative communiste à la ligne du PCF, ce qui semble démontrer - comme le défend Jean-Yves Boursier (*'La politique du PCF, 1939-1945, Le Parti Communiste Français et la question nationale', L'Harmattan, 1992*) - qu'il n'y avait pas d'autre forme possible de la politique communiste que la forme stalinienne historiquement attestée. Au terme du processus de réaffirmation de la ligne sans débat, les cadres restés dociles à la ligne stalinienne restèrent seuls et isolés de la base face à un état répressif.

Pour Sérol, ses mandataires et ses sbires, un problème constitutionnel se posait, qui était celui des députés communistes, en principe protégés par leur immunité de parlementaires et d'élus du peuple. Mais aucun problème de droit ne représente un obstacle définitif pour une classe dominante habituée à écrire et dire un droit formel avec superbe, rigueur et précision dans les matières indifférentes, mais, dès qu'il s'agissait de ses intérêts à agir au besoin par les moyens les plus sordides : et avec l'appui de la lie de la société dans les cas vraiment importants. Aussi, protégés ou non par le droit, les parlementaires communistes, qu'ils aient ou non cru à la légalité républicaine, devaient bientôt finir dans les geôles de la république. Les y mettre fut facile, car au lieu d'aller se cacher, comme il aurait été raisonnable et prudent, ils continuèrent dans un premier temps à siéger, ce qui donna lieu à quelques échanges d'arguments animés et quelques postures courageuses : les dernières. Le parti communiste étant interdit, un groupe parlementaire communiste était devenu impossible lui aussi, et à la fin la fiction transparente d'un nouveau groupe dit *'ouvrier et paysan'*, avec à sa tête le métallo combatif Arthur Ramette, député de Douai et le publiciste et journaliste du Parti Florimond Bonte, ne protégea pas ses membres de l'arrestation collective le 7 octobre 1939, quasi coup d'État de Daladier contre les derniers vestiges de la légalité républicaine. Le 25 du même mois, dans un texte à l'intention du Parti américain, Dimitrov conclura : « *La France n'est plus un pays démocratique. Daladier est un aventurier ordinaire du genre de Napoléon III, mais en pire.* » Les ponts étaient définitivement rompus. Le parti communiste était seul.

## 4. Premier bilan

Le premier octobre 1939, après un mois de guerre sans guerre, et alors que la France se divise sur la question de la paix ou de la non-paix, Churchill, qui n'est encore que *Premier Lord de l'Amirauté*, rend compte des opérations navales à la Chambre des Communes. Il fait sans en avoir le titre un discours de Premier ministre où il tire les leçons du premier mois de guerre, et son ton tranchant et belliqueux, tant au parlement qu'à la radio, suscite l'admiration des uns et la méfiance des autres, car il va jusqu'à se féliciter des mesures prises par Staline en réponse à l'invasion nazie de la Pologne, sans en exclure l'occupation militaire de l'Est du pays : « *Three important things have happened. First, Poland has been again overrun by two of the great powers which held her in bondage for a hundred and fifty years but were unable to quench the spirit of the Polish nation. The heroic defense of Warsaw shows that the soul of Poland is indestructible and that she will rise again like a rock which may for a spell be submerged by a tidal wave but which remains a rock. What is the second event of this month ? It is, of course, the assertion of the power of Russia. Russia has pursued a cold policy of self-interest. We could have wished that the Russian armies could be standing on their present line as a friend and allied of Poland instead of as invader. But that the Russian army should stand on this line was clearly necessary for the safety of Russia against the nazi menace. At any rate, the line is there and an eastern front created that nazi Germany dare not assail. [...]* »

N'excluant par réalisme et souci de politique efficace aucun moyen ni aucune alliance, sauf avec Hitler, et sans aller jusqu'à prêter crédit à la description politiquement conforme des événements présentée par la propagande soviétique, mais ne pensant qu'aux intérêts bien compris de l'Angleterre, Winston Churchill n'est pas loin dans son discours de justifier la brutalité internationale de Staline. Il en juge au moins les résultats plutôt rassurants. Un réaliste – ou faut-il dire un cynique ? - venait d'en reconnaître un autre.

Allant au-delà de son strict domaine de responsabilité, Churchill cherche à se donner une stature d'homme d'état, et donc d'alternative à Chamberlain, aux yeux des milieux influents les plus vastes. Chamberlain dont la popularité s'effondre et que les milieux conservateurs songent à remplacer, hésitant seulement sur le successeur. Halifax est jugé trop terne, Churchill trop vieux et trop imprévisible. Mais les discours radiodiffusés de ce dernier impressionnent favorablement le public. Churchill a une partie politique difficile à jouer. Sa stratégie consiste à afficher un loyalisme absolu vis à vis de son chef, ce qui correspond par ailleurs à sa structure de personnalité. Le refus de nuire à

Chamberlain, qui ne s'accompagne pas d'une retenue réciproque de la part de ce dernier et de ses partisans, distancie Churchill de ses soutiens les plus fervents, mais rend plus difficiles les attaques et les coups bas de ses adversaires et concurrents munichoïses et pro-fascistes. Cette stratégie délicate à mener mais intelligente finira par le placer au centre de la société politique britannique, où l'hostilité au communisme et à l'Union soviétique devient de plus en plus subsidiaire par rapport à la peur du nazisme. Significatif du sens dans lequel vont les vœux des Anglais, le bruit court dans la presse d'une possible révolution communiste en Allemagne, que même certains milieux conservateurs ne considéreraient pas d'un mauvais œil. L'opinion britannique est donc dès ce moment en claire divergence par rapport aux milieux dirigeants français, de plus en plus pro-nazis et défaitistes, alors que la haute société anglaise, initialement germanophile, le devenait de moins en moins.

Les mêmes divisions se font jour en Angleterre et en France entre ceux qui refusent le fascisme et ceux qui refusent de se battre contre lui. En France elle ira jusqu'à la guerre civile avec l'occupation allemande et la collaboration. En Angleterre, la confrontation entre le groupe de Chamberlain et celui de Winston Churchill est aussi abrupte, mais elle se résoudra politiquement, sans effusion de sang. Autre différence : elle se terminera outre-Manche par la victoire du camp résolu à la lutte.

Le clan Churchillien est minoritaire à droite mais il est appuyé par la gauche. Le groupe apaiseur de Chamberlain s'appuie sur le groupe franchement pro-nazi de Horace Wilson, le chef de l'administration, et de Neville Henderson, l'ambassadeur à Berlin, qui tiennent des positions clefs. Le conflit se résoudra en deux étapes en faveur des patriotes. La première de ces étapes a été franchie en septembre avec l'entrée de Churchill au cabinet de guerre. Dans un second temps, le 8 mai 1940, il deviendra premier Ministre. L'Angleterre échappera à la démoralisation avant même la défaite qui frappera la France et cela tiendra beaucoup à son comportement personnel de Churchill, et en particulier à l'utilisation qu'il fera du levier que les apaiseurs lui avaient confié : la *Royal Navy*. Certes, les gouvernants britanniques unanimes – et Churchill lui-même – étaient bien décidés à ne pas s'engager massivement dans une guerre terrestre en Europe comme ils l'avaient fait dans la guerre précédente. Mais ils feront la guerre sur mer et dans les airs : et profitant de sa position Churchill la fera dès l'automne de 1939 alors qu'elle restera purement platonique de l'autre côté de la Manche.

Une des dernières initiatives du communisme parlementaire consista, le jour même du discours de guerre de Churchill, le 1<sup>er</sup> octobre, à appuyer la proposition de paix hitlérienne qui fit suite à la fin de la campagne de Pologne. En effet, la Pologne étant vaincue et son partage étant effectué, la guerre connaissait une pause. Les canons se turent et un temps diplomatique s'annonça. C'est le 19 septembre que, prenant un peu d'avance Hitler avait dénoncé dans son *discours de Dantzig* le 'mensonge des



*hommes d'État anglais selon lequel l'Allemagne voulait étendre sa domination jusqu'à l'Oural*' et nié avoir des intentions hostiles envers la France ou l'Angleterre : conformément à l'habitude, ces propos ne décrivaient pas la vérité de ses projets ultimes, mais ils avaient une valeur opératoire immédiate en tant qu'annonce d'une prochaine *offensive de paix* de sa part. Une des raisons de la chose était que la Wehrmacht n'était pas sortie indemne de l'affaire polonaise et qu'elle avait besoin de souffler. En réalité, loin de projeter un retour durable à la paix, Hitler avait dès le 27 septembre annoncé à ses généraux l'attaque de la France pour un peu plus tard dans l'automne, mais conformément à ses habitudes de ruse il avait voulu en dissimuler la préparation par une manoeuvre de nature à endormir et à amollir l'ennemi.

L'affaire polonaise étant tristement close, le moment ressemblait en France à un lendemain de cuite : et l'on regrettait déjà de s'être laissé entraîner, en déclarant la guerre à l'Allemagne, dans une aventure absurde et sans issue. Cette évolution mentale peut se suivre à la trace dans les biographies des membres des cercles dirigeants qui auront un rôle déterminant – catastrophiquement déterminant – dans la débâcle de juin 1940, telles qu'on en trouve des bribes dans les travaux d'historiens comme Duroselle et plus près de nous Lacroix-Riz, ou bien encore dans le témoignage direct d'Emmanuel Berl. C'est, par exemple, le 2 octobre 1939 que le colonel de Villelume, bientôt le principal conseiller militaire de Paul Reynaud, fait la connaissance d'Hélène de Portes, sa maîtresse, morte en juin 1940 en allant rejoindre ses bijoux en Espagne, et dont de Gaulle fera l'épitaphe par ces mots : « *Elle en enfin crevée, cette chienne !* » Intelligente et extrêmement réactionnaire, amie intime de Madame Bonnet et Madame Abetz, Hélène de Portes avait beaucoup d'influence sur son amant, et c'est elle qui recommandera Villelume à Paul Reynaud devenu président du Conseil, lequel le chargera des rapports entre Gamelin et de Margerie, nommé directeur de son cabinet au Quai d'Orsay après le 22 mars 1940. Dès les premiers moments de l'invasion allemande, Villelume avait gagné la réputation de vouloir conclure la paix avec Hitler et il formera avec Leca et Devaux, qui, à les en croire, n'auraient que tardivement perçu son pacifisme, l'équipe rapprochée des conseillers qui préparèrent la trahison de Reynaud au profit de Pétain, et son exfiltration vers les Etats-Unis avec le titre d'ambassadeur et un gros paquet d'argent public. Comme on le voit, madame de Portes ne s'était pas trompée sur le personnage : elle l'avait même compris avec quelques mois d'avance. Il était l'homme de la réconciliation franco-allemande par dessus la guerre, la trahison, la défaite et la soumission. Ceux-là auraient pu reprendre la remarque du Lord anglais qui avait énervé Stafford Cripps : « *il faut qu'Hitler comprenne que nous sommes ses amis !* »

Or, au contraire, alors que les dirigeants français songeaient en termes de réconciliation et de paix blanche avec l'Allemagne, l'Angleterre s'affermissait dans sa posture hostile au nazisme, en partie du fait de l'activisme churchillien. En Angleterre, la grande explication entre bellicistes et pacifistes était encore à venir : elle aurait lieu en mai 1940, mais sur fond d'une guerre effectivement menée depuis plusieurs mois. Ceci créait un fossé entre les diplomaties française et britannique qui se verrait dans l'élaboration hésitante et confuse des projets d'expédition norvégienne à partir du mois de janvier 1940, les Français en faisant un projet de main tendue aux Finlandais tournée contre l'URSS, et les Anglais l'occasion, qu'ils saisirent, d'anéantir en partie la flotte de guerre allemande.

Certes, au-delà du croque-mort Chamberlain, une partie de la société politique conservatrice exprimait des réserves à l'encontre d'une politique trop agressive, estimant que le communisme était un plus grand danger que l'Allemagne, avec laquelle il ne fallait pas compromettre toute possibilité d'alliance. Cela arrangerait tellement de choses si seulement l'Allemagne changeait de gouvernement ! Et en attendant, pourquoi ne pas faire comme la France, qui ne faisait absolument rien ?

Tout dépendait de comment réagiraient Chamberlain, et surtout son chef de cabinet philo-nazi, Horace Wilson. On sait bien de quel côté ils avaient toujours incliné, mais les premières pertes subies nourrissaient dans l'opinion la rage de se battre et de vaincre. Signe des temps, le 12 octobre 1939, après la défaite polonaise, Chamberlain, le Chamberlain de Munich, avait rejeté les offres de paix de Hitler. Cela allait de soi puisque même le français Daladier avait montré l'exemple deux jours plus tôt. Il faut croire que la trahison de tous les principes démocratiques hautement proclamés aurait été trop flagrante : mais il s'y ajoutait aux yeux de Chamberlain l'atmosphère qu'il sentait se former autour de lui. On peut dire qu'il appliquait le principe: '*je suis leur chef, donc je les suis*', souvent respecté pour le pire en démocratie, et exceptionnellement dans ce cas pour le meilleur. Le lendemain, 13 octobre, au cours d'un repas intime auquel le couple Churchill avait conviés Neville et Madame Chamberlain, Churchill reçoit à trois reprises des notes lui annonçant la destruction à chaque fois d'un nouveau sous-marin allemand. Pour le grand apaiseur, ces notes, et le sens dans lequel les choses allaient irrésistiblement, en partie du fait de l'activisme du *Premier Lord* devaient être plus difficiles à digérer que la cuisine de Clémentine Churchill.

Les Allemands évidemment se vengent. L'amirauté avait pris des mesures contre la menace nouvelle que représentent les mines de fond à déclenchement magnétique, mais le 14 octobre 1939, un sous-marin allemand coule le cuirassé **Royal Oak** à son mouillage de Scapa Flow. Certains dans les milieux conservateurs regrettent ouvertement que la Navy, obéissant aux directives de Winston Churchill, se soit montrée trop agressive dans la chasse aux sous-marins allemands. Chamberlain encaisse : pour la

suite, en principe, c'est lui qui décidait, mais de tels événements étaient de ceux qui déterminent une politique. Les Français ne s'en sont peut-être pas rendus compte sur le moment, mais du côté de l'Angleterre, qui, comme le disait Churchill, était un animal marin, la guerre était enclenchée. Du côté anglais, il n'y a pas eu de '*Drôle de guerre*'. Cela signifie qu'il n'y aura pas non plus de capitulation honteuse. Alors qu'en Angleterre la déclaration de guerre s'est accompagnée de la montée de Churchill au pouvoir, en France les Munichois ont gardé la haute main sur les affaires et accentué l'ostracisme des milieux antifascistes. Cette guerre à l'ouest que l'Angleterre s'était mise à faire aussitôt que déclarée, l'Allemagne voulut toujours y mettre fin. Hitler ne renoncerait jamais à trouver un arrangement, tant avec les Britanniques qu'ensuite avec les Américains, le projet devenant peu à peu, depuis l'attaque de l'Union soviétique, celui du célèbre '*retournement des fronts*', qui finit d'ailleurs par se réaliser sous le nom de '*guerre froide*'. Hitler allait toujours rester diplomatiquement très actif dans ce sens : mais en vain, la condition mise par les alliés atlantiques étant sa propre disparition. Il avait pourtant, en ces temps précoces de l'été 1940, de grands espoirs du côté des élites britanniques - à commencer par le souverain déchu Edouard VIII - qui étaient dans l'ensemble si compréhensives à son égard, même si l'on trouvait qu'il *exagérait avec les Juifs*, et qui se livraient à des attaques frénétiques contre le *Premier Lord de l'Amirauté* : un type anormal, et qui, se saisissant du levier que représentait le peuple anglais, allait dévier presque à lui seul le cours de l'Histoire.

Les événements militaires n'étaient sans doute pas pour rien dans l'échec des manœuvres séductrices du *Führer*. L'entrée en guerre effective, c'est ce qu'avait compris Churchill, ne peut se faire que *contre* les tendances instinctives - et fort saines - des populations. Il y eut donc seulement de la guerre sur mer, mais discrète, et cela ne concerna que l'Angleterre. La guerre doit résulter d'un engrenage d'incidents et de mauvais coups subis et infligés qui font monter la haine de part et d'autre. C'est pourquoi Churchill allait accueillir comme utiles les pertes subies à Scapa Flow de ses unités de surface dès le mois d'octobre, et encore davantage bien sûr celles infligées aux sous-marins allemands dans la Mer du Nord.

Certes, la '*bore war*' avait provoqué une crise morale en Angleterre. En l'absence d'une mobilisation réelle du pays en vue de la guerre, le chômage persistait. La population ressentait durement la hausse des prix et la pénurie de charbon et de produits alimentaires, la gêne du couvre-feu et des réquisitions, le déchirement des évacuations forcées. Ceci d'autant que les classes fortunées ne changeaient rien à leur train de vie. Les animaux domestiques, que les évacués ne pouvaient emmener avec eux, avaient été les premières victimes inutilement sacrifiées de la guerre. Dans beaucoup de cas, la censure était ressentie comme particulièrement absurde : ainsi lorsqu'elle interdisait la divulgation du contenu d'un

tract lancé sur l'Allemagne sous prétexte qu'il s'agissait d' *'information susceptible d'être utilisée par l'ennemi'*. Des enquêtes révèlent que vingt pour cent de la population écoutait régulièrement le propagandiste félon **William Joyce**, alias **Lord Haw-Haw** sur les ondes de **radio-Stuttgart**. Le défaitisme et le pacifisme s'exprimaient ouvertement dans les milieux les plus influents. Le **duc de Westminster** déclara un jour à Winston Churchill qu'à son avis *'la guerre est un complot judéo-maçonnique visant à détruire la civilisation chrétienne'*. Lord Beaverbrook envisageait de lancer une campagne pacifiste dans ses journaux. Le bruit courut que le roi lui-même, influencé par l'ambassadeur américain **Joseph Kennedy**, pensait que l'Angleterre ne pouvait pas gagner la guerre et devrait traiter avec l'Allemagne pendant qu'il en était encore temps. A gauche, un groupe de députés travaillistes demanda une conférence internationale et un armistice négocié, tandis que **George Bernard Shaw** exigeait dans le **New Statesman** que l'on en finît avec cette guerre ruineuse. On apprendra que c'est le Foreign Office qui l'avait encouragé à prendre cette position publiquement, tandis que le Ministère de l'information dissuadait les journaux et la BBC de rendre compte des atrocités commises par les nazis contre les Juifs et les opposants. *'There is a smell of peace in the air'*, avait résumé **Harold Macmillan** dans son journal. Mais en Angleterre, le raidissement antinazi était définitif, même si devant le cabinet Chamberlain ne se déclara pas définitivement hostile au principe d'un compromis. Publiquement, Daladier rejettera les offres allemandes le 10 octobre, suivi le 12 par Chamberlain, mais le thème des *'mains libres à l'Est'*, jusque là un épouvantail en France, sera repris au bond dans la classe politique française et l'expression régulièrement réutilisée par la suite. Au moment même où l'on jetait les communistes en prison, Hitler en France restait un homme à qui l'on pouvait parler.

A l'annonce du pacte Ribbentrop-Molotov, Chamberlain, s'était senti floué par Hitler et en avait conçu une haine définitive à son égard. Ce simple fait de psychologie individuelle avait amorcé un processus de réunification nationale en Grande-Bretagne, la majorité Conservatrice venant sur les positions du clan churchillien que les travaillistes partageaient. Cela ne donnait pas au Premier ministre la capacité politique, le caractère, la vision, qui l'auraient haussé à la hauteur des paroles et des décisions nécessaires. Chamberlain était définitivement discrédité, ridiculisé par Hitler : mais la déloyauté d'Hitler impliquait une réaction collective des Anglais qui rendrait un compromis jour après jour plus difficile et improbable. Tout en entretenant des contacts discrets avec Hitler, l'Angleterre à partir de l'affaire polonaise se mit à considérer la menace allemande comme prioritaire en Baltique. Certes, en Angleterre comme en France le défaitisme et le pacifisme s'exprimaient ouvertement dans les milieux les plus influents, mais lorsque, répondant deux jours plus tard au discours de Churchill du 1er octobre, **Lloyd George** en avait pris le contre-pied, intervenant à la Chambre des Communes pour réclamer des

négociations de paix avec Hitler, il s'était alors heurté à des manifestations de réprobation dont l'équivalent ne se vit pas en France, et même pas, après la correction de ligne de l'Internationale, du côté des communistes. C'était une volte-face que ne firent jamais ni la diplomatie ni les élites françaises, pour qui, en dépit de la déclaration de guerre à Hitler, Staline demeurait le principal croquemitaine en Europe.

Au discours de Lloyd George, et passant sur le fait qu'il avait été diversement reçu, Hitler avait répondu favorablement le 6 dans un discours au Reichstag et il avait offert un compromis à la France et à l'Angleterre : la paix à l'Ouest en échange des mains libres à l'Est pour l'Allemagne. A l'Angleterre, il offrait aussi la préservation de ses colonies africaines. Rien de tel pour la France, car Hitler cultivait un art de semer la zizanie chez l'ennemi que l'on retrouverait dans la négociation de Rethondes à propos de la flotte. Pour les *mains libres à l'Est*, Hitler savait forcément que c'était presque autant une offre de service qu'il faisait à ses adversaires, plutôt qu'une revendication qu'il leur opposait, tant il connaissait l'anti-bolchévisme des franco-anglais, qui ne le cédait en rien au sien. En revanche, la revendication coloniale était un gros morceau à avaler pour la partie française, sans parler de la difficulté, au niveau de la *face*, de passer si vite la Pologne par pertes et profits. La proposition de paix hitlérienne était donc vouée à l'échec.

On s'étonne, devant la revendication des '*mains libres à l'Est*', de l'audace consistant à avouer si tôt après son traité d'amitié avec l'Union soviétique des intentions dont l'expression officielle ne pouvait que venir aux oreilles de Staline. Mais il est de fait que, annonçant une politique de l'autruche qui allait perdurer jusqu'au 21 août 1941, Staline, faisant semblant de ne pas voir que *les mains libres à l'Est* voulait dire le dépeçage de l'Union soviétique, appuya l'idée d'un traité de paix franco-anglo-allemand, comme il appuyait toute initiative tendant à rendre moins immédiate la perspective d'un conflit armé impliquant l'Allemagne, et il commanda à l'*Internationale* d'en faire l'éloge.

Staline, on l'a vu, préférait la paix par principe et même, pourrait-on dire, à tout prix, et il n'allait pas contrecarrer une initiative dont il n'était pas dupe mais qui ne lui nuisait pas immédiatement. C'est donc par un communiqué commun Ribbentrop-Molotov que la France et l'Angleterre reçurent des propositions formelles de paix. Au niveau de la gestion politique de l'Internationale, Staline avait décidé de dire et de faire semblant de croire, comme le prétendait Hitler, que seul le bellicisme franco-anglais pouvait prolonger la guerre que ces pays avait déclarée, et il avait maintenu la ligne de la *guerre impérialiste*, la complétant seulement pour dire que l'impérialiste principal serait à ses yeux, les choses en étant arrivées où elles en étaient, celles des puissances affrontées qui refuseraient un arrangement : *'Il correspondrait aux intérêts de toutes les nations de mettre fin à l'état de guerre qui*

*existe entre l'Allemagne d'une part, la France et l'Angleterre d'autre part. [...] Si toutefois les efforts des deux gouvernements [ soviétique et allemand] restaient sans succès, le fait serait alors constaté que la France et l'Angleterre sont responsables de la continuation de la guerre.'* On le voit, rien n'est plus faux que de prétendre, comme on le fait beaucoup, que Staline avait cherché à allumer une guerre entre ses divers ennemis : mais en réalité, les dés étaient jetés depuis le 3 septembre, et l'on sait par ailleurs que le 9 octobre, dans un mémorandum fixant les directives pour la guerre à l'Ouest, et sans attendre les réponses de la France et de l'Angleterre, Hitler avait annoncé vouloir '*régler de façon définitive le destin militaire des Puissances occidentales*'. C'est seulement le mauvais temps qui, en mettant hors-jeu l'aviation de Goering, obligerait à attendre le printemps et empêcherait de peu le *Führer* - il était né le 20 avril 1889 - de fêter à Paris son cinquante-et-unième anniversaire.

A Bruges où ils avaient reçu confirmation de la ligne pacifiste du Kremlin, les représentants de la Direction parisienne avaient reçu la consigne renouvelée de pousser le gouvernement français dans le sens de la paix, si tant est que le parti communiste ait eu la moindre chance d'influencer Daladier et les siens. L'intervention communiste eut pourtant lieu et prit la forme d'une *lettre des parlementaires à Edouard Herriot, président de la Chambre des députés*, que s'étaient chargés de rédiger Florimont Bonte et Arthur Ramette. Etrange rencontre entre les préférences de Staline et celles d'Hitler, qui à titre de retombées mettait dans le même camp parlementaire Florimont Bonte en France et Lloyd George en Angleterre : mais tout grand événement recompose les camps solidifiés par des souvenirs obsolètes.

Le fond de la lettre dictée à Florimont Bonte consistait à demander un débat sur les propositions germano-soviétiques : ce qui pourrait dans l'absolu sembler anodin, mais fut aussitôt dénoncé comme trahison par toute la classe politique parce qu'il était gênant de suggérer que le gouvernement devrait les prendre en considération, au risque, en cas de refus, de sembler donner raison aux accusations de bellicisme qu'Hitler adressait à la France et à l'Angleterre. Les bourgeois français ne voulaient pas se battre contre Hitler, mais voulaient à tout prix avoir l'air d'en découdre aux yeux de l'opinion internationale. En même temps, et ne supportaient pas qu'on leur conseille de discuter avec lui, ce qui les faisait passer pour bellicistes aux yeux de leurs électeurs : et ils ne le voulaient pas non plus. Leur position était difficile à illustrer et à défendre. Ils trouvaient plus simple d'accuser les communistes français d'être anti-patriotiques, et ne pouvaient manquer de sauter sur une occasion de les désigner comme des traîtres. Léon Blum, qui s'était jusque là donné le rôle du *bon flic* par rapport aux mauvais flics, trop nombreux pour les citer tous, se mit à parler de *cynisme* et d'*hypocrisie* : comme si c'était le parti communiste, et non le gouvernement Daladier, qui avait abandonné la Pologne à son sort, voulait

à la fois la guerre et la paix, montrait ses muscles comme un lutteur de foire et faisait dans la vaine rododomontade pour en réalité éviter de se battre.

Le projet de lettre que Florimond Bonte envisagea de présenter au président Herriot s'abstenait de dénoncer le bellicisme affiché du gouvernement français pour s'inscrire dans la stratégie générale du Parti consistant à ne pas provoquer une opinion et des parlementaires déjà furieux contre lui. Sur le fond, et si l'on fait abstraction des circonstances qui pouvaient en modifier le sens et la portée, les positions défendues n'étaient qu'un retour au pacifisme traditionnel du PCF depuis sa naissance, qui se trouvait correspondre aux aspirations profondes de la quasi-totalité de la population, et qui était, en matière de défaitisme, très en-deçà des intentions secrètes de beaucoup de hiérarques politiques, économiques et militaires du parti soi-disant patriotique. La lettre affirmait : « *Chaque Français veut la paix, car il sent qu'une guerre de longue durée serait terrible pour notre pays et compromettrait à la fois son avenir et les libertés démocratiques* ». Tout cela était banal mais suffirait à justifier la réaction indignée des partis prétendument *républicains*, puisque seuls les communistes n'avaient pas le droit d'avoir horreur de la guerre.

De l'autre côté, Dimitrov non plus n'était pas content, et il devait critiquer vertement la production de Bonte et Ramette dans un message du 3 octobre 1939. Lui, étonnamment peut-être pour un chef de l'Internationale, en principe coordonné au plus près avec Staline, trouvait le parti français trop pusillanime. Il lui reprochait désormais non tant son désir de paix que sa disposition à rechercher encore une entente, sur le terrain du pacifisme, avec un Daladier. Il fallait au contraire, à la façon de Lénine, profiter de la situation de guerre pour faire avancer la cause de la révolution : « *Considérons lettre de Ramette à Herriot comme une erreur. Communistes français ne peuvent prendre initiative ni responsabilité pour la conclusion de la paix par gouvernement bourgeois France, Angleterre, Allemagne, parce que ce serait une paix impérialiste, source de nouvelles guerres. En luttant contre guerre impérialiste, communistes mettent tous leurs efforts pour liquider la guerre par défaite des gouvernements bourgeois et victoire de la classe ouvrière, seule capable supprimer sources de toutes guerres* ».

Il fallait la paix, et il fallait la révolution mais dans le bon ordre : comme Brest-Litovsk avait suivi la prise du Palais d'Hiver. Il faut sans doute comprendre que Staline voulait que Daladier s'accommode avec Hitler, mais qu'il ne voulait pas que le parti communiste français ait l'air de s'en satisfaire, ni ne cautionne une telle démarche. Il était lui aussi d'avis, sans doute, que dans le théâtre de la vie politique spectaculairement démocratique, '*une opposition, c'est fait pour s'opposer*' : mais tout cela était bien subtil, et à prendre les choses superficiellement, voir l'Internationale condamner la forme prise par le

soutien communiste d'une proposition avancée par Staline donne une idée de la confusion rare de ce moment historique, et de la difficulté que pouvaient éprouver les cadres de l'époque à y mener la barque communiste. Les pressions de l'Internationale pouvaient sembler contradictoires et ne respectaient pas la voie hiérarchique. C'est ainsi que le 19 novembre 1939, l'*Internationale*, qui avait apparemment ses antennes au plus haut de l'organigramme nazi, ayant été informée du projet hitlérien de passer à l'offensive contre la France avant l'hiver, Dimitrov allait demander directement à Marcel Cachin, sénateur et comme tel épargné par la répression, et qui était resté le seul élu communiste encore libre de s'exprimer publiquement, de s'élever contre la *guerre impérialiste*. Peu enthousiaste de la ligne de la *guerre impérialiste* mais fervent partisan de la paix, Cachin s'exécuterait, obtenant pour seul résultat que le Sénat vote sa déchéance le 29 février 1940.

Ironie de la situation, la désapprobation de la *lettre au Président Herriot*, qui avait déclenché tant de contre-mesures et de réactions hostiles de diverse parts, ne fut pas moindre à la base du Parti lui-même, qui par nature et par tradition pacifiste, était aussi, et contradictoirement, dans ses profondeurs militantes marqué par toute une tradition antifasciste, ravivée par le souvenir récent et brûlant de l'engagement en Espagne : et qui se trouvait donc être le moins pacifiste des secteurs d'opinion dans cette période. Aussi la *Lettre* fut-elle aussi diversement reçue par les militants que l'annonce du Pacte germano-soviétique quelques semaines plus tôt. Beaucoup la considérèrent comme un faux visant à discréditer le Parti. D'autres, sans refuser l'évidence de son authenticité, soulignaient la bévue tactique d'une telle démarche. Car la justification des critiques était double : il était non seulement, un peu lâche et lamentable de demander la paix sur une défaite, mais aussi dangereux. Gabriel Péri aurait déclaré à peu près : « *Nous fournissons au gouvernement un excellent prétexte pour nous envoyer au poteau de Vincennes* », et dans l'ensemble les députés communistes étaient de son avis, et se prononcèrent contre le texte. La lettre fut pourtant envoyée le 1<sup>er</sup> octobre, avec seulement quelques modifications : signe de l'emprise réussie sur le Parti français, doublement de l'*Internationale* et de Staline en personne. Mais en même temps, il faut considérer, avec le recul du temps, que le choix était ainsi fait, au forceps et à contre-cœur, d'une politique de confrontation avec l'État bourgeois, qui n'était rien de moins que la véritable *entrée en résistance* du Parti communiste. Et ce qui rend la démarche historiquement significative, et même majeure, c'est que la modération de la forme ne changea rien à la violence de la réponse. Il apparut que quelques soient les positions prises, il n'y avait aucune clémence à attendre quand on était communiste du pouvoir bourgeois, républicain puis bientôt dictatorial, qui trahissait en se targuant de consensus patriotique mais ne servait que les sordides intérêts d'une classe dans une guerre en réalité sociale : si, quelques mois plus tard et dans les



circonstances à peine modifiées de l'occupation et du pétainisme, Catelas le 'sectaire', qui avait approuvé la lettre au président Herriot sans réserves fut désigné par Pétain pour être le premier guillotiné des figures de proue du communisme, Péri le supposé 'critique' fut de son côté le premier fusillé après l'entrée du Parti dans la lutte armée contre l'occupant. Car le pire était à venir.

## 5. La guerre civile en France

La conclusion de l'épisode doctrinalement chaotique qui avait suivi la déclaration de guerre eut lieu le 4 octobre 1939 avec le départ de Maurice Thorez pour Moscou. Thorez ne semble pas avoir jamais été tenu en très haute estime par Staline, et les divagations du Parti entre le vote des crédits de guerre, les prises de position patriotiques des uns et pacifistes des autres et le ratage final de la lettre à Edouard Herriot finirent par décider le *Vojd* à s'assurer de la personne du chef du parti français. Selon la version officielle du Parti, il s'était agi de préempter la vague répressive à venir après la *lettre au Président Herriot* : mais selon Charles Tillon, le rappel de Thorez à Moscou était en même temps une sanction et une prise de contrôle de la part de Staline, qui estimait avoir à se plaindre de la stratégie, ou du manque de stratégie, de la direction française aux approches de la guerre. C'était sans doute en effet une façon de s'assurer qu'à l'avenir la juste ligne de *l'Internationale* serait communiquée sans délai ni anicroche à Paris par l'autorité française la plus élevée après avoir été correctement retranscrite en français : mais par ailleurs cette initiative évita peut-être au principal dirigeant du Parti français d'être tôt ou tard raflé par la soldatesque de Daladier comme le fut la quasi-totalité des députés communistes non mobilisés trois jours plus tard. Et donc la manœuvre n'était certainement pas déraisonnable, et venait à son heure. Il ne s'agissait en tous cas nullement d'un acte de lâcheté ou d'un manque personnel de patriotisme, comme évidemment les adversaires politiques du parti communiste voulurent toujours le faire croire. Il s'agissait d'une stratégie politico-militaire. Par la suite, Thorez replié à Moscou et Dimitrov décidèrent de faire désertir de l'armée ceux des cadres communistes dont le travail clandestin le nécessitait. Les autres, et en particulier les députés, devaient rester sous les drapeaux et y mener un travail de propagande : mais Thorez, ainsi que Marty et aussi Raymond Guyot, que le Komintern prendra la décision de faire rentrer à Moscou après son mémorable esclandre du 9 janvier 1940 à l'Assemblée nationale, faisait partie de ces cadres importants, pleins d'avenir, et apparemment

non-dispensables, qui passèrent au moins une partie de la période de guerre hors de France, ou assurèrent par leur va-et-vient entre Moscou et la France occupée un contact vivant entre le Parti en exil et le Parti sur le terrain.

Thorez, comme tous les mobilisables du Parti, avait répondu à l'appel et se trouvait en garnison à Chauny où son régiment était stationné. Contactée à Paris, son épouse Jeannette Vermeersch avait été chargée d'aller l'y retrouver et d'organiser son passage vers l'Union soviétique. A Chauny, Maurice Thorez était logé chez l'habitant et menait, semble-t-il la vie plutôt confortable d'une armée française en temps de guerre lorsque le gouvernement a décidé que faire la guerre consiste à attendre sans rien faire que l'ennemi attaque. Plus résolue et expéditive que Daladier, Gamelin et tout l'État-Major réunis, Jeannette Vermeersch avait pris son grand homme de mari sous le bras et elle lui avait fait passer la frontière belge immédiatement – en pantoufles et sans terminer sa partie de belote – en compagnie de Marthe Desrumeau. Il restera d'abord caché en Belgique où les historiens du détail superfétatoire mais parfois savoureux perdent sa trace, pour ne le retrouver qu'à Moscou, ou dans la banlieue de Moscou, dans une datcha du gouvernement soviétique et sous bonne protection – protection et surveillance - de la police politique. Il y serait arrivé sous un passeport soviétique à une date parfois discutée, très probablement dès le 8 novembre 1939, si l'on se fie à sa signature sur les télégrammes envoyés par l'Internationale, soit assez vite après sa condamnation en France - par contumace - à six ans de prison pour désertion le 17 octobre. D'autres disent, mais sans pouvoir le prouver, que cela n'aurait été qu'au moment de l'invasion en juin 1940. Quoi qu'il en soit, il y passera la guerre et ne donnera plus que des motifs de satisfaction au guide suprême du communisme mondial : séjour certes un peu dangereux, mais sans beaucoup de péripéties. Il y aura peu à dire sur son influence sur le cours des événements. Il semble que les secrétaires généraux des partis frères, en attendant de devenir des dirigeants suprêmes de pays frères, tenaient le même genre de position autour de Staline que des ducs à la cour de Louis XIV. Décoratifs et nécessaires, mais sans fonctions ni influence. Pour être équitable, il faut cependant reconnaître que ni de Gaulle ni les royautés hollandaises ou scandinaves n'en eurent davantage auprès des anglo-américains.

En France, cependant, le repli de Thorez sur Moscou s'articulait avec quelques initiatives politiques majeures et quelques modifications du dispositif organisationnel du Parti qui devaient lui donner sa forme de guerre et de clandestinité. Rejoignant Thorez à Bruges le 9 octobre sur convocation de Fried, puis l'accompagnant à Bruxelles le 11 avec également Ramette, Duclos et Frachon allaient se faire adouber comme responsables suprêmes du Parti en France en l'absence du secrétaire général. Seul Frachon, dans un premier temps, devait retourner à Paris, Duclos s'installant en Belgique pour plus de

sécurité. Il ne devait rentrer en France et y compléter le triangle de direction définitif en s'adjoignant Tillon qu'après la chute de Paris : mais dès avant le début effectif des opérations militaires le commandement du Parti devenait complètement vertical, Thorez, Duclos et Frachon n'étant plus que trois points de la chaîne de transmission des consignes élaborées à Moscou, avec un relais de l'Internationale à Bruxelles.

Si le départ de Maurice Thorez nous importe ici, c'est surtout en raison de cette conséquence que le personnage principal de la résistance communisme, du côté des politiques, fut donc Jacques Duclos, resté en France, non mobilisé, non pris par la police, et resté clandestin et caché jusqu'à la libération de Paris en août 1945. La résistance de Duclos, caché en banlieue parisienne pendant toute la guerre, et de toute la guerre ne sortant pratiquement jamais de son pavillon de banlieue si ce n'est pour de courtes promenades dans le jardinnet alentour, telle qu'elle transparait à travers ses *Mémoires*, est en soi un roman. Duclos est entre autres choses intéressant, et intellectuellement compris, en tant que principal responsable de l'*Humanité* clandestine. La parution du premier numéro clandestin de l'*Humanité*, interdite deux mois plus tôt, n'eut lieu qu'au début de novembre 1939 : ce qui montre sans doute la difficulté des temps pour l'organisation communiste. Le Parti n'étant pas parvenu à se doter de moyens d'imprimerie, pendant cinq ans, l'*Humanité* ne fut plus qu'une feuille clandestine de deux pages, de parution irrégulière à raison de quelques numéros par semaine, tapée à la machine et ronéotée avec les moyens du bord et que les militants et sympathisants se passaient de main en main ou glissaient nuitamment dans des boîtes à lettres. Quelques exemplaires, évidemment, étaient soigneusement recueillis et étudiés par la police. On en trouve aujourd'hui une collection assez complète à la Bibliothèque nationale, consultable en ligne.

Pendant toute la guerre, l'essentiel de la matière rédactionnelle fut produite par très peu de personnes : en somme, on peut le supposer étant donné le cloisonnement strict que s'imposait la direction du Parti l'entourage de Jacques Duclos, caché en région parisienne. Peut-être même essentiellement Jacques Duclos personnellement. On est frappé par la qualité du français, à peu près exempt de fautes d'orthographe, et l'on n'ose pas imaginer à quoi ressemblerait un journal produit dans les mêmes conditions au vingt-et-unième siècle. Quant au contenu, il peut décevoir l'historien, car il est essentiellement centré sur les luttes quotidiennes de la classe ouvrière et paysanne pour son existence, parfois seulement sur les événements marquants de la guerre, au moment des grands épisodes répressifs ou pour commenter les prises de position des ennemis, français et allemands, et de l'ami soviétique, mais sans que presque aucun renseignement ne transpire sur l'activité militaire propre au Parti communiste français. Parfois seulement, mais on comprend que c'est pour des impératifs de

sécurité immédiats, on trouve dénoncé un traître, vrai ou faux, devenu espion de la police et dont il importait que les camarades se défient. Et il s'agit presque toujours d'une personne intéressante.

Si la production des textes était extrêmement concentrée tout en haut de la Direction clandestine, le ronéotage en revanche était décentralisé, et il y avait même éventuellement des refrappes effectuées par des militants locaux, ce qui fait que l'on trouve des exemplaires contemporains d'un même numéro comportant les mêmes textes dans des dispositions différentes. Il fallait ensuite assurer la distribution, parfois en butte à l'hostilité ou à l'indifférence de la population. Les tracts et brochures que l'on retrouve parfois – rarement – sous forme imprimée et plus professionnelle venaient par la Belgique. Ribbentrop se vantera de savoir qu'ils auraient été imprimés en Allemagne.

Ainsi allait la presse du Parti, difficilement, comme sa guerre. Car l'ennemi, depuis Daladier jusqu'à Goering en passant par Reynaud, Pétain et Darnan, s'il devait changer de nom, d'idéologie, d'alliés et même de langue, ne relâcha jamais ses efforts pour détruire le parti communiste, son adversaire principal. En face de cela, la politique du parti révolutionnaire telle qu'elle ressort entre autres choses de la lecture des numéros de l'*Humanité* de guerre était à la fois soviétique dans ses méthodes et étrangement petite-bourgeoise dans ses objectifs. Contrastant avec la figure toute militaire des structures, et aussi avec la ressemblance de la ligne *théorique* avec la position de Lénine pour la Russie en 1914 : '*transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire*', on constate qu'en pratique la propagande clandestine du Parti restera axée sur les revendications matérielles élémentaires des soldats, tout comme, pendant toute la durée de la guerre, l'*Humanité* clandestine parlera essentiellement des difficultés matérielles des travailleurs, un peu de la répression et des deuils, et pratiquement pas de la lutte armée du Parti, qui fera même en plus d'une occasion l'objet d'un déni véhément. La ligne du moment, fixée par l'article fondateur de Georges Dimitrov : '*La guerre et la classe ouvrière des pays capitalistes*', paru dans le journal *L'Internationale communiste*, était pacifiste et sectaire, les partis socialistes devenant la cible principale de la polémique en politique intérieure, la France et l'Angleterre, jugées responsables de la poursuite de la guerre, en matière internationale. On faisait au parti communiste la propagande contre la '*guerre impérialiste*', mais aucune action subversive n'était envisagée en vue de créer une situation révolutionnaire. Excluant le recours à la violence révolutionnaire contre les gouvernements de trahison de Daladier, Reynaud et Pétain, puis consistant à se rallier sans arrière-pensée à de Gaulle et à ses projets de restauration à l'identique de l'ordre bourgeois, la ligne suivie pendant toute la période de la guerre par le Parti communiste contrôlé par Staline pourrait être définie comme un *défaitisme ouvrier sans projet révolutionnaire*. De révolution, il n'y eut donc pas, ni même la moindre tentative, ni le moindre projet, ni la moindre

consigne, même au lendemain immédiat de la victoire sur les Allemands et la collaboration, à l'époque où l'armée FTP était la principale force militaire en France après l'armée américaine. Il faut croire que contrairement aux histoires de croquemitaines véhiculées par la propagande de guerre froide américaine, Staline se satisfaisait d'une France qui soit un môle stable d'ordre bourgeois national pourvu qu'il soit en même temps méfiant vis à vis de l'Allemagne et aussi des Etats-Unis : tout ce que de Gaulle semblait incarner mieux que quiconque en 1945. Tout ceci avait été tranché entre Churchill et Staline un peu avant Yalta : la France resterait définitivement sous la coupe de l'Angleterre. C'est à ce titre qu'elle obtiendrait une mini-zone d'occupation en Allemagne vaincue, et un strapontin au Conseil de sécurité de l'organisation des Nations Unies de New-York. Puis il y aurait la crise de Suez, et toute autonomie des pays d'Europe, vainqueur, semi-vainqueurs, semi- ou tout-à-fait vaincus deviendrait poussière.

Pour l'anecdote : recevant de Gaulle peu avant la libération du territoire français, Staline, après qu'il fut entendu que Thorez allait être rapatrié et que la *désertion* serait oubliée, lui recommandera - sur le ton de la plaisanterie - mais avec Staline on ne savait jamais trop sur quel ton danser - de le mettre tout de même en prison, *mais pas tout de suite*. Daladier, pour une fois, avait été plus décidé en octobre 1939. L'envoi de la lettre au président Herriot et la désertion de Maurice Thorez marquèrent une rupture définitive entre le Parti communiste et les politiciens bourgeois qui n'attendaient que cela. Les grandes décisions étaient déjà prises puisque c'est le 4 octobre 1939 que le Conseil des Ministres décréta illégalement la clôture des Chambres, préalable nécessaire à l'arrestation des députés communistes, considérés comme *solidaires de la ligne de la 'guerre impérialiste'*.

Le coup décisif contre la république fut porté dans la nuit du 7 au 8 octobre 1939, durant laquelle 36 députés communistes furent arrêtés en pleine nuit, sans l'ombre d'un motif qui puisse tenir en droit. Seul un petit nombre échappa à la police pour des raisons diverses, dont Gabriel Péri, qui se décida alors à se cacher, mais les arrestations continuèrent ensuite et faute d'être sérieusement passé à la clandestinité, tout l'appareil politique du Parti fut démantelé. Le vide des dossiers au-delà de l'accusation vague et non légalement définie de solidarité avec la ligne de la *'guerre impérialiste'* faisait de la mesure une violation de l'immunité parlementaire constitutionnelle et un exemple majeur de la violence de la dictature instaurée par Daladier depuis le vote des pleins pouvoirs. C'était en vérité un coup d'État auquel Daladier se livrait, avec la complicité de la totalité des députés non communistes, préalable au second coup d'État, moins significatif en vérité, du maréchal Pétain avec l'autre vote du 10 juillet 1940.

Le premier coup une fois porté, la répression ne connut plus de bornes. Sérol entama la liquidation des biens du Parti et suspendit les conseils municipaux communistes. Les syndicats communistes furent dissous et leurs militants arrêtés avec l'appui des syndicats anticommunistes, ou bien, dans les organisations qui étaient restées pluralistes, les militants communistes furent exclus par les socialistes, privant le Parti de ses derniers relais d'influence sur les masses. La polémique ne fut plus portée au niveau de l'opinion que par des tracts ou journaux clandestins, ou bien depuis l'étranger. C'est dans **Le Monde** organe de l'*Internationale communiste*, mais publié à Bruxelles, et qui venait de faire paraître une lettre ouverte d'André Marty contre Léon Blum, que paraîtra aussi la protestation du Parti contre les événements du 7 octobre, concluant : « *la rage des impérialistes français et de leurs valets SFIO est compréhensible. En exprimant le désir unanime de paix du peuple français, nos amis communistes démasquent les plans de carnage des 200 familles qui veulent continuer la guerre impérialiste à tout prix* ».

On peut trouver désagréable, dans la direction communiste de l'époque, un pacifisme de circonstance inspiré par l'étranger et qui allait contre le sentiment antifasciste puissant des militants de base, mais il est impossible de le décrire comme une faute propre au mouvement communiste et qui aurait été une partie d'un esprit de trahison habituel envers tout ennemi de la patrie qui se présentait. Car il s'agissait là de politique intérieure, et les positions prises n'annonçaient en rien ce qui allait se passer quand l'ennemi serait là : et de l'autre côté de la barricade qui s'était dressée pour la guerre sociale, ce n'était certes pas dans un esprit de défense nationale que le gouvernement français de son côté réprimait son opposition. La suite allait amplement le montrer. Le militant anticommuniste André Rossi, auteur d'un ouvrage intéressant et très documenté '*Les communistes français pendant la drôle de guerre*', notera que beaucoup de ceux qui se sont fait remarquer par leur furie anticommuniste '*ne sont nullement des fanatiques de la guerre jusqu'au bout ; au contraire, dans leurs rangs se trouvent aussi ceux qui ne cesseront, pendant la drôle de guerre, d'espérer un compromis qui y mette fin*' : et en effet, cela éclate, la position communiste sur la guerre est surtout un prétexte à leur persécution. Pour le gouvernement Daladier-Reynaud, qui allait si facilement ouvrir la porte à un gouvernement Pétain-Weygand puis Pétain-Laval, le supposé défaitisme du parti communiste n'était qu'un prétexte pour l'interdire, après l'avoir persécuté après Munich pour son supposé bellicisme. Pacifiste, le gouvernement bourgeois l'était lui-même au moins autant que n'importe quel communiste, et cela allait beaucoup se voir dans les mois à venir. Pacifiste et même défaitiste, le gouvernement français, sous l'influence du capital, intégré qu'il était à l'échelle continentale, et pas du tout germanophobe parce qu'il trouvait que les méthodes allemandes avaient du bon.

Les élites françaises en particulier, tout en se refusant à faire cette guerre, se sentaient politiquement incapables d'y mettre officiellement fin, car cela serait revenu à reconnaître l'incohérence et le fiasco de toute leur politique depuis Munich. Il aurait fallu au moins dans ce cas remplacer leur but de guerre initial – la sauvegarde de la Pologne – par un autre but atteignable et clairement formulé : mais de cela aussi elles étaient incapables. A la thèse de la nature impérialiste de leur querelle, elles opposaient ça et là dans la presse et les discours leurs *valeurs démocratiques*, mais qui devenaient de jour en jour moins convaincantes au vu de leurs pratiques réelles. Il aurait fallu affirmer un but consistant à abattre le régime fasciste allemand : un but qui n'avait jamais été délibéré par les gouvernements bourgeois français et anglais, pour qui le bolchévisme était l'ennemi principal, et qui n'aurait certainement pas fait consensus dans les assemblées de Londres et Paris. Comment avouer que cette guerre était tout simplement poursuivie *de mauvaise foi et à contre-cœur* ? Après la déclaration de guerre, confirmée par le rejet des offres de paix hitlériennes, il ne s'ensuivit donc pas de guerre, mais un état de guerre théorique sans opérations militaires, assorti d'une répression policière accrue du mouvement ouvrier qui critiquait aussi bien la guerre que l'absence de guerre faite au fascisme. En attendant de trahir ouvertement, le gouvernement Daladier-Reynaud resta sur la ligne de non-confrontation avec le fascisme inaugurée par la prétendue '*non-intervention*' en Espagne - en réalité le choix de Franco contre une république rouge - depuis confirmée à Munich. Avec le lancement du mot d'ordre '*Thorez au pouvoir, des soviets partout*', assorti d'un programme mentionnant la conclusion « *d'une paix juste et durable* », le Parti communiste se posa non tant en opposant à la politique effective de Daladier puis de Reynaud, mais comme un rival du gouvernement sur la ligne pacifiste, ce qui ne pouvait qu'inciter celui-ci à accentuer la répression, tout en la présentant avec des attendus hypocrites. L'effet était mitigé sur l'opinion publique, et l'anticommunisme populaire qui était apparu avec le Pacte germano-soviétique et le partage de la Pologne fut atténué par le désarroi provoqué par la passivité du gouvernement face à Hitler. Cette impression d'évoluer dans un environnement favorable, et que le discrédit des dirigeants bourgeois était tel que le pouvoir était à portée de main contribua à faire naître le projet de négociation avec l'occupant pour prendre la place de Vichy comme interlocuteur au lendemain de la défaite et dans les premiers mois de l'occupation.

Que les gouvernements Daladier, puis Reynaud, n'aient eu que peu de droits à réprimer l'expression politique du peuple français sous prétexte de défense nationale découlait de sa propre inaction. Car après avoir déclaré la guerre et mobilisé l'armée, et munis pourtant de l'expérience de la lamentable mobilisation de 1938, qui s'était terminée en saulographie générale, ils avaient à nouveau gardée oisive l'armée française, avec les mêmes résultats. Non seulement il ne fut pas question, comme en

Angleterre, d'agir militairement pour soulager la Pologne – il est vrai que la Pologne avait tout fait pour ne pas pouvoir être aidée - mais on ne se mit même pas sérieusement en posture de défense en portant l'armée à un niveau supérieur de préparation. Ce fut la '*drôle de guerre*'. Il paraît que l'expression fut inventée par Roland Dorgelès, mais Paul Léautaud fut un des premiers à l'utiliser, et il en décrivit d'emblée et avec perspicacité le caractère vicieux. Le 29 octobre, il notait : « *Cette guerre est une curieuse guerre. Pleine de procédés nouveaux et quelque peu mystérieux. L'Allemagne témoigne d'intentions agressives à l'égard de la Pologne. L'Angleterre et la France lui disent : 'Si vous y touchez nous la défendrons et ce sera la guerre.'* Hitler touche à la Pologne à ce point qu'il l'avale. L'Angleterre et la France mobilisent et déclarent à l'Allemagne l'état de guerre. Les armées franco-anglaises sont à la frontière, prêtes au combat. L'Allemagne, qui a déclaré qu'elle n'en a ni à l'Angleterre ni à la France, - ni à la France surtout – se contente de se tenir sur la défensive, et la France et l'Angleterre, qui lui ont déclaré la guerre, - état de guerre, ce n'est pas loin de revenir au même, - attendent, d'après ce que disent les journaux, que l'Allemagne attaque. On pourrait se représenter Hitler disant des Anglais et de nous : '*Je ne sais pas ce qu'ils veulent, ces gens-là. Je ne leur ai rien fait. Qu'est-ce qu'ils ont à me menacer ?*' Extrêmement drôle. » Paul Léautaud n'imaginait pas, bien sûr, que le discours qu'il mettait dans la bouche d'Hitler, et dans sa tête, serait effectivement tenu par Keitel à Rethondes dans des termes à peu près identiques mais sur un ton sévère plutôt qu'ironique en préliminaire aux transactions d'armistice. Le gouvernement français avait fait n'importe quoi, et avait bien mérité d'être morigéné en la personne de son plénipotentiaire Huntziger par le plénipotentiaire d'Hitler.

Le 31 octobre, la fin des opérations en Pologne ayant depuis déjà un bon mois privé les puissances occidentales de leur but de guerre initial, Molotov confirmerait la ligne de la *guerre* impérialiste, qui mettait la France et l'Angleterre sur le même plan de responsabilité dans la situation de guerre, et plaçait les communistes français et anglais en porte-à-faux dans leurs sociétés respectives. Devant le *Conseil suprême des Soviets de l'URSS* il formulait l'analyse soviétique des positions respectives, qui ne manquait pas de perspicacité, mais avait le défaut d'être tout-à-fait indéfendable devant un public français ou anglais : « *On peut rejeter ou admettre des idées politiques comme celles du national-socialisme, mais il est insensé et criminel de déclarer qu'elles sont une raison de guerre. [...] La véritable cause de la guerre faite à l'Allemagne par l'Angleterre et la France n'est pas que l'Angleterre et la France auraient juré de rétablir l'ancienne Pologne, et non plus, naturellement, qu'elles se seraient résolues à assumer la tâche de combattre pour la démocratie. Les milieux dominants en Angleterre et en France ont naturellement d'autres motifs, des motifs plus réels de faire*



la guerre à l'Allemagne. Ces motifs ne rentrent dans le domaine d'aucune idéologie, mais dans la sphère des intérêts les plus matériels de ces pays en tant qu'énormes puissances coloniales. [...] Le caractère impérialiste de cette guerre est donc manifeste pour tous ceux qui veulent voir la vraie situation et ne ferment pas les yeux à la réalité des faits. Tout nous montre qui a besoin de cette guerre, faite en vue de l'hégémonie mondiale». Cette analyse serait encore confirmée le 29 mars par le même Molotov dans un discours au Soviet suprême, alors que la France et l'Angleterre ourdissait des plans non contre l'Allemagne, mais contre l'Union soviétique : « L'Allemagne [...] est devenue un rival dangereux pour les principales puissances impérialistes d'Europe, la France et l'Angleterre. Pour cette raison, ces dernières ont déclaré la guerre à l'Allemagne sous prétexte d'accomplir leurs obligations envers la Pologne. [...] Et puisque l'Union soviétique s'est refusée à faire le jeu de l'Angleterre et de la France dans cette politique impérialiste contre l'Allemagne, leur hostilité envers l'Union soviétique s'en est d'autant accrue. » Le 10 avril 1940, au début de la campagne de Norvège qui entamera la guerre chaude, le **Komintern** répètera son analyse de la guerre impérialiste et attribuera la responsabilité principale de son aggravation à la politique suivie par les gouvernements français et anglais soumis à l'influence prédominante des politiciens socio-démocrates, désignés comme la **Deuxième Internationale** : « la politique de guerre agressive et impérialiste de l'Angleterre et de la France en Scandinavie a eu contre conséquence des contre-mesures impérialistes de la part de l'Allemagne. Les principaux responsables sont les partisans de l'expansion de la guerre, à Londres, à Paris et leurs agents, la Deuxième Internationale».

Dupliquant l'effort d'analyse de l'Internationale, Maurice Thorez, désormais installé à Moscou et soucieux de marquer sa prééminence par rapport à Marty, jusqu'à sa venue le principal responsable français auprès de Staline, publiait clandestinement dans l'*Humanité* du 10 avril 1940, et donc pour la France occupée par le Capital en attendant de l'être par les nazis, un article majeur formulant la ligne communiste pour les temps à venir. Il y insistait sur la divergence d'intérêts entre le peuple et le capital franco-anglais fauteur de guerre, '*les Pitt et Cobourg de 1940*', et préconisait la recherche de l'appui soviétique en vue de la paix. Il faisait le tour des points chauds du moment : les rives de Scandinavie, où des milliers d'hommes se font tuer, les Balkans et le moyen-orient que les bellicistes se proposent d'entraîner dans la guerre, les pétroles roumains et l'embouchure du Rhin qui sont l'objet des convoitises des puissances impérialistes. Il dénonçait nommément les traîtres au pouvoir en France, brigands impérialistes qui persécutent le parti communiste parce qu'ils souhaitent favoriser Hitler et l'Angleterre : pêle-mêle les Wendel et Déat, Daladier, Bonnet, de Monzie, Pomaret, Jouhaux, Blum, Paul Faure, et évidemment Flandin, qui ont fait de la France un dominion de l'Angleterre et déclenché

une *guerre impérialiste*. Il dénonçait la finance, et en particulier la Banque d'Indochine dont *les bénéfices ont doublé dans la deuxième moitié de 1939*. Il énonçait un slogan : *L'ENNEMI EST DANS NOTRE PAYS ; IL FAUT ARRÊTER LE MASSACRE*. Où l'on retrouvait, donc, ce principe d'action qui allait loin : *il appartenait à la classe ouvrière de chaque pays de combattre sa bourgeoisie nationale, pas de se mêler de guerres impérialistes*. Autrement dit : c'était aux Allemands de combattre Hitler. Les communistes français n'avaient pas à s'en mêler, ni comme militants, ni comme militaires.

Par la suite, on allait voir cette position évoluer, bien entendu d'abord du fait de Staline en personne, à la suite des succès allemands, qui finirent par inquiéter l'Union soviétique : ce qui montre la fausseté des analyses qui décrivent Staline comme un *allié* d'Hitler à la suite du pacte de non-agression. Il est clair que Staline voulait, de préférence, la paix, et s'il devait y avoir la guerre, que l'Union soviétique ne soit pas impliquée, et que l'Allemagne la perde. Telle était son ambition pour l'Union soviétique : la sécurité dans la paix. Et son analyse : que la plus grande menace pour la paix et la sécurité soviétique était l'agressivité des régimes nazi allemand et fasciste italien. Aussi, dès le premier choc de l'année quarante entre les armées des pays *impérialistes*, l'Internationale communiste allait infléchir sa position dans le sens d'une dénonciation prédominante de l'agressivité des régimes fasciste et nazi. Mais cette évolution échappa à la base des couches militantes communistes, car avec le chaos des communications découlant de la répression, de l'interdiction de la presse communiste, et des opérations militaires, les rectifications de ligne allaient cesser d'être communiquées efficacement sur le terrain. Jusqu'à juin 1941 et l'alliance officielle entre l'Angleterre et les gouvernements en exil des pays envahis, le peuple communiste en resta à l'analyse initiale qui mettait tous les pays de régime bourgeois sur le même plan. Et sur la consigne pour chaque peuple de lutter prioritairement contre l'impérialisme de son propre gouvernement bourgeois, qu'il soit ouvertement fasciste ou se prétende '*démocratique*'.

Mettre sur un pied d'égalité la France et l'Allemagne était une position difficile à tenir en pratique, mais la ligne de la *guerre impérialiste*, assignant la responsabilité de la guerre à tous les belligérants à égalité - c'était sans doute le point le moins défendable - allait tant bien que mal infuser dans les profondeurs du parti, et se traduire en une propagande séparatiste, éventuellement maladroite ou intempestive, et qui allait très au-delà du seuil de tolérance des non-communistes, aussi larges d'esprit fussent-ils. Par exemple, en février 1940, un tract des *Jeunesses communistes* disait : « *Non ! Il n'est pas vrai qu'Hitler et le fascisme hitlérien, bourreaux du peuple allemand, soient seuls responsables de la guerre. La bourgeoisie française et ses partis, y compris le parti socialiste, comme la bourgeoisie anglaise et les siens, en sont également responsables. [...] Hitler a été leur homme, comme il a été*

*celui de de la Roque et Doriot, tant qu'il a été champion de l'anticommunisme forcené et de l'agression antisoviétique*». Hitler, homme du parti socialiste ? En tenant sans prudence un tel langage, les individus communistes, un peu partout, allaient se retrouver isolés, ostracisés, éventuellement persécutés au travail, à l'armée, dans leurs propres familles. Dans un télégramme au Komintern du 7 février 1940, Maurice Tréand se félicite des *bons résultats obtenus par la propagande communiste dans l'armée* : franchement, on peut en douter. Février serait occupé principalement par les soucis relatifs au procès des députés communistes à venir. On avertit que l'attitude de chacun en cette conjoncture serait par la suite déterminante pour la façon dont il serait considéré par le Parti.

Il faut reconnaître que certaines prises de parole furent très crânes, et tapaient juste. Ainsi lorsque le 9 janvier 1940 la Chambre des députés examina le principe de la déchéance des députés communistes, sept d'entre eux se présentèrent en séance : ceux qui n'étaient pas encore illégaux, arrêtés ou en fuite parce qu'ils étaient mobilisés et protégés de poursuites civiles par leur statut militaire. Il y avait là Raymond Guyot, André Mercier, Charles Michels et Fernand Grenier, qui refusèrent de se lever pour rendre hommage aux armées, arguant qu'on ne se rend pas hommage à soi-même, et qu'il n'y avait guère de quoi rendre hommage dans le bilan de l'armée française depuis quatre mois. Ils firent ressortir la contradiction entre les accusations de trahison formulées contre les communistes et la passivité de l'armée française sur le front. Méprisant les cris unanimes de leurs bientôt ex-collègues, ils renvoyèrent aux persécutions anticommunistes, et interpellèrent la horde des vociférateurs : "*Ce n'est pas à l'Allemagne que vous faites la guerre, mais au peuple français*". Si bien qu'au fond, bourgeoisie française et prolétariat français étaient d'accord sur le constat : l'ennemi était à l'intérieur. D'accord pour être en désaccord, et pour se préoccuper seulement de mener leur guerre franco-française privée, comme si l'ennemi n'était pas à la porte.

L'*Humanité* donnera de la publicité à l'esclandre des députés-soldats communistes : '*Seuls contre la meute des réactionnaires, des radicaux, des socialistes et des renégats. Ils ont refusé de s'associer aux manifestations chauvines et d'Union sacrée des fauteurs de guerre*'... Et de conclure, en gros caractères : '*A la porte Daladier*'. Deux jours plus tard, Etienne Fajon, seul cette fois, adoptera une attitude identique après avoir pénétré dans la Chambre en catimini, mais il en sera promptement expulsé. Du côté du parti communiste au moins, le temps de l'indulgence envers ce personnage lamentable et nuisible était enfin révolu : et sur ce point au moins, le parti communiste n'était que précurseur.

Le procès des députés communistes eut donc lieu en mars 1940, c'est-à-dire dans les derniers temps du gouvernement Daladier. En effet, la formalisation en droit du coup frappé le 6 octobre par Daladier

contre la célèbre *démocratie* qui sert aux pays bourgeois occidentaux pour justifier aussi bien leurs agressions militaires que leur tolérance des tyrannies qui leur sont utiles prit un certain temps. Il s'agissait d'aligner le droit sur le fait et cela supposait des étapes. La première fut la déchéance des députés de leur mandat, qui rendait leurs personnes inviolables : et cela fut acquis seulement le 16 janvier, alors qu'ils étaient pour la plupart en prison depuis plus de trois mois.

Jugés à partir du 20 mars 1940, ils seront condamnés pour la plupart à cinq ans de prison, et vingt-sept d'entre eux seront déportés en Afrique du Nord au moment de la débâcle. Georges Barthélémy, maire socialiste de Puteaux et anticommuniste ardent fut chargé d'instrumenter une procédure pour *trahison*, prévue par le décret-loi du 29 juillet, prévoyant la peine de mort, '*procédure d'exception qui viole la lettre et l'esprit des règles parlementaires*', de l'aveu même de l'essayiste et mémorialiste – très anticommuniste lui aussi - André Rossi. Certains députés, au fond plus cohérents, ou seulement un peu en avance sur l'état des mœurs, opinèrent en faveur de *la balle dans la nuque* : ce qui aurait été à peine plus anormal que les mesures effectivement prises.

Le gouvernement prit soin de ne pas donner au Parti une tribune et ôta à la stratégie de défense des députés beaucoup de son importance en décidant le huis-clos des débats. Du coup, la protestation pouvait sembler vaine, et le secrétariat du Komintern s'inquiéta d'apprendre que certains des accusés faisaient profil bas devant les juges, et n'adoptaient pas l'attitude de défi aux institutions et à la politique bourgeoise préconisée. Elle doit même blâmer l'attitude de quelques renégats. Fried envisagea de commander à Jacques Duclos de se constituer prisonnier afin d'assumer la tâche de tenir haut le drapeau de l'internationalisme prolétarien – il ne doutait pas d'être obéi, ce qui donne une idée du dévouement des hauts cadres de cette période, mais dut hésiter à sacrifier un pion aussi important. Si bien que Duclos resta libre, clandestin et disponible pour l'action résistante : et il y eut des mains suffisantes pour brandir bien haut le drapeau ouvrier. Bonte, Fajon et Coste firent bonne figure, et Billoux fit une déclaration finale retentissante avant l'énoncé du verdict. Raymond Guyot avait pour sa part échappé à l'emprisonnement. Sur l'ordre du Parti, il était entré dans la clandestinité et était en voie de retourner à Moscou par les mêmes voies que Maurice Thorez avant lui. Il serait par la suite infiltré en sens inverse en France occupée au printemps de 1942. Mais le pourquoi et le contenu de ses aller-et-retours exceptionnellement fréquents d'un côté à l'autre des fronts militaires les plus actifs de l'Histoire restent obscurs.

L'attitude des députés communistes lors de leur procès n'est qu'un exemple parmi d'autres des limites de l'action purement politique en atmosphère dictatoriale, et l'on retire la même impression de la lecture de l'*Humanité* tout au long de la guerre : la modicité des proclamations, des revendications et

des objectifs contrastait avec les risques pris. Si l'on peut dire que le Parti se comporta héroïquement pendant la guerre, la non-guerre et l'occupation, c'est seulement parce qu'il était héroïque, sous le fascisme de se faire un simple porte-parole et défenseur du monde ouvrier, simplement soucieux de paix et de conditions matérielles décentes. Les mots d'ordre mis en avant dans l'*Humanité* clandestine étaient essentiellement des revendications syndicales. En particulier, dans la période dite de la *drôle de guerre*, et en dépit des allégations de certains auteurs anti-communistes il n'y eut pas le moindre appel à la désertion ou à la fraternisation sur le front avec les camarades communistes ou anti-nazis mobilisés dans l'armée allemande. Le thème de la fraternité internationale des travailleurs ne revint qu'après l'armistice signé par Vichy, et pour concurrencer Vichy. Il n'y eut pas non plus d'appel au sabotage dans les usines de la production de guerre, même clairement tournée contre les intérêts français lorsqu'il s'agissait d'armer la Finlande contre l'URSS : ce qui n'empêcha pas que les quelques cas de passage à l'acte - des initiatives individuelles - soient mis en scène et grossis hors de toute proportion par la presse, et désormais les historiens réactionnaires. Enfin, en dépit des coups reçus, l'action violente, militaire, contre l'ennemi et contre les traîtres, ne commença qu'à l'été 1941, et ne se développa vraiment à grande échelle qu'en 1942. Mais ceci est une histoire encore à venir. En 1940, Staline aurait préféré la paix, et s'il devait y avoir la guerre, préférait une victoire française. Si bien qu'en dépit de la russophobie agressive de la bourgeoisie et de la répression intense de sa justice et de sa police, tout souffle révolutionnaire avait disparu du parti communiste stalinisé. Lorsque au mois de mars 1940, à la suite de son repli commandé par le Parti, Raymond Guyot reprit à Moscou son activité comme Secrétaire général de l'**Internationale communiste des jeunes**, il reçut pour consigne que le travail de propagande était désormais entièrement orienté dans le sens de la défense de la paix, le thème de la lutte antifasciste étant rejeté au second plan. A Paris, l'alignement sur Moscou étant rétabli, le Parti communiste dénoncera à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai 1940, soit à la veille de l'attaque allemande, « *la violation de la neutralité norvégienne* » - et attaquera le gouvernement et les syndicats réformistes qui le soutiennent dans des termes qui frappent par leur manque de réalisme. Prenant Reynaud pour un nouveau Clemenceau l'**Humanité du soldat** écrira : « *Nous désignons les responsables. A nos yeux les traîtres et les criminels, ce sont les hommes qui conduisent notre peuple à l'abattoir, ceux qui sacrifient la vie de la jeunesse française. [...] Ce sont les Laval, Flandin, Bonnet, Daladier, Blum, Reynaud. [...] A bas les chefs socialistes et réformistes, vautrés dans l'Union sacrée de guerre et de trahison. [...] Les bassesses qui leur valent aujourd'hui les louanges des potentats du capital ne seront pas oubliées à l'heure du règlement des comptes.* » On ne pouvait pas se tromper davantage sur les intentions du gouvernement de Reynaud et de Daladier, soutenu par Blum, Belin et Frossard, et une

telle propagande ne pouvait pas prendre sur la population, et en particulier pas sur la troupe, mobilisée dans les casernes, témoin de l'impréparation de la guerre qui venait, et du manque d'enthousiasme des officiers à proportion qu'ils étaient plus haut placés et plus réactionnaires.

## 6. La guerre de Churchill et celle de Daladier

Le 2 décembre 1939, un feuilleton de guerre propre à enflammer le chauvinisme britannique avait débuté lorsque le cuirassé de poche *Graf Spee* avait coulé deux navires britanniques au large du Cap. Il semblerait que la sortie en mer du Graf Spee ait été de longtemps ordonnée par Hitler pour procéder à ce genre de provocation au moment voulu. Et le moment était apparemment venu pour Hitler : était-ce pour signifier à l'Angleterre que le moment était venu pour elle de choisir une bonne fois entre la guerre ou la paix ? Car soit Chamberlain s'effrayait de la pente sur laquelle il s'était engagé, et alors le signe en serait qu'il se débarrasserait de Churchill, soit au contraire il confirmerait son premier Lord de l'Amirauté, et deviendrait en pratique son otage. C'est cette dernière hypothèse qui se vérifia. Churchill, qui n'attendait que ce genre d'occasion, déclencha une chasse au long cours amplement médiatisée qui devait se conclure glorieusement le 17 du même mois lorsque le *Graf Spee*, fut rejoint dans l'Atlantique sud puis attaqué et endommagé par trois unités mineures mais résolues de la Royal Navy : l'*Exeter*, l'*Ajax* et l'*Achilles*, avant de se saborder dans le Rio de la Plata.

On ne trouve pas d'équivalents français de ces préludes à la guerre totale contre le nazisme qui furent le fait des Anglais alors même qu'ils n'avaient encore qu'une conscience un peu floue de s'engager dans une entreprise de ce genre. Lutter contre le nazisme ? C'était une formulation bien abstraite et idéologique pour un britannique, et tout-à-fait répugnante en particulier pour un Chamberlain. Et ce n'est pas cela qu'ils décidèrent. Les Anglais ne défendirent jamais autre chose que l'Angleterre : ce qui est déjà en soi assez louable. Car il faut le dire une fois pour toutes : le nazisme ne fut pas abattu par une volonté d'abattre le nazisme, mais par accident : parce que le support matériel du nazisme à ce moment là était l'Allemagne et ses ambitions impériales. Et cela s'était opposé aux volontés de survie disparates des autres peuples européens, par ailleurs différents et parfois hostiles les uns aux autres. A la fin, le nazisme fut tué – avant de renaître - et la liberté de l'Europe sauvée – partiellement et provisoirement - par la conjonction des efforts du peuple anglais, qui ne croyait pas à l'antinazisme, et du peuple soviétique, si éloigné à l'époque de toute pratique de liberté. Paradoxes.

En France, la volonté de survie était très faible et cela se voyait à la décomposition des institutions républicaines et à la montée de la discorde civile. Après le coup contre la représentation nationale, qui avait réduit le parlement à un organisme docile à toutes les dérives pseudo-nationalistes, en réalité défaitistes, jusqu'au naufrage du 10 juillet 1940, l'État se dota d'outils répressifs inspirés du fascisme. Une *Brigade spéciale* anticommuniste, la BS1, fut créée en sus de la première section des Renseignements généraux, qui surveillait traditionnellement les partis de gauche. Il fut créé des *cellules spéciales anticommunistes* d'agents en civil dans la police municipale. La répression s'attaqua aux moindres militants, avec saisie des biens personnels, et en particulier des livres, de façon si bête et indiscriminée qu'on alla jusqu'à interdire *Le Cid* de Corneille en raison de la référence espagnole, qui évoquait des souvenirs tendant trop au rouge de l'avis général de la préfecture de police, peu dissuadée par l'anachronisme. De nombreux militants désertèrent alors le Parti sous l'effet de la crainte. A l'inverse, d'autres comme Pierre Daix adhérèrent au contraire à cette époque en réaction contre les persécutions policières.

Le 30 novembre 1939, la Chambre des députés avait renouvelé les pleins pouvoirs de Daladier par 318 voix contre 175. Ce nouveau pas vers la dictature, après des mois de gouvernement par décrets et l'épuration de l'Assemblée nationale, n'était pas moindre que celui qui serait franchi par Pétain le 10 juillet 1940, mais les débats qui eurent lieu montrèrent les graves divisions qui existaient entre les partis et les clans de la bourgeoisie qui se partageraient – mais il faut plutôt dire se disputeraient – le pouvoir sous Pétain, à Vichy et à Paris. A droite, en contraste avec le petit milieu de Paul Reynaud et de ses amis anglophiles – ou affectant l'anglophilie - que l'on considérait avec quelque exagération comme des *bellicistes*, il y avait tout un *parti de la paix* – en réalité pro-fasciste - conduit par de Monzie, Loustaunau-Lacau, Ménétreel, Laval, Marquet, Weygand, Flandin, Paul Faure, Ybarnegaray, Pomaret, Bérenger, Bergery, Déat, Frossard, etc.. Ceux-là tendaient à une dictature Pétain-Laval et s'agitaient pour, dans un premier temps, remplacer Daladier par Reynaud, qui se situait un cran plus à droite - ils auraient gain de cause au mois de mars 1940 - et ils appréciaient en attendant la diplomatie mise en place par Bonnet – parti le 13 septembre pour cause de philo germanisme avéré et incompatible avec la situation de guerre - qui s'était axée sur la '*vocation méditerranéenne*' de la France : c'est à dire la non-confrontation avec les ambitions allemandes en Europe et les '*mains libres pour l'Allemagne à l'Est*'.

A Berne, Friedrich Grimm, naguère grand animateur de la vie culturelle nazie à Paris, resté à proximité de la frontière en attendant de rentrer en France en occupant, mais pour n'y retrouver que des amis, organisait des concertations dans le but de développer en France d'une atmosphère favorable à son

pays, son parti, son *Führer*. Il avait dû recevoir l'assurance que son attente ne serait pas trop longue, car c'était un secret de polichinelle que beaucoup dans la classe politique attendaient sans appréhension l'invasion qui se profilait. Les ouvriers français, si indociles, *travaillés par les cocos*, et qui revendiquaient, étaient sourcillement surveillés par la police, et s'entendaient quotidiennement répliquer : « *Vous verrez, quand les Allemands seront là !* »

A gauche, dans le même temps l'autre *parti de la paix* était beaucoup bien moins toléré : il s'agissait du Parti communiste, en raison naturellement de son alignement sur la politique de l'Union soviétique. On sait comment, l'ennemi le plus résolu de Staline, en dépit de toutes les apparences, s'appelant Hitler, ce souci principal des enjeux de la lutte sociale conduisit la bourgeoisie à basculer dans des attitudes qui se traduiraient ultimement comme collaboration avec le nazisme : exactement comme, de façon symétrique, serait systématique l'approbation communiste de tout ce que déciderait Staline. Tout récemment, engagée depuis le début des années trente, et de façon aiguë après 1936 dans sa guerre civile froide contre les classes populaires organisées ou influencées par le parti communiste, la bourgeoisie française n'avait pas déduit du pacte germano-soviétique une aversion contre Hitler, mais principalement contre Staline. Et les *socialistes* eux-mêmes ne faisaient pas exception en matière de soviétophobie systématique : d'autant que les communistes soviétophiles étaient aussi des concurrents en matière de politique intérieure, et d'influence sur le monde ouvrier. La période de la drôle de guerre est une de celles qui clarifièrent beaucoup la véritable fonction historique du mouvement socialiste après la première guerre mondiale : mettre le militantisme et le vote populaire au service des gouvernements du statu quo. Un rôle de *récupération*. C'est évidemment en Allemagne que cela s'était vu avec le plus d'évidence lorsque Ebert avait liquidé l'insurrection spartakiste, mais le parti socialiste français était exactement de même nature. «*On ne peut se défendre, à l'égard des socialistes, des pires suspicions : avocats de la bourgeoisie, avec ce que ce mot comporte d'honoraires*», disait Emmanuel Berl, qui ne le disait pas par inclination communiste, mais par simple goût du net et du vrai en histoire. En 1939 il était de fait, et incontestable, que Blum et Weygand, le royaliste et le prétendu socialiste, s'étaient ralliés avec ensemble aux vues des importants qui se trouvaient aux affaires. De la part de de Gaulle, on le sait, il restera éternellement ce jugement fulgurant sur les partis français : '*Je n'aime pas les communistes parce qu'ils sont communistes, je n'aime pas les socialistes parce qu'ils ne sont pas socialistes, et je n'aime pas les miens parce qu'ils aiment trop l'argent*'. Les communistes, pour leur part, pour parler des 'socialistes' disaient simplement *sociaux-traîtres*. Comme quoi les bons esprits finissent toujours par converger.



Entre le parti communiste et tout le reste de la société politique, on en vint donc rapidement aux grands mots. Ainsi lors du débat sur les pleins pouvoirs, alors que les autres députés communistes étaient soit illégalement arrêtés, soit en fuite, Florimont Bonte, sur ordre du Parti, s'introduisit clandestinement dans l'hémicycle et tenta d'y prendre la parole. Alors qu'on l'emmenait pour le remettre à la police en dépit de son immunité de parlementaire, Daladier déclara que « *le parlement ne saurait délibérer en présence de traîtres.* » Dans la déclaration qu'il n'avait pas pu faire, mais qui fut publiée clandestinement par l'*Humanité*, Bonte réaffirmait que « *la guerre que l'on fait faire au peuple de France poursuit à l'extérieur des buts impérialistes, en même temps qu'elle permet à l'intérieur d'imposer un odieux régime de dictature militaire et de terreur au peuple de France* », il accusait Blum d'avoir assassiné la république espagnole, et à ses successeurs d'avoir à tort poussé la Pologne à refuser tout arrangement avec l'Allemagne alors qu'ils avaient tout cédé à Hitler s'agissant de la Tchécoslovaquie, et de subordonner la politique française aux intérêts financiers anglais. Il affirmait que le peuple français était désormais '*convaincu de la nécessité, pour mettre fin à la guerre, de chasser le gouvernement de honte, de misère et de guerre que préside M. Daladier.*'

C'était la première fois que de telles vérités étaient affirmées publiquement avec autant d'énergie par le Parti communiste. En réponse, les milieux gouvernementaux et patronaux, notamment les préfets Bussière et Langeron, et l'industriel Lehideux, gendre de Louis Renault, qui poursuivront les mêmes activités dans les mêmes conditions après l'invasion allemande, déclenchèrent une campagne de délation et d'arrestations arbitraires de l'encadrement politique et syndical ouvrier qui serait en continuité avec les persécutions de l'occupation et culminerait avec les fusillades d'otages, massives à partir de celles de Bordeaux, Paris et Chateaubriant en octobre 1941. De nombreux militants ouvriers furent alors envoyés dans des centres de détention administrative sur la base de leur seule appartenance au Parti communiste. Des fichiers furent établis par la police qui seraient utilisés par les nazis pendant l'occupation pour conduire la lutte contre la résistance armée communiste et remplir les prisons de futurs otages.

Devant la perspective d'une répression sans cesse accrue, le Parti communiste se réorganisa en faisant monter des éléments plus durs et plus jeunes et en renforçant sa vigilance à l'égard des risques d'infiltration policière. Il prit une configuration qui serait adaptée à la période de l'occupation allemande avec la constitution de *triangles* militants. Un tract des *Jeunesses Communistes* énonçait : « *Nous sommes entrés dans une nouvelle phase de la lutte révolutionnaire ; en même temps qu'il faut lutter contre la sainte frousse, il faut rechercher toutes les possibilités d'échapper aux pièges que peut nous tendre la police. Devant l'ennemi de classe, nous devons toujours cacher nos plans et nos*

*méthodes de travail.* » Les consignes recommandaient d'écarter sans hésitation tous les éléments faibles ou hésitants, et de se méfier tout particulièrement des ivrognes et des socialistes. En dépit de toutes les précautions, au 19 mars 1940, 3400 communistes auront été arrêtés et 555 placés en internement administratif. Au total, le parti est désorganisé et isolé, se mouvant dans une atmosphère générale hostile.

Très haut dans la hiérarchie Marcel Gitton, de longue date soupçonné d'être un informateur de la police, mais peut-être protégé dans des temps moins difficiles, et qui avait été mis **secrétaire à l'Organisation**, réagit le 30 novembre à la prorogation des pleins pouvoirs à Daladier et à la perspective de répression accrue en reniant le Parti. Et pour s'assurer qu'on le laissât désormais tranquille il alla voir les policiers de son quartier, aux Lilas pour signifier officiellement sa décision. Divers observateurs, même non communistes, tombèrent d'accord qu' « *on ne démissionne pas de son parti dans un commissariat* ». Mais, ne se sentant nullement disqualifié, ni dégoûté de la politique, tant le reniement de convictions communistes était à l'époque populaire, et vous garantissait un minimum de succès et de considération, il fondera alors l'*Union populaire française* qui formera un nouveau groupe des parlementaires anciennement communistes exclus pour cause de désaccord avec la ligne d'approbation du pacte germano-soviétique. Il est difficile de dire quel était le niveau de sincérité de Gitton. Il est certain que le refus du Pacte conclu entre Hitler et Staline aurait été un prétexte de rupture plus noble que la peur de Daladier et de sa police, et le désir de continuer à mener une vie confortable : mais en réalité, le double jeu de Gitton était bien antérieur aux événements internationaux récents, et simplement tenu secret d'un commun accord entre l'intéressé et les hautes sphères du Parti. Toute cette affaire demeure assez mystérieuse, et d'une façon générale, il faut surtout en retenir que les grandes déclarations de principe venues des politiciens sont à prendre avec des pincettes. Ils sont comme tout le monde *humains, trop humains*.

Le douzième numéro de l'*Humanité* désormais clandestine, paru à une date difficile à préciser, probablement entre le dix et le quinze décembre 1939, était consacré à la défense de la décision soviétique d'envahir la Finlande, mais trouvait aussi le sujet assez important pour consacrer un espace rédactionnel devenu rare et précieux à la dénonciation de Gitton, et à la mise en garde des camarades contre ses approches éventuelles aux fins de désinformation, espionnage ou débauchage, comme le voulaient les mœurs de l'époque. On reverrait périodiquement de telles insertions dans l'*Humanité* pendant toute la période de la clandestinité et de la lutte militaire contre l'occupation. L'*Humanité*, organe d'information d'un parti en guerre, était devenu un outil de guerre civile et étrangère.

Le modèle parfait des articles d'invectives contre les 'traîtres' et les 'renégats' est peut-être l'article de mars 1940, intitulé « *Les traîtres au pilori* », publié par Maurice Thorez dans l'édition anglaise de l'Internationale, *The Communist International*, contre Gitton et Nizan, démissionnaires après la signature du Pacte germano-soviétique : or Nizan, mis sur le même plan que Gitton, était un de ces anciens du Parti dont il était peu vraisemblable que la rupture ait été motivée par autre chose qu'un désaccord politique de fond. Par la suite, beaucoup d'exclus du PCF, et au premier rang d'entre eux de grands résistants comme Marty, Tillon et Lecœur subiraient le même genre de calomnie : mais aussi, pendant la guerre elle-même, nombre de militants dévoués, pour des raisons sans rapport avec une quelconque trahison, parfois de véritables fautes, imprudences ou autres raisons que les historiens ont parfois démêlées à grand peine. Un cas particulier était celui des responsables qui s'étaient seulement rendus coupables d'avoir fidèlement suivi une politique par la suite répudiée en raison de ses résultats désastreux, comme celle impulsée par Tréand et Duclos aux tout débuts de l'occupation : et ceux-là n'étaient pas traités avec plus d'indulgence que les responsables de bévues et méfaits personnels.

On observe à cette occasion la naissance d'une propagande de guerre spécifiquement communiste qui suit quelques itinéraires inspirés de la pratique stalinienne et qui deviendront habituels. Dans ce cas, comme dans d'autres ultérieurs où il s'agirait de répudier des personnalités qui avaient pu avoir un rang important dans le parti, et de l'influence, l'itinéraire de la déchéance est décrit comme le résultat d'une vie déréglée et de vices personnels comme l'arrivisme, la lâcheté, la cupidité, plutôt que comme la montée progressive de désaccords politiques. Et la pratique qui résulte de cette corruption personnelle est décrite comme celle d'informateurs de police : ce qui n'était peut-être pas sans quelque fondamentalement, il est vrai, dans le cas de personnages comme Gitton. Mais l'inconvénient de cette posture était qu'il fallait reconnaître que le Parti avait été incapable d'empêcher la montée aux responsabilités les plus élevées de personnages tarés et indignes. Dans d'autres cas, lorsque les exclus se trouvaient être des personnages honorables qui avaient rompu pour des désaccords de doctrine défendables, la faiblesse du système était le peu de crédibilité des accusations infamantes. Cela finirait avec Marty et Tillon, longtemps après la guerre et tous les risques pris, l'immensité des responsabilités assumées, le nombre des camarades associés dans l'action, cependant accusés d'avoir de tout temps été des informateurs de la police et rien de plus. Ce genre d'ineptie était de nature à tuer un parti, et finirent par y réussir. Mais on n'en était pas là à l'automne de 1940, année terrible dans la vie concrète des militants et des dirigeants, mais période dorée de l'enthousiasme antifasciste, de l'unanimité dans l'admiration de Staline et de confiance dans la force matérielle et morale de l'URSS, de certitude de la

justice de la cause, qu'il s'agît de la guerre ou de la révolution, et de croyance absolue en la victoire finale.

Avec cette pratique de *mise au pilori* des dissidents et minoritaires, voire de responsables et militants demeurés obéissants mais qui s'étaient trouvés être les exécutants d'une ligne depuis réprouvée, il ne s'agissait pas seulement d'une facilité polémique : il s'agissait de l'application d'une logique selon laquelle la ligne du parti est toujours juste et *incontestable*. Il en découlait que l'on ne pouvait contester la ligne que pour de mauvaises raisons, et que des décisions erronées ne pouvaient découler que de fautes personnelles. A l'exécution près, Tréand subira pour avoir appliqué la ligne légaliste de l'été 1940 le même sort que Gitton pour avoir changé de camp et s'être mis au service de la police et des occupants, et Duclos lui-même ne parviendra à survivre politiquement qu'en trouvant le moyen de faire oublier sa responsabilité dans l'application de la ligne de juillet-octobre 1940 en la rejetant exclusivement sur son collègue.

Tréand survivra, quoique très diminué, à sa chute politique, mais il n'en ira pas de même pour le renégat Gitton. Après avoir sombré dans la collaboration et organisé l'enlèvement du vieux Marcel Cachin au profit des Allemands qui entendaient en faire un otage, Gitton sera finalement abattu le 4 septembre 1941 par un groupe de choc clandestin, le *bataillon Valmy*, composé de Fosco Focardi, Marcel Cretagne, Emile Bevernage et Pierre Georges. Pierre Georges qui, de retour d'Espagne, et déjà assez gradé dans l'appareil des *Jeunesses communistes*, était malgré tout bien loin à l'automne de 1939 de se voir dans ce genre d'activité, puisqu'il venait de revenir à la vie civile, avait suivi un stage de formation accélérée comme ajusteur aviation, et avait trouvé un emploi correspondant aux usines CAPRA (Compagnie Anonyme de production et de Recherche Aéronautique) de La Courneuve, où il avait retrouvé son ami Maurice le Berre. Une position peu compatible avec l'appartenance au parti communiste, aurait-on pu croire, et dont on se demande si cela ne l'avait pas placé sous l'oeil attentif de la police. Il semble pourtant que ce ne soit pas sur une dénonciation patronale qu'il finit par tomber sous les griffes de la police de Daladier, mais en raison de son action militante continuée au mépris de la loi, et de celle de sa famille presque toute entière.

A Paris, les *Jeunesses Communistes* ayant été interdites, une vingtaine de membres de la section du XIXème arrondissement continuaient de militer illégalement sous la responsabilité de Georges Tondelier : elles feraient partie du noyau initial, du vivier de jeunes gens prêts à risquer leur vie dans lequel la direction puiserait les premiers combattants de l'*Organisation spéciale* lorsqu'il s'agirait de s'en prendre aux occupants allemands en août 1941. A leur tête, il y aurait Pierre Georges, évadé d'un centre de détention administrative de la république de Paul Reynaud, puisque par une coïncidence de

date qui illustre la divergence entre la France et l'Angleterre, c'est également le 2 décembre 1939, jour où le *Graf Spee* s'était sabordé dans le *Rio de la Plata*, que son frère Jacques Georges ayant été arrêté pour détention de tracts communistes, il avait été surpris par une descente de police à son domicile, ainsi que son épouse Andrée, et aussi Raymonde, épouse de son autre frère Daniel Georges. Daniel, mobilisé, n'avait pas été inquiété, mais Pierre et Jacques Georges avaient été passés à tabac par la police et internés à la Santé, tandis que Raymonde et Andrée avaient été internées à la Petite Roquette. Au-delà du temps de sa condamnation, il serait placé en détention administrative en vertu d'un décret du 18 novembre 1939 d'abord pris par Daladier pour les réfugiés républicains espagnols. Étendu aux nationaux français, le décret prévoyait l'internement administratif de tous les individus '*dangereux pour la défense nationale ou pour la sécurité publique*' : il concerna d'emblée les communistes, et serait ensuite utilisé par Vichy pour combattre le *terrorisme*, c'est-à-dire la *résistance*, qui n'étaient pas autre chose que les nouveaux noms du *parti communiste* – autre exemple de parfaite continuité entre la république de Daladier et celle de Pétain. Des camps d'internement furent créés sur le modèle du camp de Gurs. C'est dans l'un d'entre eux que Pierre Georges fut placé : et ce contre-temps explique qu'il y ait peu à dire sur son activité anti-fasciste jusqu'à son évasion en juin 1940 puis son recrutement pour la lutte armée à l'été de 1941. Mais il est caractéristique de l'époque que son entrée dans l'action violente, plus de dix-huit mois après son arrestation par la police française, ait consisté à reprendre sa place, à un niveau d'énergie supérieur, dans la guerre civile qui avait commencé sous Daladier. Là aussi, la continuité entre Vichy et la république était sans bavures : à cette continuité, le parti communiste avait aussi apporté sa pierre en faisant de la *résistance* une continuation, simplement plus chaude, de la lutte des classes, dont la *liquidation des traîtres* était une composante majeure.

Si l'on considère la France d'un côté et l'Angleterre de l'autre, le paysage était très différent, ce qui signifie que l'alliance anglo-française était entrée dès ce moment en décomposition. L'Angleterre faisait la guerre étrangère et rassemblait ses forces. La France était en réalité en pré-guerre civile, et semblait ignorer la menace aux frontières. Le chef qui mobilise une armée et ne la conduit pas aussitôt au combat est un traître ou un imbécile : les dirigeants français, aussi stupides qu'ils aient pu être, devaient obscurément saisir cette difficulté, qui se traduisait quotidiennement en attitudes désagréables de la troupe, mais en l'occurrence, ne pas faire la guerre à l'Allemagne faisait l'objet d'un consensus entre toutes les fractions d'une opinion par ailleurs féroce divisée. On mettait les communistes en prison pour avoir dénoncé une guerre que le gouvernement ne faisait pas et dont aucun parti ne voulait : et donc pour se distinguer de ce mauvais pacifisme, et démontrer qu'ils étaient pour leur part résolus à défendre le pays, les politiciens de droite comme de gauche s'étaient à peu près entendus sur

une action militaire de substitution : la lutte contre l'Union soviétique et contre les Français qui voyaient au contraire l'intérêt de la France du côté d'une entente avec elle. Cela signale comme la volonté de survie était au plus bas surtout en France, et cela explique qu'il n'y ait pas eu d'équivalent français des opérations préliminaires contre l'Allemagne que connut l'Angleterre avec ses opérations maritimes : les milieux réactionnaires, au fond fascisants, de la classe dirigeante y avaient efficacement grippé la défense nationale par des consignes de prudence rigoureusement suivies sur le Rhin par le haut commandement militaire. Au lieu de cela, on rêvait de s'en prendre, lointainement, au véritable ennemi idéologique qu'était *le pays des Soviets*.

L'ineptie stratégique française fut probablement très encouragée, et en tous cas justifiée au niveau de la propagande, par l'affaire finlandaise. En effet, le 30 novembre 1939, six semaines après être entrée en Pologne, et pour le même genre de raison : s'assurer un glacis défensif, l'Union soviétique avait envoyé son Armée rouge saisir par la force des territoires côtiers de la mer Baltique qui n'avaient pas pu être obtenus par la négociation avec le pouvoir Finlandais. Anticipant l'assaut allemand, Staline avait voulu échanger contre d'autres territoires une bande côtière stratégique et quelques îles en face de Léninegrad : mais la Finlande, où les *Blancs* l'avaient emporté dans la guerre civile, était devenue pro-allemande après l'accession d'Hitler au pouvoir, et avait opposé un refus net aux propositions soviétiques. La réponse de Staline fut une opération de conquête territoriale sans déclaration de guerre qui déclencha une furieuse réaction antisoviétique et anticommuniste dans l'Europe entière. Faisant preuve d'une célérité inhabituelle, la SDN déclara dès le 14 décembre l'Union soviétique coupable d'agression envers la Finlande : une chose qu'elle n'avait pas su faire à propos ni de l'Ethiopie, ni de la Tchécoslovaquie. Les Etats-Unis, non membres de la SDN mais très actifs dans la coulisse, activaient leurs pays clients pour pousser aux sanctions contre l'URSS, et trouvaient l'appui des puissances fascistes pour obtenir son exclusion, alors que les opérations menées par l'Italie, l'Allemagne, le Japon, contre l'Ethiopie, la Tchécoslovaquie et la Chine avaient laissé l'organisation indifférente. Daladier annonça l'envoi d'armes : la Finlande réussissait ainsi le tour de force diplomatique d'être soutenue à la fois par la France et par l'Allemagne, officiellement en guerre l'une contre l'autre. Et la résistance à l'Armée rouge de la petite Finlande, petite certes, mais fasciste et alliée à Hitler, fut décrit comme '*un miracle favorable aux Alliés*' par les milieux patronaux et leur presse.

Devant ce tollé, Moscou craignit une intervention occidentale, au point qu'il demanda au *Komintern* de lancer une campagne de propagande visant à '*paralyser l'agitation antisoviétique*'. On parla donc plusieurs fois de la Finlande dans la presse clandestine du parti communiste français. Le 22 décembre,

on y trouva un appel à la désobéissance : « *Les travailleurs savent que lutter contre le pays du socialisme équivaudrait pour eux à un véritable suicide. Que Daladier et Chamberlain le sachent bien, les travailleurs ne se battront jamais contre l'URSS, pays du progrès, de la liberté et de la paix* ». C'est dans ce contexte que des rumeurs coururent dans les milieux ouvriers, selon lesquelles le Parti recommandait le sabotage de la production de guerre destinée à la Finlande : et certains prirent une telle consigne au sérieux. Plusieurs y perdirent absurdement la vie, tout en nuisant gravement à la réputation du Parti dans les milieux les moins mal disposés. Ce qui semble établi, c'est que le Parti organisait l'espionnage dans les usines en rapport avec la défense par le système des '*correspondants ouvriers*' (*rabcors*). Mais nul ne sabotait mieux la défense nationale que le gouvernement et l'État-major. Dans l'état amoindri où avait été réduit Parti, toute son agitation en défense de l'Union soviétique ne compta sans doute pas beaucoup sur le terrain, mais grâce à Dieu, ou peut-être plutôt au diable, le caractère décidément velléitaire du gouvernement faisait la paire avec le caractère purement déclamatoire de plus d'une prise de position du parti communiste. Le soutien français aux Finlandais demeura aussi platonique que précédemment l'aide à la Pologne : il donna lieu cependant à un moment de créativité dans la planification de l'État-major. On allait faire la guerre après tout, même si cela devait être de façon imaginaire, contre un ennemi qui pouvait difficilement être combattu en pratique, et seulement au détriment de la France.

Les difficultés initiales de l'Armée rouge dans la guerre contre la Finlande avaient donné l'idée à Daladier, Alexis Léger, Gamelin et Darlan que le moment était venu d'en finir avec le régime communiste honni. Les hauts militaires français s'étaient mis dans l'idée que l'Union soviétique pourrait bien s'effondrer rapidement sous l'effet d'un assaut militaire à la portée de la seule armée française. *L'armée rouge se disloquerait à la première pichenette* se disaient l'état-major, la haute administration, les grands patrons de l'industrie et de la banque et les politiciens de tous les partis encore autorisés, parce qu'ils prenaient leurs désirs pour des réalités : et donc la bourgeoisie française qui déjà faisait la guerre sociale aux communistes français plutôt qu'à Hitler, une fois entrée dans cette logique où l'idéologie prenait le pas sur toute prudence et tout réalisme se mit à imaginer des agressions contre l'Union soviétique en substitution de l'impossible attaque sur le Rhin.

Hitler pourrait lui aussi avoir conçu de grandes espérances en voyant les difficultés soviétiques, mais ses plans étant arrêtés il ne les modifia pas : ce serait d'abord la France. Il expliquera par la suite qu'à son avis, l'utilisation de troupes de second ordre en Finlande était de la part des Russes une manoeuvre : un cas de *maskirovka* tendant à leurrer les ennemis de l'Union soviétique en leur faisant croire que le pays était faible afin de les pousser à révéler leurs véritables intentions. Mais dans le cas

de la France, le procédé avait fonctionné à merveille, et afin d'en finir avec cette inaction ridicule, on conçut de lancer une opération en Norvège par un débarquement en Scandinavie qui pourrait d'une part sécuriser la *route du fer* contre les Allemands et tendre la main aux Finlandais contre l'Union soviétique. Une agression en préparerait une autre, car à Petsamo, on se heurterait aux Russes, qui s'étaient eux aussi déployés dans l'extrême nord : et cela justifierait dans un second temps un raid contre Bakou. Promoteurs et concepteurs de ce projet, Daladier, Alexis Léger, Gamelin et Darlan y avaient rallié Blum et Weygand, ce dernier déclarant qu'il entendait avant tout « *briser les reins de l'Union soviétique* ». On misait sur un soulèvement des prisonniers politiques antibolchéviques, sur une reconstitution des armées blanches de la guerre civile des années vingt, et sur la remobilisation dans une armée française reconditionnée pour des opérations polaires des débris polonais du général Sikorski.

En somme, la position militaro-diplomatique du gouvernement français était que pour se défendre contre l'Allemagne il fallait surtout ne rien faire contre l'Allemagne directement, mais d'une part se porter au secours de la Finlande, alliée de l'Allemagne, contre l'Union soviétique, autre alliée de l'Allemagne mais dont l'Allemagne nous protégeait, tout en s'appuyant sur elle pour nous menacer. Les relations internationales sont décidément des affaires complexes, et où beaucoup de chiens mordent beaucoup de queues, parfois les leurs et parfois celles des autres. Certes, aider les Finlandais contre les Russes était un peu paradoxal, et supposait d'être présenté avec soin à l'opinion publique, puisque ils étaient par ailleurs des alliés des Allemands. Il y avait le prétexte des matières premières, qui était de mauvaise foi puisque le commerce continuait tout aussi bien entre l'Allemagne et les puissances occidentales. Par ailleurs, l'Union soviétique n'était pas une menace. En réalité, Staline redoutait une agression britannique et il était à mille lieues de vouloir une guerre avec la France. Il n'y avait aucune chance qu'il nous la déclare. Il n'avait aucun moyen de nous attaquer et ses armées ne collaboraient en rien avec celles d'Hitler au plan opérationnel. Il était donc un peu compliqué, de s'en prendre à l'Union soviétique sous prétexte de défense nationale : mais le pacte germano-soviétique autorisait quelques acrobaties intellectuelles accessibles aux polytechniciens de l'État-major. Les raisonnements stratégiques étaient devenus très amples et très abstraits, devenus plus subtils et même diablement intelligents depuis que Reynaud et les *républicains modérés de droite* étaient aux affaires.

On se fondait désormais sur une nouvelle maxime : *il importe de ne pas laisser l'Union soviétique en dehors d'un conflit dont elle deviendrait de ce fait l'arbitre et la bénéficiaire*. Il fallait donc faire en sorte que l'Union soviétique entre dans la guerre contre l'Allemagne : ou à défaut, **à ses côtés !** Autrement dit : si l'on faisait la guerre à l'Allemagne, il était plus sûr de faire aussi la guerre à l'Union



soviétique *en même temps* plutôt que *successivement*. On dénonçait donc dans tous les journaux une alliance soviéto-allemande *qui n'existait pas*, mais tout en travaillant à *la susciter*, pour s'y confronter, et l'on tablait sur le fait que l'Union soviétique était un colosse aux pieds d'argile, tout en parlant à son propos d'un formidable rouleau compresseur : puisque de façon assez constante dans l'esprit de nos dirigeants, l'armée russe est toujours sur le point de déferler jusqu'à Brest, mais probablement incapable de défendre Moscou.

Dans son ouvrage classique sur la ***Politique étrangère de la France***, Jean-Baptiste Duroselle, historien universitaire qui ne pratique pas inconsidérément le jugement de valeur ne s'interdit pourtant pas de qualifier de *délirants* les projets militaires conçus par l'État-Major pendant l'hiver 1939-1940. Weygand entendait, avec ses deux divisions du Proche-orient « *briser les reins de l'Union soviétique* », tandis que de Gaulle lui-même, par la suite mieux inspiré, affirmait qu'« *un corps expéditionnaire motorisé, débarquant en Finlande à travers la Norvège aurait tôt fait de bousculer les hordes désordonnées de la Russie et de marcher vers Léningrad* ». A un certain point, pour citer un sommet de l'enthousiasme guerrier qui avait saisi les polytechniciens de l'État-major, et à leur suite une bonne partie des élites dirigeantes, Duroselle rapporte comment le capitaine Stehlin entendit un jour avec stupeur l'aide-major général de l'air Bergeret envisager *une vaste manœuvre en tenaille* : « *Les forces venues de Scandinavie et de Finlande se porteront au-devant de l'armée Weygand laquelle partie de Syrie vers Bakou remontera vers le nord et les rejoindra à Moscou* ». Pour mener à bien ces projets qui devaient bouleverser la situation stratégique globale après avoir liquidé l'Armée rouge, la France n'hésiterait pas à engager les deux divisions dont elle disposait au Levant, et, pour la mâchoire septentrionale de la tenaille qui devait enserrer et disloquer l'Armée rouge, une demi-brigade de la Légion étrangère et quelques chasseurs alpins, à disposer en Scandinavie au plus vite.

On trouve ces précisions dans une note du général Gamelin de la fin février 1940 :

***'Note du général Gamelin, Commandant en chef des forces terrestres. Extrait. Secret. Le 22 février 1940. Etude.***

***(Note marginale manuscrite : 'Cette étude, très légèrement modifiée, a été adressée le 4 avril 1940 par lettre n°359 CAB./DN au président Reynaud (remise à M. Baudouin)'.)***

***Etude sur une action destinée à priver l'Allemagne et l'URSS des ressources en pétrole du Caucase.***

***Conclusions :***

*1° L'interception en mer Noire des pétroles envoyés du Caucase en Allemagne ne présente qu'un intérêt limité en raison de l'importance relativement faible de l'apport russe actuel par cette voie dans le ravitaillement en pétrole du IIIème Reich.*

*2° Une action contre l'industrie pétrolière russe au Caucase offre, au contraire, pour les Alliés un très gros intérêt. Elle permet de porter un coup très dur, sinon décisif, à l'organisation militaire et économique soviétique. Au bout de quelques mois, les embarras de l'URSS pourraient même devenir tel que ce pays courrait le risque d'un effondrement total. Si ce résultat était obtenu l'Allemagne, privée de tout ravitaillement soviétique verrait se fermer à l'Est la barrière du blocus et devrait se contenter de vivre sur les Pays Nordiques et les Balkans, derniers retranchements économiques où elle pourrait encore se défendre.*

*3° Une action contre les pétroles du Caucase peut prendre soit la forme d'un travail politique ayant pour but un soulèvement des populations musulmanes du Caucase, soit la forme d'opérations militaires dirigées contre les centres importants de l'industrie pétrolière russe.*

*(note marginale manuscrite : 'Nous nous sommes depuis orientés vers une opération conjuguée aérienne et navale. Mais la valeur respective demeure vraie.')*

Certes, si de tels plans pouvaient réussir, l'Allemagne se fût *ipso facto* trouvée encerclée, et se serait probablement rendue. Hitler serait parti en exil à Sainte-Hélène, ou peut-être dans l'Île-aux-Chiens. On aurait pu ensuite envisager de conquérir la Chine, ou encore la planète Mars : à l'état-major, tout semblait possible, excepté d'affronter la Wehrmacht, qui était de l'autre côté du Rhin, et que l'on se gardait bien de provoquer. On irait plus loin que de la simple passivité par la suite, puisque si l'on doit parler des troupes du Proche-Orient qui étaient prévues pour foncer sur le Caucase, leur destin était, sous les ordres de Pétain devenu Chef de l'État et de Darlan devenu Chef du gouvernement, de combattre après l'armistice pour conserver la Syrie à Hitler contre les Britanniques de Wavell et contre les jeunes forces des **Français libres** de de Gaulle, qui la voulaient également, les uns pour la Grande-Bretagne et les autres pour la France – mais une France sans Pétain ni Darlan. Ainsi va la grande valse des alliances, amitiés et inimitiés éternelles entre les partis et les nations. Mais en attendant qu'il soit vraiment question de se battre, comme le parti communiste avait été le seul à ne pas se joindre à la condamnation générale de l'Union soviétique, l'événement finlandais justifia donc seulement, au plan intérieur, une aggravation de la répression anticommuniste. Au début mars 1940, par exemple, toute la direction Paris-Sud du Parti communiste fut arrêtée à Arcueil, et le matériel de reproduction de

*l'Humanité* fut saisi. Arrêtée elle aussi l'équipe de diffusion de *l'Humanité* du métro. Arrêtée l'équipe de diffusion de *l'Humanité* de la SNCF. Arrêtés 27 membres des *Jeunesses communistes*. Toutes ces arrestations, faits de la guerre civile franco-française, conduisirent à des fichages, à des condamnations et à des emprisonnements dont certains se prolongèrent jusqu'à l'invasion allemande : et dans plus d'un cas ils furent la cause d'un destin tragique comme otage après août 1941, lorsque la guerre fut devenue franco-allemande, et les militants communistes les seuls combattants patriotes sur le sol français.

Finalement, le projet caucasien n'avait pas eu de suite, car les stratèges fantasques de l'état-major et du gouvernement étaient retenus, outre leur propre pusillanimité, par les réticences des Anglais qui ne souhaitaient pas, s'agissant de l'immense Union soviétique et de ses deux ou trois-cents divisions, *ajouter la guerre à la guerre*. Le 7 mars, devant la perspective immédiate d'un traité soviéto-finlandais mettant fin aux hostilités de la *guerre d'hiver*, Paris prit acte avec dépit de l'impossibilité d'agir contre l'Union soviétique en Finlande. Seule la pince nord de la fameuse prise en tenaille de la Russie et de l'Allemagne par une demi-brigade de la Légion et quelques chasseurs alpins - non sans tendre la main à l'Inde, rassurer la Chine et inquiéter le Japon - devait connaître une tentative d'actualisation après avoir été recentrée sous l'influence des Britanniques sur des objectifs raisonnables et qui n'impliquaient pas l'Union soviétique. Peu imaginatifs, Halifax et sa mouvance appliquaient le principe *mieux vaut la guerre contre un ennemi plutôt que contre deux* et ils avaient refusé, lors du *Conseil suprême de défense interallié* du 19 décembre, de se laisser entraîner dans une politique trop agressive à l'égard de l'Union soviétique, n'approuvant que des sanctions diplomatiques à titre d'avertissement à la suite de l'affaire finlandaise. Finalement, les ambassadeurs britannique, italien et français avaient été rappelés en même temps dans leurs pays respectifs, dans l'espoir que les Soviétiques prendraient l'initiative d'une rupture. Le commandement français avait de son côté refusé le minage du Rhin - projet '*Royal Marine*' - que proposaient les Anglais comme mesure défensive. Winston Churchill écrit dans ses mémoires : « *C'était la première fois que j'entendais déclarer qu'il ne fallait pas faire de mal à l'ennemi, car cela pourrait le rendre furieux* ». Mais du côté français, on ne changea guère d'optique. Peu intéressé par le projet de débarquement à Narvik, l'état-major se reconvertit dans la production de plans balkaniques et caucasiens pour continuer à ne rien organiser contre Hitler et éviter de le mettre en colère. Il s'agirait de bombardements aériens sur les pétroles soviétiques, « *ce qui compléterait le blocus de l'Allemagne et accélérerait l'effondrement de l'URSS* ». Imaginé par le chef de l'aviation française, le général Vuillemin, « *ce projet Bakou offrait la possibilité de faire quelque chose sans provoquer directement les Allemands* ». C'était, au moins, dire les choses

clairement : nos militaires ne voulaient pas se battre contre les Allemands. Ils voulaient se battre contre les Russes, qui leur semblaient à la fois plus haïssables et moins dangereux. Les politiques, eux, croyaient – déjà - aux vertus de la *guerre* économique, la guerre sans morts, la guerre sans guerre, la guerre que nous pouvons gagner sans nous faire ni nous donner de mal. Mais le prétendu *blocus* de l'économie allemande était une fiction, les intérêts économiques des industriels des deux pays faisant en sorte que les échanges de charbon et de minerais se poursuivent pendant toute la *drôle de guerre* entre la France et l'Allemagne, et jusqu'à la débâcle, les divers accords de coopération économique franco-allemands devant être prorogés et amplifiés, bien plus souvent qu'initiés, dans la période d'occupation. Sur ce plan aussi, la continuité entre Vichy et la république devait être la règle, à ceci près que les Allemands cessèrent de payer pour leurs prélèvements.

C'est ainsi que la *drôle de guerre* était au bout de six mois devenue plus drôle que jamais. Au total, au bout de trois mois, le constat était accablant, mais ne faisait plus scandale, rien ne s'usant plus vite qu'un scandale quand le peuple est passif et démoralisé. La république bourgeoise avait déclaré la guerre à l'Allemagne, et ne la faisait pas. La propagande expliquera plus tard que c'étaient les Français qui n'avaient pas envie de se battre : ce qui n'est sans doute pas faux. Mais qui aurait eu envie de se battre sous des ânes pareils ? Le 17 novembre le *Conseil suprême interallié*, avec Chamberlain, Halifax et Daladier, avait conclu à la nécessité de défendre la ligne Meuse-Anvers, comme les militaires le réclamaient : c'est-à-dire que puisqu'on ne conduisait aucune offensive susceptible de fixer les forces allemandes et que donc implicitement on choisissait d'attendre la tentative de percée ennemie, il fallait déployer par anticipation un rideau de troupes sur une ligne tenable en Belgique, avec des réserves en arrière : faute de quoi la ligne Maginot, qu'Hitler avait définie devant Mussolini comme '*un ensemble fortifié de caractère pacifiste et défaitiste*', ne servait plus à rien. Mais les propositions franco-anglaises dans ce sens se heurtèrent au choix belge de préserver le statut de neutralité. Lorsque le 10 janvier 1940 un officier supérieur de la *Wehrmacht* fut pris en possession du plan d'attaque allemand prévoyant la violation de la neutralité belge, les autorités franco-anglaises décidèrent de ne tenir aucun compte de ces informations : pourquoi préparer sérieusement une guerre que l'on ne voulait pas faire, si l'on pensait que cela suffirait pour qu'elle n'ait pas lieu ? Les données immédiates de la déculottée de mai-juin 1940 étaient en place et les dirigeants nazis en étaient conscients. Ils n'étaient pas les seuls. En son for intérieur, Winston rejoignait Staline dans ses anticipations : *lorsque Hitler va débouler, les Français ne tiendront pas le choc*. Et le diagnostic était juste.

## 7. Churchill et Reynaud s'en vont en guerre

Tout un hiver passa sur une armée française pourrie par l'inaction. Au début de l'année 1940, Marie Bizet chantait *L'hôtel des trois canards* et Léo Marjane chantait *Mon Ange* : deux chansons qui, chacune à sa façon, relevaient de l'escapisme général. Seule *Edith Piaf* évoquait les malheurs de la guerre avec *L'accordéoniste*. Chez l'allié, Londres avait pris son visage de guerre : non pas sinistre, mais austère et résolu. L'ambassadeur soviétique **Ivan Maïski** donne dans son journal secret une description pleine d'empathie de l'attitude des Britanniques : "*Trois mois de guerre [...] Plus d'un million d'hommes ont été appelés sous les drapeaux. [...] Dans la rue, dans l'omnibus, dans le métro, au théâtre, à la patinoire, partout des uniformes militaires. Et pas seulement des hommes. Beaucoup de femmes sont en uniforme : bottes grossières, jupes courtes et casquettes pointues, d'où sortent des mèches de chevaux indociles. [...] Mais, jusque là, le schéma habituel de la vie anglaise n'a pas été trop perturbé. Le Parlement fonctionne normalement. Le vieux gouvernement travaille également comme avant, même s'il a été un peu rafraîchi par l'arrivée de Churchill et Eden. Chamberlain est plus fort qu'avant : les rumeurs et les discussions concernant son départ se sont calmées. [...] Londres lui-même a peu changé d'aspect. C'est le même bon vieux Londres : il est vrai qu'il a froncé les sourcils, qu'il s'est serré la ceinture, qu'il a mis un bleu de travail pour faire un sale boulot, mais c'est toujours le Londres qu'on connaît. Même les lieux de distraction sont pleins à craquer, malgré l'obscurité et la morosité du black-out*". Cependant un peu plus loin il notera que "*le souffle mortel de la guerre a gelé les fêtes du Nouvel An 1940. Les rues étaient plongées dans le lugubre black-out habituel. Les trottoirs étaient blancs de neige. [...] Il y avait des gens dans les rues, mais beaucoup moins que les années précédentes...*"

En Angleterre, la vie politique continue comme devant. Laisser l'ennemi vous affecter, c'est lui donner prise. Le canadien **Beaverbrook** est un des rares officiels qui recherchent encore un peu le contact avec l'ambassadeur soviétique **Ivan Maïski** depuis le début de la guerre d'hiver soviéto-finlandaise. Il lui fait le 4 janvier le tableau des positions et des rapports de force dans le haut *Establishment* britannique : du côté pour le moment dominant, **Chamberlain, Simon, Hoare, Halifax**, on songe encore à une paix qui ne passerait pas par l'écrasement de l'Allemagne. Dans l'autre camp, **Churchill** est résolument hostile

à une paix négociée avec Hitler. Il s'appuie sur la frange libérale-travailliste et sur certains cercles conservateurs. Il est aussi le plus favorable à une entente avec l'Union soviétique. La prédiction de Beaverbrook est que si Hitler ne fait pas des concessions sur la Pologne et la Tchécoslovaquie que les tchèdes puissent défendre devant l'opinion comme un vrai résultat, Churchill finira par l'emporter et pousser les feux de la guerre. Pas mal vu.

En France, on ne peut pas parler de cohésion autour du drapeau. Le pays est coupé en deux : avec les communistes d'un côté, et le reste de l'autre. Peu de neutres ou de réconciliateurs. Le 20 janvier 1940, Daladier a encore pris un décret réprimant les '*discours, propos, écrits de nature à favoriser les entreprises d'une puissance étrangère contre la France, ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations*' : et loin de s'appliquer aux espions et agents d'influence d'Hitler en France, qui ne passent jamais par la défense ouverte de son idéologie et de ses actions auprès du public général, le texte vise à s'en prendre à tout propos qui vient en défense de l'Union soviétique, c'est-à-dire à la propagande communiste. Lorsque à la chambre des députés – ce qu'il en reste - le cagoulard Ybarnegaray interpelle le gouvernement à ce sujet, le ministre de l'Intérieur Albert Sarraut répond qu'il s'occupe très diligemment de faire régresser son influence, ce qui ne peut être que graduel à partir d'une situation où le parti a totalisé 1 500 000 suffrages aux dernières élections. Ce que Sarraut décrit au passage, c'est une forte *mouvance* communiste : les milieux populaires politiquement conscients, d'où surgira la résistance à l'occupant. Et c'est cela que, d'accord avec les fascistes français, le ministre radical Sarraut considère comme une menace à combattre : guère moins que bientôt Pétain, Darlan et Laval. La mentalité de guerre civile inspirée par la haine de classe partagée par Sarraut et ses collègues envers le parti qui défend les petits, les travailleurs, ceux qui n'ont que la patrie comme seule richesse, et en réalité le corps charnel de la nation, est une des dimensions de ce que Churchill décrira comme *la pourriture française* dans ses discours de l'été 1940. Les dirigeants, pour leur part, et qu'ils soient, se croient et se disent de *droite* ou de *gauche*, ont tous aménagé des lieux, des moyens, des réserves, pour passer confortablement les durs temps qui s'annoncent. Certains qui pérorent, dénoncent et condamnent au nom du *patriotisme*, ont prévu, tout simplement, de trahir.

De l'autre côté de la barricade, on reste ferme et résolu à la lutte. Il n'est plus question de compromis, puisque la situation et le comportement de l'ennemi de classe ne laisse plus aucune place à la négociation. Le 3 janvier, la **Fédération Sportive et Gymnique du Travail** est dissoute en raison de ses accointances communistes, mais les jeunes du 11ème arrondissement forment une association sportive locale qui sera un vivier de militants du Parti clandestin et aussi pour les futurs combattants de

**l'Organisation spéciale.** Dans l'immédiat ils s'occupent de défendre contre la police les réfugiés illégaux venus de l'Europe centrale nazifiée ou de l'Italie fasciste. Car la police aussi est en train de se former à ce qui sera une de ses activités essentielles pendant l'occupation : combattre le judéo-bolchévisme sous cette forme particulièrement détestée du communiste étranger. Celle que la propagande allemande illustrera de façon graphique définitive avec son *affiche rouge*.

Arrêté le 2 décembre, Pierre Georges, interné à la Santé, a perdu le contact avec ses copains parisiens. Il ne les retrouvera plus qu'à l'été 1941. Dans l'immédiat, il s'adonne à la lecture et écrit régulièrement à Andrée, également internée et enceinte de Monique. Jugé en mai 1940, au bout de cinq mois de préventive, Pierre bénéficiera d'un non-lieu dans l'affaire des tracts, mais il sera maintenu en internement administratif comme militant communiste notoire en vertu du décret Sérol du 18 novembre 1939 prévoyant l'internement administratif de tout individu '*dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique*', aggravé par celui du 9 avril 1940, qui prévoit la peine de mort pour propagande communiste en temps de guerre. Il sera transféré au château de Baillet, ancienne maison de repos des métallos réquisitionnée par le gouvernement Paul Reynaud. Jacques Georges sera interné au camp de Gurs et **Raymonde Georges**, femme de **Daniel Georges**, à Saint-Germain-les-Belles, en Haute-Vienne. Pierre Georges passera près d'un an en prison, et nous laissera des lettres à Andrée, depuis éditées par sa fille, qui permettent de mieux le connaître (*'le colonel Fabien était mon père*'). En dépit des limites de son instruction scolaire – il demande à sa femme de lui expliquer les mots '*masochisme*', '*clystère*', '*dilettantisme*', '*hétérosexuel*', '*pandémonium*'- il montre un goût pour les classiques étonnant de la part d'un autodidacte. Les auteurs qu'il trouve intéressants sont Balzac, Stendhal, Cervantès, Gogol, Dostoïevski, Edgar Poe, Diderot, dont il parle comme des bons films du moment : '*Je voudrais que tu lises 'Le Rouge et le Noir' de Stendhal : je parie qu'il te ferait pleurer*'. Parmi les contemporains, il apprécie Giono et Maurois. Il cite aussi Descartes. C'est dans cette période d'inaction forcée qu'il se forge une philosophie de l'existence, sans doute le plus exactement résumée dans ce qui sera sa devise de guerre par la suite : '*vaincre et vivre*', peut-être pensée en démarquage par rapport à la fière devise libertaire du dix-neuvième siècle : '*La liberté ou la mort*'. Il a tout juste vingt-et-un ans. Dehors, ses copains ne désarment pas dans leur lutte contre un gouvernement de trahison, et continuent à se réunir, se préparant sans le savoir à résister à l'occupant. Le 3 février, Andrée bénéficiera d'une mise en liberté provisoire, et après l'évasion de Pierre en juin 1940 partagera sa vie clandestine jusqu'à leur arrestation en décembre 1942. Elle ne devait ensuite jamais plus le revoir.

Ce furent d'abord les Anglais qui poussèrent le feu des opérations sur le continent. Les Anglais ? Il faudrait plutôt dire : Churchill, qui continuait à mener sa guerre contre Hitler un peu en marge, un peu en pointe, du gouvernement Chamberlain. Au point où les choses en étaient arrivées, Churchill avait sans doute compris qu'en France, le conflit sourd entre patriotes et défaitistes évoluait dans le mauvais sens : et même que la cohésion nationale était en péril. Dans ses mémoires, il décrit sa prise de conscience des moments de la débâcle et de ses visites au dernier cabinet Reynaud, sévèrement épuré des vrais républicains qui vivotaient encore dans les vieux partis de la Troisième république, et peuplé en substitution des créatures de Pétain : mais il est impossible qu'il n'ait rien perçu bien plus tôt. La France était saisie par la *pourriture*.

Le 15 mars Daladier avait été attaqué au Sénat sur son inertie dans la politique de guerre, en particulier à propos de l'affaire norvégienne. Le 18, à Londres, Harold Macmillan, se comportant en chien fou churchillien, s'en était pris à Chamberlain, comme si son chef de file n'avait pas fait partie du gouvernement, et il avait eu le mauvais goût de démentir les chiffres du Premier Ministre lorsque celui-ci avait fait état de l'aide qu'il aurait apportée à la Finlande. Le même jour, Mussolini avait rencontré Hitler au Brenner : les deux dictateurs avaient forcément eu des échanges relatifs à la participation italienne à la campagne de France au printemps suivant. Daladier, le 19, s'était senti désavoué par le résultat médiocre d'un vote de confiance demandé à l'Assemblée nationale. Reynaud s'était senti pousser des ailes de président du Conseil. Il était écrit que ce ne serait pas le taureau du Vaucluse qui superviserait depuis Matignon l'opération scandinave, ni la débâcle de mai-juin 1940 : il avait fini par laisser la place, victime de la lassitude générale à son endroit, et en particulier des tergiversations autour de l'intervention en Norvège.

Paul Reynaud se targuait de mener plus activement les opérations militaires, mais le gouvernement Reynaud n'était pas significativement moins faible que son prédécesseur. Et pour commencer, il n'avait même pas de vraie majorité à la Chambre, ayant été investi d'extrême justesse, et probablement au moyen d'une fraude organisée par Edouard Herriot. La séance d'investiture du 22 mars fut, de l'aveu même de Reynaud « *un spectacle dégradant* », le seul Blum, selon de Gaulle, ayant prononcé « *un discours de quelque hauteur* ». L'ambassadeur britannique **Ronald Campbell**, décrivit le nouveau Président du Conseil comme un « *Napoléon de poche* ». A Paris, les journaux répercutaient la rumeur qui circulait dans les milieux bourgeois : *le gouvernement Reynaud ne durera pas, et sera remplacé par un gouvernement militaire sous la direction de Pétain après l'invasion allemande*. Pétain de son côté confia alors sa répugnance à retourner au gouvernement en raison de son âge, mais il s'y résignait et



prophétisait que cela se ferait dans un contexte de profond abaissement de la France, qui devrait payer pour la folle décision de déclarer la guerre à l'Allemagne.

Daladier restait au cabinet, et il était devenu *ministre de la Guerre*, placé au mieux pour continuer à se demander ce qu'il fallait faire et finalement ne rien faire. Comme commandant en chef, il avait imposé que l'on gardât Gamelin, réputé très intelligent, mais toujours terré dans son bunker à plusieurs centaines de kilomètres du front - '*un sous-marin sans périscopes*', disaient les Anglais pour se moquer de lui – crispé sur son attitude d'attentisme, et incapable d'admettre que sa désastreuse organisation, et en particulier la dualité de commandement avec le général Georges qui avait la haute main sur le *front du nord-est*, ruinait l'efficacité de l'armée.

Reynaud méprisait Gamelin, et lui préférait de beaucoup Weygand, qui devait pourtant lui causer bien des déboires. Lorsqu'il conversait de façon détendue avec ses jeunes secrétaires Leca et Devaux autour d'un bon dîner, et avec le colonel de Villelume, son plus proche conseiller militaire et le chouchou d'Hélène de Portes dans son cabinet, le président du Conseil appelait très irrespectueusement son généralissime '*la vieille femme*' : mais sans trop déflorer le sujet on peut révéler ici que le moqueur et le moqué devaient avant longtemps, et pour les mêmes défauts de caractère à peu près, tomber dans le même discrédit.

Avec Daladier à la guerre et Gamelin à l'État-major, Reynaud en accédant au pouvoir avait accepté d'être en pratique exclu des questions militaires. Mais il y a plus. Outre Daladier, Reynaud s'était entouré de ministres issus des milieux d'affaires les plus réactionnaires : Paul Baudouin, d'abord, et bientôt Bouthillier, inspecteur des finances anglophobe et d'*Action française*, qui poursuivra sa carrière sous l'occupation, spécialisé dans l'économie mais intéressé à la question juive : ce qui n'était pas illogique puisque la persécution des Juifs allait elle aussi devenir une bonne affaire. Anglophobe et lié au complot pétainiste, Baudouin, qui montera en grade sous Paul Reynaud jusqu'à devenir *sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères*, avant de devenir ministre de Pétain, est avec Bouthillier l'archétype de ceux que les historiens conventionnels ont dénommé les '*mous*', euphémisme usité pour désigner en pratique les défaitistes et germanophiles de la politique, de l'administration et des affaires.

Derrière Baudouin et Bouthillier, en arrière-plan, il y avait déjà l'ombre de Weygand, le plus ancien dans le grade le plus élevé de nos militaires après bien sûr, le Maréchal. *Baudouin et Bouthillier acceptaient avec enthousiasme tout ce que proposait Weygand*, écrira Emmanuel Berl, auteur d'une précieuse narration de *La fin de la Troisième république*, dans laquelle il a ce mérite de ne pas travestir à leur avantage la personnalité de Baudouin et Bouthillier sous prétexte qu'ils étaient ses

amis. Or ces deux là s'étaient convaincus que Weygand serait le prochain président du conseil et sous lui ils se rêvaient eux-mêmes plus gros ministres qu'ils n'étaient encore. Weygand, royaliste et mystique qui pensait que la France avait besoin d'une rédemption et que la rédemption passait par la souffrance.

Derrière Baudouin et Bouthillier il y avait Weygand, et derrière Weygand il y avait Pétain. Pétain, officiellement avait approuvé le choix de Gamelin. A part lui il le méprisait. Pétain méprisait beaucoup de gens, qui souvent méritaient son mépris. «*Gamelin n'est pas capable de mener cette guerre*», confiait-il à ses proches. Mais il ne livrait rien de ses pensées intimes aux civils du gouvernement. Devant ses amis officiers supérieurs, il semblait s'amuser de la catastrophe à venir, dont il considérait qu'elle serait sa chance : «*Le gouvernement ? Qu'ils se débrouillent !* ». Et il disait aussi : «*Au printemps, on aura besoin de moi* ».

Les civils, donc, ne se doutaient de rien. Daladier et Reynaud étaient-ils convaincus, comme ils le faisaient répandre dans la presse, qu'ils disposaient de la première armée du monde ? Ce n'est pas absolument certain. Mais même s'ils y croyaient un peu, ils tenaient à mettre toutes les chances de leur côté. Et c'est ainsi que toute neutralité philosophique jetée par-dessus bord, le premier acte du nouveau gouvernement Reynaud consista à retourner à Notre-Dame pour implorer la clémence du ciel : de quoi supposer que Reynaud et Daladier n'avaient pas seulement leur argent à New-York, mais aussi leur rond de serviette à l'évêché. Et l'on n'est pas étonné d'apprendre, à condition de lire les historiens non-conformistes, qu'en dépit de leurs rapports amicaux avec la franc-maçonnerie, ils recouraient volontiers à des hauts prélats comme intermédiaires de choix pour leur diplomatie secrète : car s'il s'agissait de parler à des fascistes, il était habile de leur dépêcher des émissaires qui partageassent leur langage et leur vision du monde, et ce que l'on avait de mieux dans le genre, c'était encore des évêques et des cardinaux.

Devant le silence de Dieu, la question, pour Reynaud, restait entière de savoir s'il s'agissait oui ou non de faire la guerre à Hitler, et comment. Les rapports entre les deux alliés, et le succès de leurs plans n'avaient pas être améliorés après que le 15 février 1940 les milieux gouvernementaux Britanniques eurent le dépit de constater que le secret du projet avait été trahi, probablement, estimèrent-ils, du fait de fuites du côté français. La prudence de la Grande-Bretagne qui, ayant déclaré la guerre à l'Allemagne avec moins de dix divisions susceptibles de la faire, s'était distancée au début de l'année du désir français d'affronter l'URSS *en plus*, avait énervé à Paris. Tout ce que Churchill demandait qu'on fît contre l'Allemagne faisait peur à Reynaud. Par exemple, l'Anglais avait encore insisté pour que l'on procédât enfin au minage du Rhin : mais sans succès. Et jusque là les Français avaient refusé

aussi que l'on minât les approches des ports norvégiens, par lesquels les Allemands s'approvisionnaient en minerai de fer : mais puisque c'étaient les Britanniques qui revenaient sur le sujet, l'idée vint à Paris que le projet français d'expédition scandinave – initialement tourné contre l'Union soviétique - pourrait être ripoliné en opération contre le *Reich* et remis à l'ordre du jour, en essayant d'y associer les Anglais. On doit donc à ce moment, et à Paul Reynaud personnellement le semblant de reprise d'une action militaire contre l'Allemagne au printemps 1940.

Entre Français et Anglais, on finit par s'entendre sur une opération franco-anglaise concertée qui devait rester dans l'Histoire britannique comme *bataille de Narvick*. Il s'agissait officiellement de 'protéger' la Norvège des ambitions allemandes. Le gouvernement norvégien, qui se voulait neutre, ne demandait rien, et il était même hostile. Il allait protester officiellement quand les Britanniques inaugurerait la campagne en minant les approches de Narvick le 9 avril, mais on connaît la devise de Churchill : « *inter arma silent leges* ». En français : *à la guerre comme à la guerre*. Car on ne gagne pas une guerre avec des tergiversations : et il avait été décidé que l'on ne solliciterait pas l'avis du gouvernement norvégien. Dans le plan que Gamelin et Darlan avaient proposé à l'Angleterre à la fin janvier le prétexte géostratégique était seulement la présence de gisements minéraux convoités par tout le monde, mais les Britanniques, qui s'y étaient en principe ralliés avaient aussi une autre idée en tête. Avec l'opération scandinave, le but serait désormais pour Reynaud de *couper la route du fer* aux Allemands, et pour les Anglais, tacitement mais principalement, de régler son compte à leur flotte. Il est bien possible que Churchill ait été très déterminant dans la décision. Reynaud se profilait comme celui qui succéderait à Daladier à la tête de gouvernement, et comme il était en France l'anglophile de service, il s'était prêté à la manoeuvre.

Cette fois, les plans avaient été confiés à de Villelume. De Villelume, officier d'État-Major préféré de la maîtresse principale de Paul Reynaud, tendait à l'attentisme lorsqu'il s'agissait de s'en prendre à la trop réelle menace hitlérienne et il avait en revanche été très excité par le projet d'aventure caucasienne : mais pour associer les Anglais, il allait consentir à oublier, au moins provisoirement l'ambition de conquérir Moscou. Les plans scandinavo-caucasiens avait été ramenés à une opération sur Narvick qui n'impliquait plus l'Union soviétique, et où l'aide aux Finlandais ne figurait plus comme prétexte. Cela allait un peu de soi, et la clique Weygand-Darlan dut se faire une raison, puisque le 13 mars les Finlandais, battus par l'Armée rouge dans la *guerre d'hiver*, signèrent le *Traité de Moscou*, qui donnait satisfaction aux revendications territoriales soviétiques. L'Union soviétique ayant conforté sa position stratégique voyait s'éloigner la perspective d'une attaque conjointe de la *Wehrmacht* et de la *Royal Navy* sur Léninegrad, l'**Internationale** trouvait un encouragement dans son

combat politique contre la guerre en cours, et les politiciens et militaires réactionnaires une raison supplémentaire de ne pas s'y intéresser. On aboutit pourtant à des conclusions plus ou moins réalistes et à des projets plus ou moins utiles et réalisables, sous la contrainte des rapports de force, des intérêts profonds et permanents, et des instruments militaires disponibles, forgés tout au long des années et même des siècles. L'Angleterre engagerait sa flotte, et la France des troupes de montagne. On organiserait un débarquement. Avec les Anglais, on pouvait s'accorder sur des plans d'actions périphériques, mais en tenant compte du fait que pour eux il s'agirait toujours d'abord d'entreprises navales. Et d'ailleurs dès le 16 février Churchill avait provoqué une incursion britannique unilatérale dans un fjord Norvégien, le *Cossack* et le *Warspite* s'emparant du cargo allemand *Altmark* et libérant les prisonniers britanniques qui y étaient détenus. Même sans Reynaud et sans l'affaire norvégienne, il y aurait probablement eu au printemps de 1940 une grosse bagarre entre les flottes allemande et britannique en Baltique ou en Mer du Nord.

Ainsi allaient les choses dans la planification interalliée, entre ministres britanniques qui opéraient en francs-tireurs par rapport à leur propre gouvernement et militaires français qui ne partageaient pas vraiment les options du leur, et encore moins les aspirations du peuple. Des documents semblent montrer que Paul Reynaud, qui avait assumé la posture de celui qui active les feux de la guerre, nourrissait en réalité des arrières-pensées : comme tous ceux de sa classe et de sa mouvance politique – il était issu après tout de l'*Alliance démocratique* de Pierre-Etienne Flandin, lui-même ouvertement pro-nazi et répertorié comme *traître* par une police qui voit plutôt d'habitude les traîtres ailleurs - lui aussi était essentiellement préoccupé de politique intérieure. Préoccupé par la menace communiste. Or des deux côtés du spectre de l'opinion, même s'ils étaient désormais morts et enterrés, les projets délirants de Reynaud et Daladier contre l'Union soviétique rendaient fous les communistes et exaltaient la droite, qui même sous les espèces de l'état-major n'avait qu'une idée très confuse du possible et de l'impossible. Cette polarisation extrême de l'opinion, pour un *homme d'équilibre* comme Paul Reynaud, mais qui avait choisi, on le voyait à la composition même de son gouvernement, de ne pas avoir d'ennemis à droite, rendait d'autant plus nécessaire d'envoyer de plus en plus de communistes dans les camps de concentration que l'on avait ouverts pour les républicains espagnols, et que l'on remplissait désormais avec tous les antifascistes français et étrangers que l'on pouvait attraper. Pour lui aussi, c'était là la principale guerre à conduire. Devant les députés, il avait adopté une posture de fermeté martiale, déclarant : *'La France est engagée dans la guerre totale. [...] Aussi le gouvernement qui se présente devant vous n'a-t-il pas d'autre raison d'être et n'en veut-il pas d'autre que celle-ci : susciter, rassembler, diriger, toutes les énergies françaises pour combattre et*

*pour vaincre : écraser la trahison, d'où qu'elle vienne*'. Des propos qui annonçaient en pratique la poursuite de la persécution anticomuniste, mais non pas la lutte contre les complots anti-républicains qui étaient fomentés de l'intérieur même du gouvernement. Pour des raisons de pure combinaison politicienne, il avait constitué d'emblée un ministère mi-chair mi-poisson, où il gardait les défaitistes **Bonnet, Chautemps et Pomaret**, d'autres issus des milieux d'affaires les plus réactionnaires : **Paul Baudouin**, lié à Mussolini ; **de Monzie**, député radical de premier plan, cagoulard et lié à Mussolini; **Bouthillier**, inspecteur des finances anglophobe et d'Action française, puis toute une série de politiciens d'extrême-droite, et qui poursuivront leurs carrières sous Pétain. Devant tenir compte des réalités politiques, Reynaud avait laissé Daladier ministre de la Guerre avec Gamelin chef de l'État-major en dépit de son inactivité, tandis que pour son confort personnel il prenait à son cabinet deux jeunes inspecteurs des finances, **Leca** et **Devaux**, qui lui resteraient fidèles jusqu'au bout, l'accompagneront sur la pente défaitiste et organiseraient sa tentative de désertion au moment suprême. « *Reynaud, écrit Emmanuel d'Astier (De la chute à la Libération de Paris, NRF, 1965), a une intelligence aigüe, plus d'éclat que de fond, le don de parole, des formules fortes, qui se retournent contre lui, [...] mais il n'a ni la force ni le caractère. [...] Moins clairvoyant sur les hommes que sur les événements, pour la 'patrie en danger' il appelle Pétain et Weygand. Ses affiliés provisoires, son entourage équivoque - technocrates et mondains – tirés de l'Inspection des Finances ou des Sciences politiques le trahiront au premier tournant pour pactiser avec Pétain*». Quoique favorablement disposé envers Reynaud, Emmanuel Berl, dans **'La fin de la Troisième République'**, Gallimard, 1968, fait un constat convergent : « *Si on peut admettre qu'il ait conservé dans son Cabinet les éléments mous qu'il ne pouvait éliminer sans provoquer sa propre chute, on ne peut voir sans surprise les éléments neufs que, personnellement, il recrute* ».

Il existe sur Reynaud quelques documents d'archives accablants, mais que les historiens du vingtième siècle qui faisaient l'opinion et alimentaient l'enseignement dans les écoles ne prirent jamais en compte dans leurs analyses du personnage. Il est ainsi établi que, le 14 mars, en conversation avec l'émissaire américain de Roosevelt, **Sumner Welles**, Paul Reynaud critiquait l'intransigeance de Churchill à l'égard d'Hitler et préconisait l'ouverture de négociations de paix avec l'Allemagne sans passer par la guerre effective. On sait que la pratique constante de Reynaud était de calquer son discours sur les attentes de ses auditeurs, et il est difficile de savoir si ces paroles correspondait à une ligne politique effectivement suivie par ce personnage, ou s'il s'agissait seulement pour lui, aux yeux des Américains qui étaient pour la coexistence pacifique avec Hitler et qui avaient de gros intérêts industriels en Allemagne, de retoucher son image de *dur*, acquise par une prétendue opposition à

Munich qui était d'ailleurs une légende, et qui après l'avoir servi en France menaçait de lui nuire en Amérique : et donc quoi qu'il en soit, en bon caméléon politique il fit comprendre que cette attitude – qui n'avait pas existé - était désormais '*du passé*'. Et il se posait ainsi en candidat acceptable pour succéder à Daladier : un *candidat de la paix*, idéalement placé, au centre-droit, et sans la tache sur sa carrière d'avoir été partie-prenante du désastreux – pour les dividendes – Front populaire, capable de conduire la même politique hitléro-compatible que Daladier, mais en mieux, en phase avec Chamberlain, *recherchant la négociation sur la base de la sécurité et du désarmement*.

L'Américain Sumner Welles devait être pendant toute la guerre un anticommuniste obsessionnel, désolé de l'alliance soviétique, partisan, après l'entrée en guerre des Etats-Unis, du *retournement des fronts* consistant à débarquer sur le continent pour se réconcilier avec l'Allemagne et l'enrôler sans transition dans une croisade contre l'Union soviétique, et pour la France d'une solution du type '*Vichy sans Vichy*' : et l'on imagine que ces propos de Reynaud devaient être doux à ses oreilles, et faire de l'homme au sourire de merlan frit un candidat au pouvoir presque aussi éligible que le pro-nazi Flandin ou l'un-peu-américain lui-même Laval. Sur le compte de Churchill, pour lequel Reynaud professait officiellement la plus grande amitié, et une totale communauté de méthode et d'objectifs, il aurait lancé ces paroles de fiel : « *L'esprit de cet homme intelligent et très agréable a perdu de sa souplesse. Il ne peut concevoir d'autre possibilité que la guerre jusqu'au bout – que cela aboutît ou non au chaos et à la destruction totale. Assurément ce n'est à mon avis pas digne d'un homme d'État.* »

Reynaud pensait-il ce qu'il disait ? C'est impossible à savoir. Mais ce qui est certain c'est qu'on allait du côté franco-anglais passer à l'action sur un théâtre secondaire avec des objectifs fumeux, alors que Hitler de son côté considérait à la même époque que les dés étaient jetés et que le temps n'était pas du tout à la négociation avec la France, dont le tour était venu sur la liste de ses proies : ce qui fait que les deux plans de guerre des ennemis déclarés entrèrent en une étrange collision entre des forces destinées à peu se rencontrer. Le 10 mars 1940, un mois avant le début de l'opération scandinave, Ribbentrop annonçait à Mussolini l'attaque prochaine contre la France. Il lui confiait être '*profondément convaincu que les armées française et anglaise vont au devant de la plus grande catastrophe de leur histoire*'. Du côté français, on restait l'arme au pied, et l'on donnait même des permissions. En mars 1940, le soldat Daniel Georges, mobilisé quelque part sur la frontière de l'Est, est en permission à Paris et il rend visite à sa femme Raymonde, toujours détenue à la Roquette pour cause de communisme. Il ne la reverra plus après cela : car les grands personnages intriguent, mentent et trahissent, et les petits périssent obscurément. Raymonde, entrée dans l'action militaire comme agent

de liaison de Maurice le Berre allait être prise en transportant des armes, et mourir en déportation le 9 mai 1943.

Ecrivant soixante-dix ans après l'événement, Annie Lacroix-Riz (*De Munich à Vichy*, Armand Colin, 2014, un ouvrage auquel nous sommes ici largement redevable) confirme et justifie les observations intuitives et étonnées de Berl et d'Astier sur le compte de Paul Reynaud : « *La liste des conseillers et autres membres des instances créées par Daladier et Reynaud se confond avec le bottin mondain de Vichy* » résume-t-elle. Elle a vu les documents dans les archives, en particulier les transcriptions des propos confidentiels et les notes diplomatiques : et elle ne croit pas comme d'Astier et Berl que Reynaud soit seulement une dupe et un velléitaire. La prise en considération de l'ensemble des données a forgé chez l'historienne la conviction que c'est de propos délibéré que Reynaud à partir de mars 1940, aux approches du grand coup de boutoir voulu et anticipé par la bourgeoisie contre l'ordre républicain a truffé les allées du pouvoir de fascistes déterminés. Selon elle, Reynaud a délibérément continué la politique des munichois et préparé l'avènement de Pétain en peuplant les cabinets ministériels de personnages de droite et d'extrême-droite. Grâce à elle on a su que le 22 octobre 1938 il avait déjeuné avec Otto Abetz et lui avait – franchement peut-être, pour une fois - expliqué sa tactique et ses motivations : « *il n'avait, lui Paul Reynaud, aucun sentiment d'hostilité à l'égard du Reich, mais Abetz devait comprendre qu'entretenir le thème d'une menace allemande était, pour tout gouvernement anti-bolchévique, une nécessité de politique intérieure française. A ses yeux, des hommes comme Bonnet et Flandin, avec leurs prises de positions ouvertement philo-nazies, avaient des objectifs justes, mais on devait leur reprocher une tactique grossière et contre-productive qui n'aboutissait qu'à les disqualifier aux yeux de l'opinion. Quant à lui, Paul Reynaud, il était et avait toujours été partisan d'une entente avec l'Allemagne, mais pour traiter utilement avec elle, il lui fallait une image de fermeté* ».

Là aussi, la question se pose : mentait-il à Abetz comme il mentait à tout le monde ? Evidemment, il est probable qu'il tirait les choses du côté qui pouvait plaire à son interlocuteur. Mais ce qu'il dit est si conforme à ses comportements de politicien, à ses préférences philosophico-politiques connues, et à son bilan ! Tout cela sonne tellement vrai ! Sincères ou moins sincères, ces propos éclairent la conduite qui fut la sienne par la suite, tant à l'égard du Parti communiste que du haut commandement militaire, de l'allié britannique, du parti de la défaite et de l'Allemagne elle-même. Dans l'immédiat, Hitler pouvait être rassuré que Reynaud, quoique réputé anglophile et aimé des Anglais et des Américains, ne serait pas un moins bon défaitiste que Daladier lui-même. Aimant à la fois le capitalisme dur des Etats-Unis et l'ordre bismarckien de l'Allemagne, Reynaud incarnait avec plusieurs années d'avance le

projet cher à Hitler et à la bourgeoisie française de ‘renversement des fronts’ dans la si regrettable guerre à l’Ouest : un renversement des fronts contre l’ennemi commun, bolchévique, qui pourrait enfin conduire à une domination conjointe et sans autre partage de l’Europe par l’Allemagne et les Etats-Unis dans le but de lui éviter la servitude égalitaire des Asiates. Un projet, ou au moins un discours, qui avaient de l’avenir.

C’était un test révélateur du patriotisme des classes dirigeantes françaises : le pays dont la géographie faisait, inéluctablement, un allié de revers contre notre voisin agressif, était en même temps honni comme doté d’un système politique dangereux. Et encore : qu’auraient-ils dit s’ils avaient su ce qui se passait vraiment en Union soviétique où le régime était devenu, à l’approche de la guerre, d’une extrême dureté. Le 5 mars 1940, le bureau politique du PCUS approuvait la proposition faite par Staline d’exécuter l’ensemble des officiers polonais tombés aux mains de l’Armée rouge à l’automne précédent. Le massacre était effectué par le NKVD à Katyn, Kalinine et Kharkov en mars et avril. Il portait sur 15.531 officiers au total. Six mille autres environ furent assassinés en Biélorussie et en Ukraine. La plupart furent abattus individuellement d’une balle dans la nuque : ce qui fit ressembler la chose à du travail d’abattoir. C’est l’horreur particulière de ce cas de crime de masse qui est manqué par certains qui parlent de *fusillades*, et qui est si graphiquement et cruellement représenté au contraire dans le film cinématographique d’ *Andrei Wajda*.

Il n’est pas facile pour un petit-bourgeois français né après la guerre de s’expliquer Katyn, même pour qui ne se fait aucune illusion sur la mentalité d’un Staline, immergé dès l’enfance et pendant toute sa vie dans l’atmosphère de la brutalité tsariste, de la lutte politique clandestine, de la révolution et de la guerre civile. Il y avait quelque-chose de *zoologique* dans la guerre à l’Est qui venait de commencer, devait un jour observer Ernst Jünger, et l’on verrait *presque tous les peuples* qui y participeraient, se laisser aller à exterminer l’ennemi avec aussi peu de souci de l’humanité que l’on se soucie de débarrasser une campagne de ses moustiques ou une ville de ses rats. Mais il y a encore un autre aspect des choses, légèrement différent, et qui reste de niveau politique. Une partie de la réponse peut se trouver en comparant avec les visions politiques de nos régicides de 1793 : un réactionnaire polonais était pour Staline un être fondamentalement mauvais et nuisible : et tous les officiers polonais étaient des contre-révolutionnaires et des russophobes acharnés. Il est certain que pour Staline les officiers polonais étaient jusqu’au dernier des ennemis politiques résolus, et il semble qu’ayant placé des espions parmi eux pendant les trois ou quatre mois de leur détention il s’était trouvé confirmé dans l’idée qu’il n’en pourrait jamais faire des alliés ou même des neutres dans sa guerre contre les



puissances qui voulaient la fin de l'Union soviétique, c'est-à-dire, à égalité d'antagonisme l'Allemagne nazie et l'Angleterre éternelle.

La décision découlait donc sans doute aussi de préoccupations pratiques de sécurité, Staline n'étant pas homme à laisser la moindre trace d'humanité obérer sa préoccupation d'efficacité guerrière. On avait déjà vu ce dispositif mental opérer précédemment, et on le reverrait encore. Au total, et pour faire la synthèse, Katyn est donc un cas extrême, mais non pas atypique, de *modus operandi* stalinien. On ne s'encomrait pas, dans les circonstances, d'un pur objet de préoccupation, dont on n'espérait jamais tirer aucun profit, et la vie humaine, dans la société stalinienne, avait le même genre de valeur que celle des fourmis dans la fourmilière. Au fond, Katyn ramenait seulement, sous la pression des circonstances, aux mœurs des sociétés antiques et féodales, plus proches des réalités atténuées par quelques siècles de prêches chrétiens et de philosophie humaniste. Plutôt qu'un barbare ou un sauvage, Staline était un *ancien*.

Des charniers où avaient été enfouis certaines des victimes polonaises exécutées à Katyn et ailleurs seront découverts par les Allemands après Barbarossa. Ceux-ci en feront une grande opération de propagande à partir d'avril 1943. Roosevelt, informé de la réalité des faits depuis février 1942, a imposé le silence. Churchill se tait. Sikorski en revanche confirme publiquement la thèse allemande, et cela conduit à la rupture de ses relations diplomatiques avec Staline le 21 avril 1943. Après la victoire de 1945, l'Union soviétique prétendra encore rejeter la responsabilité sur l'Allemagne. Le tribunal de Nuremberg abordera le dossier, puis détournera le regard lorsque la responsabilité soviétique deviendra évidente. La responsabilité du NKVD sera officialisée par Truman en 1950 dans le contexte de la guerre froide et reconnue du côté Russe en 1990. En Pologne même, la thèse de la responsabilité allemande demeurera vérité officielle jusqu'à la fin de la domination soviétique. Une tragédie devant laquelle tout commentaire est indécent. Disons seulement qu'ignoré de la plupart, un peu à la façon par la suite des exterminations nazies, il n'eut paradoxalement aucun poids dans les choix des uns et des autres au cours du conflit. Katyn n'aurait pas non plus en réalité de beaucoup accru l'aversion des bourgeoisies occidentales envers l'Union soviétique. Ce régime était inacceptable en tant que modèle et en tant qu'appui pour des forces révolutionnaires dans l'ensemble des pays capitalistes : et de ce fait, l'abattre avait toujours été une priorité pour notre bourgeoisie possédante.

## 8. La guerre tout de même

L'assaut sur la Norvège était d'abord prévu pour mars, mais il eut lieu en avril, car les pesanteurs n'avaient pas disparu. C'est finalement le 28 mars 1940 que se tint la première réunion du *Conseil supérieur de guerre interallié*, au cours de laquelle Français et Anglais décidèrent de déclencher l'opération en Norvège. Là, les choses avaient tout de suite mal commencé, car une coïncidence rare se produisit alors : c'est au même moment, à vingt-quatre heures près, que le plan britannique de minage des ports norvégiens rencontra le plan allemand de débarquement dans les mêmes ports. Le 8 avril, les britanniques lançaient leurs mines, et le 9 les Allemands envahirent le Danemark et la Norvège par voie de terre, avec sept divisions et s'emparèrent rapidement de Narvick, Trondheim, et du reste, sans même en avertir Paul Reynaud. La chose tombait mal pour Chamberlain, qui le 4 avril devant un conclave du conseil de direction du Parti conservateur, avait esquissé un bilan des premiers mois de guerre et affirmé que l'Angleterre avait comblé son handicap de puissance par rapport à l'Allemagne. Il avait conclu par ces mots : «*Hitler missed the bus*», voulant dire que la Grande-Bretagne ne craignait plus la défaite : expression qui sera reprise en dérision contre lui après l'affaire norvégienne.

Les atermoiements n'avaient pas cessé avec la décision d'agir en Norvège et les premiers actes de sang du fascisme français parti à l'assaut du pouvoir. Le même jour, 4 avril, où Chamberlain essayait de faire bonne figure à Londres devant ses derniers partisans, Churchill, qui n'était encore que Premier Lord de l'Amirauté, s'était rendu à Paris pour convaincre le nouveau Président du Conseil français d'activer les opérations, et il était à nouveau tombé sur Daladier, devenu ministre de la Guerre et toujours affublé de Gamelin comme général en chef avec Weygand dans la coulisse, qui n'avait peur que des communistes. Il était revenu à la charge à propos du projet '*Royal Marine*' de minage du Rhin. Mais Daladier, qui n'entendait décidément pas faire la guerre à Hitler, avait demandé '*qu'on lui laisse le temps de replier les industries de guerre françaises qui sont vulnérables à des bombardements allemands*'. La guerre après tout n'était officiellement déclarée que depuis sept mois, et il était déjà beau, si l'on considère les précédents, que la Wehrmacht ne fût pas encore à Paris – *bien beau*, ou peut-être *bien dommage* : car il devient difficile, aux alentours d'une date à partir de laquelle Daladier, marginalisé par Paul Baudouin, semble à la dérive, ce qu'il pouvait bien avoir dans la tête.

En Norvège, les Britanniques, maîtres du *renseignement*, n'avaient été surpris que sur le point de l'assaut, car ils avaient bien détecté des préparatifs inquiétants de la part des Allemands : mais ils s'attendaient, logiquement, à un assaut contre les Pays-Bas ou la Belgique. Comme quoi il y a parfois

autant d'inconvénient à être en avance plutôt qu'en retard d'une bataille. La route du fer était rétablie avant même d'avoir été coupée. Ou plus exactement, comme rectifia plaisamment dans son *'Journal de la France'* Alfred Fabre-Luce à la date du 10 avril 1940 en commentaire de la séance du Sénat au cours de laquelle Paul Reynaud avait fait un premier bilan – absurdemment optimiste - des opérations scandinaves : *'coupée pour la France et l'Angleterre'*.

Après un mois d'opérations terrestres et maritimes, le bilan était plus mitigé. La marine britannique avait mis hors de combat une partie significative de la flotte de surface allemande, qui jouerait un rôle très amoindri dans la suite de la guerre, mais les Allemands restaient maîtres du terrain scandinave et sécurisaient leurs approvisionnements en fer suédois. Cela n'avait rien d'étonnant si l'on considère l'écart qui existait du côté franco-anglais entre l'action et la narration. Reynaud avait eu beau déclarer la victoire acquise le dix, les opérations sérieuses en Scandinavie n'avaient commencé que le 13 : c'est avec cinq jours de retard sur les plans – et sur les Allemands - que les franco-britanniques avaient débarqué des troupes en Norvège pour contrer l'invasion ennemie. Mais du coup, le gouvernement norvégien avait cessé de protester. Ce n'était pas le seul sujet de satisfaction dont on ne faisait pas de gorges chaudes : car la *Navy* se réjouissait discrètement de l'opportunité qui lui avait été offerte de porter des coups à la Kriegsmarine, corrigeant ainsi en partie les conséquences de la politique pro-nazie de Sir John Simon en 1935. Cependant, rien de tout cela ne compensait l'occupation du Danemark et de la Norvège.

Au fond, pourtant, personne n'était content. On s'inquiétait des succès de la *Navy* du côté des pro-nazis français. Le 15 avril, Flandin déclarait à un émissaire de Ciano que « *la France ne saurait tolérer une hégémonie anglaise.* » Toujours cette croix à porter pour la bourgeoisie française, que la victoire était autant à craindre, sinon plus, que la défaite. Ce souci d'équilibre entre puissances européennes, lointaine réminiscence et nostalgie sans doute de l'Europe stable et rassurante de Metternich – rassurante pour la rente – où la silhouette de la guillotine n'inquiétait que la pègre et les miséreux, était indubitablement partagé par Paul Reynaud, puisque le 22, en écho à Flandin, il écrivait une lettre conciliante à Mussolini, lui proposant de « *jeter un pont entre notre régime traditionnel - la démocratie - et votre régime neuf -le fascisme* ». Ici encore, il convient de relativiser la portée des propos. Paul Reynaud étant très menteur, habitué à flatter et à dissimuler et les termes employés ne reflètent pas forcément avec fidélité sa pensée profonde – si elle existait - mais confirment probablement que pour lui comme pour tant d'autres politiciens de la Troisième république finissante, la prétendue *'démocratie'* n'était qu'une vieille habitude avec laquelle il n'excluait pas de devoir rompre.

Dans la partie terrestre du projet, les Anglais n'avaient pas été plus brillants que les Français et les choses allaient assez mal en tous cas pour que les importants et les influents s'emparent du sujet : ce qui en Grande-Bretagne s'appelle le Parlement, et s'y résume à peu près. Dès la préparation de l'opération de Norvège, le 4 avril, **Lord Salisbury** avait pris l'initiative d'un comité de surveillance censé contrôler l'efficacité des mesures de guerre. Il avait obtenu la participation à la fois des churchilliens, des *Vigilantes* comme **Amery, Macmillan, Nicolson, Duff Cooper**, et d'un certain nombre de lords favorables à Chamberlain, mais inquiets de la tournure prise par les événements. Ce groupe sera le noyau initial d'une révolte contre le gouvernement qui culminera en mai avec un vote de confiance particulièrement difficile pour Chamberlain, conduisant à sa démission, après la fin de l'entreprise. Le 22 Chamberlain était venu à Paris pour discuter d'une contre-offensive franco-anglaise pour reprendre le terrain abandonné aux Allemands. Le 25 il avait dû rendre compte aux Communes de la tournure défavorable prise par les opérations, et le 26 le résultat apparut des concertations du 22, qui n'était pas flatteur pour le communiqué : les Alliés se retiraient de Trondhjem pour se concentrer sur Narvik. Au début mai 1940, les Allemands avaient définitivement pris l'avantage en Norvège, et la décision d'évacuer les troupes franco-anglaises fut prise le 2, et bien entendu confirmée après l'affaire de Sedan à partir du 10, car l'armée anglaise avait désormais rendez-vous avec un autre échec, et l'armée française avec un véritable désastre.

Le 8 mai le débat aux Communes sur l'expédition de Norvège donna lieu à d'étranges palinodies. Pour Winston Churchill la passe était délicate. Il est établi qu'il désapprouvait les méthodes selon lesquelles la guerre était menée, et la marine, dont il avait la charge, avait plutôt bien tiré son épingle du jeu : mais dans la mesure où il appartenait au gouvernement, l'échec des opérations terrestres pouvait être pour lui un boulet aussi bien qu'une opportunité. Dans ses mémoires, il critique l'inefficacité stratégique d'un gouvernement dont il faisait partie, et note que cette aventure aurait pu signifier la fin de sa carrière politique. Churchill craignait d'être poursuivi par la malédiction des Dardanelles qui avait mis fin à sa carrière ministérielle dans la guerre précédente : *'décidément, pouvait-on être tenté de dire, voilà un homme qui perd toutes ses batailles'*. Mais c'est le contraire qui devait se produire : sa carrière allait prendre un nouvel essor, car c'est à cette époque aussi que la fronde commença à monter contre Chamberlain à l'intérieur même du Parti conservateur.

Il était clair que l'atmosphère était au lynchage, et cependant il fallut du temps et des efforts pour que le parti travailliste se décide à demander un vote de confiance. Ce fut le conservateur **Leo Amery** qui se livra à l'attaque la plus violente contre le gouvernement Chamberlain. Reprenant les paroles de Cromwell renvoyant le parlement en 1653, il conclut de façon explicite : *« In the name of god, go ! »*

Puis on vit Churchill défendre le ministère auquel il appartenait, visiblement par devoir plutôt que par conviction, et il revint à Lloyd George de le défendre en faisant ressortir ce que Churchill lui-même n'avait pas voulu dire : à savoir qu'il n'était pas d'accord avec la façon dont les choses avaient été menées. Chamberlain obtint finalement une majorité très raccourcie de 281 contre 200 : et même si ce résultat ne l'obligeait pas absolument à démissionner, c'était en pratique la fin de son ministère.

Un témoin rapporte avoir entendu un député britannique par ailleurs membre du corps expéditionnaire en France déclarer : « *tout le monde ici veut Churchill à la place du croque-mort* ». Il y avait donc en Grande-Bretagne un mouvement similaire au '*c'est Pétain qu'il nous faut*' que l'on entendait en France : mais avec des implications toutes différentes quant à la conduite de la guerre, puisque le mouvement se faisait dans le sens de la résistance au nazisme triomphant sur le continent.

Churchill en privé flattait son chef de file et le réconfortait, tout en essayant d'obtenir davantage de responsabilités. En public, il le soutenait, tandis qu'en coulisse, ses partisans négociaient avec les travaillistes pour organiser la révolte. Chamberlain pensa d'abord se maintenir, puis décida de s'abandonner au cours des choses, et de s'effacer gracieusement. On sait qu'à la fin un compromis fut trouvé, en dépit de quelques moments orageux, dans les entourages plutôt qu'entre les intéressés : Churchill prit la barre mais conserva Chamberlain au Cabinet, et ne lui retira pas son estime. On était décidément plus civilisé outre-Manche qu'en Angleterre où Pétain fit mettre Reynaud en prison après lui avoir promis une ambassade : même si l'on peut considérer que le mérite avait trouvé sa juste récompense dans un cas comme dans l'autre.

Il ne faut pourtant pas sous-estimer l'importance du tournant que représentait le passage d'un ministère Chamberlain avec Churchill à un nouveau ministère Churchill avec Chamberlain. Alors que l'attelage Daladier-Reynaud était identique dans ses options à l'attelage Reynaud-Daladier, et glissait continûment vers une dictature Pétain, c'était une véritable révolution politique, nationale et internationale, que Churchill et ses co-conspirateurs avaient accomplie. Pour la première fois en effet dans la crise des années trente un gouvernement rompait avec le consentement mou de *tous* les pays européens, et aussi des Etats-Unis, avec l'installation du fascisme en Europe. On avait jusque là, quand on n'était pas ouvertement fasciste, considéré qu'il fallait coexister avec les pays fascistes, ou tout au plus se défendre quand ils se faisaient agressifs. L'Angleterre la première, et elle seule pendant toute une année, allait avoir pour programme de faire la guerre au fascisme jusqu'à sa destruction complète. Churchill incarnait cette politique et c'est pour cela qu'on avait tant hésité, dans son parti Conservateur, à le mettre à la tête du gouvernement. C'est pour cela aussi que certains, en Angleterre

lui en veulent encore aujourd'hui. Pour eux, la fin du nazisme ne valait pas un empire et la société de classe la plus solidement établie de l'Histoire.

On peut dire que Churchill avait entraîné son pays dans sa guerre privée, qui n'était pas tout-à-fait la leur. Comme l'explique François Delpla (*'Churchill et Hitler'*, Editions du Rocher, 2012), Churchill était mû par une haine personnelle envers Hitler. Une haine précoce et qui ne le quittera jamais. Cette haine sera un déterminant primordial de sa politique. La classe dirigeante mondiale étant une seule et même classe privilégiée, il est exceptionnel que des dirigeants soient plus proches de *l'ensemble de leurs compatriotes* que des autres dirigeants, et c'est pourtant ce bouleversement des habitudes, des modes et des pratiques de la politique qui allait se produire avec la venue au pouvoir de Winston Churchill. C'était en même temps la condition pour rassembler l'ensemble de la population dans l'effort de guerre. Il devint possible pour des personnalités aussi critiques de la bourgeoisie que George Orwell de travailler sans la moindre réserve pour son gouvernement. Après hésitation, Churchill inclut jusqu'à ses communistes dans l'harmonie nationale au point de renoncer à les interner après leur alignement sur la ligne kominternienne de la *guerre impérialiste*.

Du côté français aussi, des réévaluations avaient eu lieu en considération de l'échec scandinave, mais sans commune mesure. Il faudra y revenir, mais on peut noter ici que Reynaud allait juger Gamelin de façon définitive lorsque, incapable de réagir devant le foutoir qu'était devenue l'opération norvégienne, il s'était tout simplement absenté de la prise de décision, rejetant toute la responsabilité sur Darlan et sur les Anglais. Plus tard, Reynaud devait reconnaître avec franchise avoir su dès le début que Gamelin n'était pas l'homme de la situation : mais pendant les six semaines qui avaient séparé sa propre prise de fonction de l'offensive allemande, tout en étant parfaitement au courant de l'insuffisance de son commandant en chef, il n'avait pas trouvé pour le limoger le courage d'affronter ses ministres et sa majorité ou quasi-majorité parlementaire, et il avait jour après jour toujours trouvé un nouveau prétexte pour le garder. Il finirait par s'en séparer, mais, comme tout ce qu'il ferait, au plus mauvais moment, et quand il serait trop tard. Et de même avec Weygand par la suite. Reynaud sentait sa faiblesse, se connaissait assez pour savoir qu'il ne la surmonterait pas seul. Dans l'intention supposée par la plupart des historiens de mettre des garde-fous contre le défaitisme en lui et autour de lui, il avait conclu le 28 mars avec la Grande-Bretagne une convention interdisant aux deux alliés de se retirer de la guerre sans un commun accord : démarche qui aurait quelque importance dans les derniers moments du dernier gouvernement encore un peu républicain, avant Pétain, à la fin du mois de juin 1940.

Il est significatif que ce soit précisément au moment où il faisait, comme un dernier et timide petit pas, basculer la France dans la guerre effective, même s'il ne s'agissait toujours pas dans son idée d'opposer des troupes françaises directement à l'armée allemande, que Reynaud en vint à l'idée de conclure avec l'allié un accord par lequel la France et l'Angleterre « *s'engageaient mutuellement à ne négocier ni conclure d'armistice ou de traité de paix durant la présente guerre si ce n'est d'un commun accord.* » Daladier qui, marginalisé, assumait depuis l'intérieur du gouvernement la fonction d'observateur critique de la politique gouvernementale, fit observer par la suite que l'accord n'ayant pas été soumis au Conseil des ministres, il n'avait pas de valeur légale. Peut-être ce détail avait-il été pensé par construction, pour préparer le dégagement qui eut lieu en juin 1940 en dépit des traités et des objurgations de Churchill.

Les historiens les plus favorables à Reynaud admettent l'interprétation de premier degré selon laquelle Reynaud voulait prévenir d'éventuelles velléités de désengagement britannique et avait cru trouver un moyen habile de ligoter l'Angleterre sans vraiment se lier lui-même – alors que c'était l'inverse qui s'était produit à la fin. D'autres, moins favorables mais présupposant eux aussi une duplicité qui faisait certes partie du personnage, prêtent à Reynaud des préoccupations de politique intérieure, et supposent qu'il pensait ainsi contrer les menées dans son entourage de ceux qu'il considérait comme des '*mous*' : mais ceci fait encore l'hypothèse de son patriotisme guerrier, qui est à regarder avec quelque scepticisme. Si Reynaud avait des préoccupations de politique intérieure, elles consistaient plutôt, comme il le reconnaîtrait après la guerre, à flatter sa droite pour qu'elle l'appuie contre la gauche. Je précise : flatter une droite pacifiste par pro-fascisme pour qu'elle appuie le gouvernement contre une gauche suspecte de patriotisme.

Légal ou non et quelles que fussent les intentions initiales, l'**accord du 28 mars** sera un enjeu important du débat en Conseil des ministres après le 15 mai, lorsqu'il s'agira pour Reynaud de gérer la fin des combats et de transférer le pouvoir au Maréchal Pétain, puisqu'on sait que, la percée des Ardennes étant acquise le 13, Reynaud téléphona à Churchill le 15 pour lui annoncer que tout était perdu ! L'évidence s'imposera alors à tous, et sera perçue en dernier mais formulée en premier par l'inepte président Lebrun, agissant en l'occurrence comme l'enfant du conte d'Andersen lorsqu'il mit les pieds dans le plat des *anglophiles, durs, bellicistes, jusqu'au-boutistes* ou supposés tels lors d'un des Conseils des ministres de la débâcle : l'accord du 28 mars était un monstre diplomatique, puisque avec une apparence de réciprocité il mettait en réalité sur un même pied d'obligations le pays sur le territoire duquel les opérations allaient se dérouler et celui qui se tiendrait en arrière et pourrait mesurer, doser, voire revenir sur son engagement à chaque moment en fonction de ses intérêts. Ni

Reynaud, ni personne, ne semble s'être avisé que l'intention supposée d'interdire aux Anglais de mettre fin à leur participation aux combats ne les engageait qu'à la hauteur de cette participation, dont ils restaient les maîtres - et cela se verrait avec les tiraillements sur l'engagement de l'aviation britannique dans les derniers moments de la *campagne de France* - alors que l'engagement français, par nécessité, était total. Et à ce jeu tel fut pris qui croyait prendre puisque, la sagesse populaire française le disait couramment : *'les rosbifs sont bien gentils, pour le football ça se joue souvent chez eux, mais pour la guerre, c'est toujours sur notre terrain que ça se passe.'*

On peut penser que Reynaud jouait double-jeu à un autre niveau, plus sinistre, puisque dans le même temps où il posait au jusqu'au-boutiste en France, il prodiguait aux puissances de l'Axe des assurances discrètes de non-alignement sur l'Angleterre. Sur la duplicité de Reynaud, sans jamais employer le mot, Berl sentait bien la chose lorsqu'il disait, tout en faisant l'hypothèse de sa sincérité, que *Reynaud semblait toujours agir contre ses propres préférences...* C'est à cette famille de décisions qu'appartient la nomination de Paul Baudouin à son cabinet deux jours plus tard. Le 30 mars en effet, Paul Reynaud crée en marge du *Conseil des ministres* prévu par les institutions un *Comité de guerre* dont Paul Baudouin est nommé secrétaire, de préférence à de Gaulle, auquel on dit qu'il avait d'abord songé - ou bien plus précisément auquel les amis de Reynaud firent courir le bruit qu'il avait d'abord songé - comme ils firent courir le bruit qu'il avait été hostile aux accords de Munich. En réalité, ce sont les défaitistes pro-allemands, et même parfois pro-nazis que Reynaud place au sommet de l'État et rend maîtres de toutes les décisions. Court-circuitant Daladier, Paul Baudouin devient ainsi ministre des Affaires étrangères *de fait*. Il assistera aux séances du *Conseil suprême* ou, pendant les journées de la débâcle, Churchill se heurtera à lui et le définira comme *'le sinistre Baudouin'*. Il sera largement responsable de la rupture avec l'Angleterre au moment des incertitudes sur le devenir de la flotte. Puis, devenu ministre du Maréchal après l'armistice, il trouvera la formule *'esprit de conciliation'* pour définir les relations franco-allemandes avant que Pétain lance le thème de la *'collaboration'*. Un homme clé de la transition post-républicaine.

Qu'il y ait eu ou non un complot, concerté entre, mettons, Pétain, Weygand, Baudouin et quelques autres, pour organiser la non-défense des frontières et la mise en sommeil des institutions de la république au profit d'une transition de style franquiste, en attendant peut-être une restauration monarchique, est une question qui fut assez sérieusement envisagée pour donner lieu à quelques échanges lors du procès du Maréchal après la guerre. Weygand crut répondre suffisamment qu'il n'avait pu comploter avec le Maréchal alors qu'il était en poste en Syrie, et Pétain à Paris. S'il y eut malgré tout une vaste entente, et de longue date, à l'intérieur d'une mouvance réactionnaire qui n'avait



guère besoin de fréquents contacts pour s'accorder sur une action concertée et sur un moment pour agir, la question se pose alors de savoir si Reynaud en était, ou si peut-être, sans en être, il savait et n'entendait pas s'opposer.

Que voulait donc Reynaud, et avait-il une pensée stratégique bien organisée ? La question reste ouverte. Ce qui est de fait, c'est qu'ayant à choisir entre une guerre menée selon les intérêts anglais ou une capitulation devant la volonté allemande, Reynaud finira par s'aligner sur la germanophilie de sa classe et de son entourage, ce qui supposait qu'il piétinât l'accord qu'il avait voulu : d'où son comportement fuyant à partir du 15 mai 1940, où il se mit à mentir à tout le monde à la fois. Il est à noter que lorsqu'il revint à un autre, appelé pour cela par Reynaud lui-même, de trancher le nœud gordien, de Gaulle ne tint nullement compte des subtilités légales et diplomatiques, et dénonça l'armistice comme *trahison des engagements pris et atteinte à l'honneur de la France* de la part du Maréchal Pétain. S'il y eut trahison, c'est en réalité à ce moment charnière du 30 mars, alors qu'apparemment on faisait enfin quelque chose, qu'elle fut décidée et même se déclencha, car c'est le 30 mars que Pétain confia en mots propres à ses proches : « *ils auront besoin de moi dans la deuxième quinzaine de mai.* » Et ce qui frappe dans cette confiance, c'est la précision de la date annoncée : comme si un programme avait été formellement établi, avec des dates précises : et pourquoi pas en accord avec l'ennemi ? Car l'ennemi y mit du sien pour que le programme fût tenu dans les temps prescrits, au jour près.

Que la coterie pro-allemande qui poussait Pétain en avant se soit décidée à agir et lancée dans l'action à ce moment charnière de l'expédition norvégienne se détecte à la coïncidence avec une affaire sordide qui peut sembler sans rapport avec les affaires militaires, mais qui avait sa place dans la planification du complot. C'est le jour du début des opérations autour de Narvick en effet, le 10 avril 1940, que le cardinal-archevêque de Paris, Monseigneur Verdier, fut assassiné par la Cagoule. Aux yeux de la **Cagoule**, c'est-à-dire l'organisation secrète des militaires d'extrême-droite, dont les figures tutélaires étaient Pétain et Weygand, Verdier était coupable de ne pas avoir soutenu des positions suffisamment réactionnaires dans un passé récent, et plus spécifiquement d'avoir eu des rapports étroits avec le président du Conseil tchécoslovaque au moment de la crise des Sudètes. L'objectif était de le remplacer par un prélat d'extrême-droite : Emmanuel Suhard, retenu par la Cagoule et par le Vatican comme le meilleur candidat pour siéger à la tête de l'épiscopat français après le renversement de la république et l'institution d'un régime fasciste en France. Ceci devait coïncider avec la défaite, et en effet le titre de cardinal-archevêque de Paris serait conféré au pro-nazi Suhard précisément au moment de l'offensive de Guderian dans les Ardennes, le 10 mai 1940. Nommé archevêque de Paris le 11,

Suhard serait aussitôt utilisé comme émissaire pour conclure l'armistice après la déclaration par Reynaud cinq jours plus tard que la guerre était perdue : ce qui mettait exactement sur la date du 15 mai annoncée par Pétain comme le moment où *l'on aurait besoin de lui*. Dont il résulte que Reynaud, n'était probablement pas étranger à une conspiration dans laquelle ses propres initiatives s'étaient insérées avec tant de précision.

Dans ses mémoires, Churchill n'est pas ambigu sur l'impression qu'il ressentit de l'atmosphère politique en France dans les derniers temps de la débâcle de juin 1940. Il parle de *pourriture* : une pourriture dont on peut dater le vrai début de l'investiture de Paul Reynaud comme Président du Conseil. Reynaud qui en dépit de tout et à force de faux-semblants réussissait presque à sauver sa réputation. Reynaud, que de Gaulle lui-même, d'habitude perspicace et tendant même au cynisme, prit toujours pour un grand homme. C'est au moins ce qui ressort de ses écrits d'après-guerre, qui devaient aussi ménager un avenir politique au solitaire de Colombey. Or Reynaud, dernier président du Conseil *'républicain'* avant le désormais réputé infâme ex-maréchal Pétain, fut dans l'après-guerre, pour cette seule raison, rendu intouchable : tant il importait pour la totalité de la classe politique défaillante en 1940, mais depuis revenue aux affaires, de consolider le mythe d'une rupture nette opérée, du fait d'un seul homme, ou à la rigueur d'un étroit complot, à la date du 10 juillet 1940. La réalité est bien plus désolante, et elle était telle que Churchill l'a nommée.

Juste après la libération du territoire et la fin de la guerre le parti communiste lui-même fonctionnait de façon un peu analogue dans son rapport à l'histoire récente, quoique il ait plutôt eu des héros à mettre en avant ou au contraire à faire passer à l'arrière-plan, alors que la bourgeoisie gouvernante avait surtout des traîtres à oublier ou à ripoliner pour la montre. Du haut en bas de la communauté nationale, on s'accordait sur un point : il fallait regarder vers l'avenir. Il ne fallait plus parler de ce qui s'était passé avant la guerre, ou même pendant, car il y avait trop de cadavres dans les placards, trop d'erreurs avaient été commises, trop de mensonges avaient été proférés, trop de trahisons perpétrées. Trop de dignitaires s'étaient révélés lâches ou stupides et, comme devait décider de Gaulle, *la France aurait besoin de tous ses fils*. Les malins et les médiocres étaient donc rapidement revenus à la surface et l'on avait décidé d'un commun accord, pour la protection des intérêts dominants, d'ériger des statues à quelques grands morts, d'oublier les autres, et de vivre, plutôt que sur les complexités de l'Histoire, sur des légendes parfois arrangées à l'usage des survivants, en fonction des objectifs du moment.

Pierre Georges, mort dans des circonstances suspectes à la veille du passage du Rhin à la Noël 1944 serait l'une de ces légendes, célébrée mieux que connue, sous le nom de *Colonel Fabien* : mais rien

n'annonçait encore cela. A la veille de l'invasion de la France, il n'était encore, en tant que communiste et ancien des Brigades internationales, qu'un délinquant étroitement surveillé par la police de Paul Reynaud. Il avait le 6 mai 1940, une semaine avant la percée de Sedan, bénéficié d'un non-lieu dans l'affaire des tracts pour laquelle il était interné depuis cinq mois mais il avait été maintenu en internement administratif en vertu du décret Sérol d'avril 1940. Transféré au château de Baillet, ancienne maison de repos des métallos réquisitionnée par le gouvernement, il allait de très peu s'arracher à la mort entre les mains des gardes mobiles et de justesse retrouver la liberté, par l'évasion, en profitant du chaos de juin, passant sans transition du statut de détenu comme ennemi de l'État à celui de patriote et de clandestin. Pour nous aujourd'hui – mais le mot n'existait pas – de *résistant*. Pour lui, comme pour tant d'autres communistes, la phase de *collaboration communiste avec l'Allemagne nazie* dont les anti-communistes répandent la légende - légende noire et médisante celle-là – n'avait pas trouvé de lieu ni de temps pour se matérialiser. Loin des intrigues politiciennes et des arrangements diplomatiques, une seule chose pour lui ne changea jamais beaucoup entre juillet 1936 et décembre 1944 : il fut toujours mal vu, surveillé, recherché ou détenu par la police, la justice, le gouvernement et la gendarmerie de son pays.

Pour les communistes, il n'y avait pas de grâce à attendre d'un personnage tel que Paul Reynaud. Car sur un point seulement Reynaud était constant et ne trompait pas : c'était sur son anticommunisme, d'où découlait son antisoviétisme. Le 28 mars il avait fixé sa position devant les Anglais, plus dure encore que celle de Daladier en ce qui concernait les relations avec l'Union soviétique. Et, poussant la franchise à un niveau intéressant car il confirme ce qui apparaît par ailleurs sur l'impact du jeu politicien sur des décisions qui auraient dû être déterminées par de pures considérations stratégiques et d'intérêt national, il ne se fit pas scrupule de faire valoir auprès des Britanniques qu'il s'agissait *de sa réputation en France*, et que la fragilité de sa position politique – il faut rectifier : *politicienne* - lui imposait de tenir compte des positions du *courant Laval-Bonnet-Flandin* qui exigeait la rupture et même la guerre avec l'Union soviétique. Même Halifax, apaiseur et anti-soviétique s'il en fut, avait, rapporte Maïski, des positions beaucoup plus modérées et retenait les Français. On peut considérer que la politique folle qui avait consisté à pousser Staline dans les bras d'Hitler, qui avait débouché sur la signature du pacte germano-soviétique, avec ce résultat que la France allait affronter l'Allemagne avec pratiquement ses seules forces, avait été principalement promue par le gouvernement français. Et le tardif **accord du 28 mars** n'y changeait rien.

Pour atténuer la critique que l'on peut faire d'un **choix de la défaite** propre à Paul Reynaud, puis à Pétain, car leurs politiques sont trop contiguës et continues pour qu'on ne les mette pas sur le même

plan, il est honnête de faire remarquer que la résolution britannique incarnée par Churchill d'aller jusqu'au bout contre Hitler ne pouvait en juin 1940 pas être considérée comme un acquis, et que l'hypothèse Weygand, avec son pessimisme - '*Comment les Anglais pourraient-ils réussir là où nous avons échoué ?*' - pour avoir été controuvée, n'était pas sans revêtir un certain degré de vraisemblance avant la preuve du contraire, avec son corollaire resté célèbre par la reprise ironique qu'en fit Churchill après quelques mois de résistance anglaise : '*Avant quinze jours l'Angleterre aura traité avec les Allemands, ou bien elle aura le cou tordu comme un poulet*'. C'était une éventualité, et les forces qui portaient à l'alignement sur la politique de Weygand étaient puissantes en Grande-Bretagne et auraient très bien pu l'emporter. Mais si l'on excuse Reynaud d'avoir été en réalité un *mou* posant en *dur* sur la base de cet argument, il faut alors admettre que la même excuse couvre aussi Pétain, Weygand, Huntziger et tout le clan défaitiste, dont le comportement découlait de la conviction exprimée par Pétain devant Lequerica aux premiers jours de l'offensive allemande : '*les Anglais ont l'intention de laisser les Français combattre sans aide jusqu'à la dernière goutte de sang. Après quoi ils passeront un compromis avec Hitler, et se doteront peut-être même d'un gouvernement fasciste*'. Le clan défaitiste ne faisait qu'être plus franc que les faux *durs*, et leur chef Pétain pourra explicitement revendiquer d'avoir été simplement lucide lorsque, confronté à Churchill le 12 juin au château de Muguet, le Maréchal reviendra sur les circonstances de la guerre précédente, rappelant comment '*quand votre Gough était mis en pièces par Luddendorff, je suis venu à son secours avec quarante divisions. Cette fois, c'est notre armée qui est mise en pièces. Où sont vos quarante divisions ?*' De la part de Pétain, porte-parole des défaitistes, c'était un '*je vous l'avais bien dit*', et Churchill, qui rapporte lui-même l'anecdote, ne prétend pas avoir trouvé quoi que ce soit à répondre au Maréchal. Est-ce aller trop loin que de dire qu'en septembre 1939 la France était entrée seule en guerre contre l'Allemagne ? On peut dire au moins qu'elle ne faisait pas la même guerre que son alliée supposée. Mais ceci est une observation de validité générale lorsque l'on considère les '*Alliés*' : Russes, Français, Américains, Anglais, Grecs, Serbes, Polonais, et plus tard les Italiens : chacun fit sa guerre selon des rythmes et avec des buts différents, et tous ne s'accordaient que sur la nécessité de vaincre l'Allemagne. Mais pour cela il y avait loin de la coupe aux lèvres.

Comme l'armée française s'était dotée d'un *Service cinématographique* qui depuis le début de la guerre présentait chaque semaine un reportage sur les événements en rapport avec la défense nationale, on peut encore voir, à la date du 9 mai 1940 le président Lebrun inaugurer à Paris l'exposition de la *France d'Outre-mer*. On le voit passer devant un panneau où s'affiche un slogan encourageant : « *La France est un pays de 110 millions d'habitants* », et l'on rapportait que le général Noguès était sur le

point d'organiser en Afrique du Nord la levée d'importants effectifs coloniaux destinés à être envoyés sur les fronts de l'Est et du Nord. On voyait aussi les généraux Gort et Georges en inspection sur le front des troupes. « *Confiance et affection, haut moral de nos troupes...* », allait le commentaire : mais les visages que l'on voyait sur l'écran, après huit mois de *drôle de guerre*, racontaient une autre histoire à venir. Le même jour, le communiqué de l'État-major no 497 du 9 Mai 1940 indiquait : *'Dans la région à l'Est de la Moselle, plusieurs patrouilles ennemies ont été repoussées par nos feux d'infanterie et d'artillerie.'* Elles allaient revenir.

7 septembre 2022